

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**CONSEIL COMMUNAL DU 29 JANVIER 2013**

Séance publique 29 janvier 2013.

Etaient présents : Mr Ghysels, Bourgmestre-Président; Mmes et MM. Englebert, Ouattassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens et Buyse, Echevins; Mmes et MM. Borcy, Langbord, Rongé, van Zeeland, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Richard, Vanroy, Nocent, Arena, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Roland, Criquielion, Lederer, Pâques et Hacken, Conseillers communaux; Mme. Moens, Secrétaire communale f.f.

La séance est ouverte à 19h30.

Le registre aux procès-verbaux est mis à la disposition des conseillers communaux dès le 09 janvier 2013.

Madame la secrétaire f.f. donne lecture des résolutions prises au cours de la séance du 07 janvier 2013.

Madame van Zeeland est désignée par le sort pour répondre le premier aux votes par appel nominal qui auront lieu au cours de la présente séance.

**GEMEENTERAAD VAN 29 JANUARI 2013**

Openbare zitting 29 januari 2013.

Waren aanwezig : Dhr. Ghysels, Burgemeester-Voorzitter ; Mevren. en Dhren. Englebert, Ouattassi, Résimont, Loewenstein, Père, El Hamidine, Tahri, Spapens en Buyse, Schepenen; Mevren. en Dhren. Borcy, Langbord, Rongé, van Zeeland, El Yousfi, Chapelle, Sebbahi, Bairouk, Richard, Vanroy, Nocent, Arena, Roberti, Barghouti, Grippa, Gelas, Talhi, Plovie, Angeli, Roland, Criquielion, Lederer, Pâques en Hacken; Gemeenteraadsleden ; Mevr. Moens, wd. Gemeentesecretaris.

De zitting wordt voor open verklaard om 19u30.

Het notulenboek is ter beschikking van de raadsleden vanaf 09 januari 2013.

Mevrouw de wd. Secretaris geeft voorlezing van de beslissingen genomen tijdens de zitting van 07 januari 2013.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

Mevrouw van Zeeland wordt bij loting aangeduid om als eerste te antwoorden op de stemmingen bij naamafroeping die zullen plaats hebben tijdens deze zitting.

19h.36 : Monsieur Ghysels souhaite la bienvenue à toutes et à tous: avant de déclarer la séance publique ouverte, il invite Madame Delaveleye, au nom de l'association des parents de l'école Arc-en-Ciel, à faire la présentation de l'interpellation inscrite à l'ordre du jour de la présente séance. Il signale également qu'à titre tout à fait amicale et de soutien, des autres associations de parents sont représentées aujourd'hui. Il lit les articles 66 et 67 du règlement d'ordre intérieur du conseil communal et précise donc qu'aujourd'hui aucune intervention des conseillers communaux aura lieu. Le point sera mis à l'ordre du jour du prochain conseil communal, à savoir le 26 février 2013.

19u.36 : Mijnheer Ghysels wenst iedereen welkom : alvorens de openbare zitting voor geopend te verklaren, nodigt hij Mevrouw Delaveleye, in naam van de ouervereniging van de school Arc-en-Ciel, uit om de interpellatie voor te stellen die ingeschreven is op de dagorde van huidige zitting. Hij meldt tevens dat er vandaag op louter vriendschappelijke en ondersteunende wijze andere ouerverenigingen vertegenwoordigd zijn. Hij leest de artikelen 66 et 67 van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad en preciseert dus dat er vandaag geen enkele interventie van de gemeenteraadsleden zal plaatsvinden. Het punt zal op de dagorde geplaatst worden van de volgende gemeenteraad, namelijk op 26 februari 2013.

19h.50:

Le Bourgmestre ouvre la séance du Conseil communal.

Madame Moens lit les résolutions du conseil du 7 janvier 2013.

Le Bourgmestre informe les membres du conseil que les procès-verbaux de la séance du 7 janvier sont à disposition sur les bancs.

Il demande d'ajouter à l'ordre du jour deux points supplémentaires.

Madame Gelas se demande pourquoi les conseillers reçoivent ces deux points ce soir sur les bancs et pourquoi il y a urgence.

Monsieur le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Spapens.

Monsieur Spapens explique que normalement ces deux points doivent uniquement passer au collège, mais que le collège a estimé qu'il était bien d'en informer les membres du Conseil. Il s'agit de deux points qui permettront uniquement de liquider le solde 2010 et 2011 des subsides à verser à l'ASBL Forest-Centre Culturel ; il est très important pour l'ASBL de percevoir les subsides, car si non elle va se retrouver en cessation de paiement. Il précise que c'est seulement jeudi passé que la receveuse a demandé que le collège informe le Conseil.

Madame van Zeeland réplique que comme d'habitude dans ce dossier, depuis plusieurs années tout est toujours fait au dernier moment, que tout dans ce dossier est peu visible et peu facile, que tout dans ce dossier est épouvantable. Ce dossier requiert une attention particulière des conseillers communaux mais comment est-il possible de vérifier quelque chose si on reçoit 50 pages sur les bancs ? Elle comprend le désir du collège d'être clair dans ce dossier, mais elle se demande comment c'est possible d'être clair dans un « tel trou noir » ? Elle trouve que c'est triste qu'on a pas pu avoir les documents quelques jours plus tôt pour que les conseillers puissent y voir plus clair.

Monsieur Ghysels répond qu'il faut admettre qu'au niveau de cette ASBL, les choses se redressent depuis quelques mois, qu'un nouveau directeur est en fonction, que cette personne met énormément d'ordre et que Madame Aréna a fait un travail colossal au niveau du Conseil d'Administration. On demande d'accepter l'ajout à l'ordre du jour. De toute façon, la seule chose qu'on peut obtenir en n'acceptant pas l'ajout de ces points, c'est de perdre un mois, d'ennuyer les travailleurs de l'ASBL et peut-être de déchaîner quelques créanciers et d'augmenter les dettes de l'ASBL car les créanciers ne manqueront pas à réclamer les intérêts de retard. De toute façon le point sera à l'ordre du jour du 26 février ; il ne s'agit que d'une simple prise d'acte.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

Monsieur Spapens rajoute que les comptes ont été acceptés par le réviseur ; qu'il s'agit de remettre un organe sur les rails.

Madame van Zeeland répond qu'en faisant une rapide lecture, elle constate que le réviseur n'a pas accepté les points sans réserves.

Le Bourgmestre demande si on doit passer au vote.

Madame Gelas fait remarquer que les nouveaux membres de ce conseil découvrent le dossier, qu'il est donc très difficile pour eux d'accepter le point sans qu'ils aient eu le temps de consulter le dossier, ne fut-ce que quelques jours plus tôt. Elle est aussi interpellée par le fait qu'il s'agit des comptes 2010 et 2011, alors qu'on est déjà en 2013, c'est donc très tardif. Le MR ne votera pas favorable à ce que ce point soit rajouté à l'ordre du jour.

Madame Arena intervient :

La première question qui se pose est la suivante : est-ce qu'on met ce point à l'ordre du jour ? Et deuxièmement, il y a lieu de préciser qu'il s'agit d'une prise d'acte ; que tous les groupes politiques sont représentés dans le Conseil d'Administration de l'ASBL, qu'il ne s'agit donc pas de décisions qui ont été prises par la majorité seule, qu'il s'agit de décisions prises au sein du Conseil d'administration par l'ensemble des groupes politiques. Elle conseille de se renseigner auprès des représentants des groupes politiques du Conseil d'administration pour voir ce qu'il y en est des comptes 2010 et 2011. Elle admet qu'il s'agissait d'une situation très difficile. Aussi les membres du conseil de l'opposition ont participé à ce que ça se passe bien. Elle trouve qu'aujourd'hui, il serait dommage de ralentir car enfin l'ASBL est pris en main.

Madame Gelas excuse Mesdames De Permentier et Defays.

Monsieur le Bourgmestre excuse Madame Huytebroeck.

On passe au vote :

23 oui et 11 non

19h.50 :

De Burgemeester opent de zitting van de Gemeenteraad.

Mevrouw Moens leest de beslissingen van de raad van 7 januari 2013.

De Burgemeester brengt de leden van de raad op de hoogte dat de proces-verbalen van de zitting van 7 januari ter beschikking zijn op de banken.

Hij vraagt om twee bijkomende punten toe te voegen aan de dagorde.

Mevrouw Gelas vraagt zich af waarom de raadsleden deze twee punten vanavond op de banken krijgen en waarom dit zo dringend is.

Mijnheer de Burgemeester geeft het woord aan Mijnheer Spapens.

Mijnheer Spapens legt uit dat deze twee punten normaal alleen in het college behandeld moeten worden, maar dat het college van mening was dat het goed zou zijn om de leden van de Raad hiervan op de hoogte te brengen. Het betreft twee punten die het enkel mogelijk maken om het saldo 2010 en 2011 te vereffenen van de subsidies die aan de VZW Forest-Centre Culturel gestort moeten worden. Het is voor de VZW zeer belangrijk om de subsidies te ontvangen, want anders gaat ze haar betalingen moeten staken. Hij verduidelijkt dat de ontvanger pas vorige donderdag gevraagd heeft dat het college de Raad op de hoogte brengt.

Mevrouw van Zeeland antwoordt dat zoals gewoonlijk in dit dossier, sinds meerdere jaren, alles steeds op het laatste moment gedaan wordt, dat alles in dit dossier weinig zichtbaar en niet gemakkelijk is, dat alles in dit dossier afschuwelijk is. Dit dossier heeft de bijzondere aandacht nodig van de gemeenteraadsleden maar hoe is het mogelijk iets na te kijken wanneer men 50 pagina's op de banken krijgt ? Ze begrijpt de wens van het college om duidelijk te zijn in dit dossier, maar ze vraagt zich af hoe het mogelijk is om duidelijk te zijn in « zo'n zwart gat » ? Ze vindt het droevig dat

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

men de documenten niet enkele dagen eerder kon ontvangen opdat de gemeenteradsleden een duidelijker beeld zouden kunnen krijgen.

Mijnheer Ghysels antwoordt dat men moet toegeven dat wat deze VZW betreft, de zaken zich sinds enkele maanden weer herstellen, dat er een nieuwe directeur in functie is, dat deze persoon de zaken weer op orde stelt en dat Mevrouw Aréna enorm veel werk verricht heeft op gebied van de Raad van Bestuur. Men vraagt om de toevoeging aan de dagorde te aanvaarden. In elk geval, het enige wat we kunnen bereiken door de toevoeging van deze punten niet te aanvaarden, is een maand te verliezen, de werknemers van de VZW overlast te bezorgen en misschien enkele schuldeisers wakker te schudden en de schulden van de VZW te verhogen want de schuldeisers zullen het niet nalaten om verwijlinteressen te vragen. Het punt zal in elk geval op de dagorde staan van 26 februari ; het gaat slechts om een eenvoudige akteneming.

Mijnheer Spapens voegt hieraan toe dat de rekeningen aanvaard werden door de revisor ; dat het erom gaat een orgaan opnieuw op de rails te zetten.

Mevrouw van Zeeland antwoordt dat ze, bij het verticaal lezen van de tekst, vaststelt dat de revisor de punten niet zonder voorbehoud aanvaard heeft.

De Burgemeester vraagt of er overgegaan moet worden tot stemming.

Mevrouw Gelas doet opmerken dat de nieuwe leden van deze raad het dossier ontdekken, dat het voor hen dus erg moeilijk is om het punt te aanvaarden zonder dat ze de tijd gehad hebben om het dossier te raadplegen, al was het maar enkele dagen eerder. Ze is tevens verbaasd over het feit dat het de rekeningen 2010 en 2011 betreft, terwijl we al in 2013 zijn; dit is dus heel laattijdig. De MR zal tegen stemmen om dit punt aan de dagorde toe te voegen.

Mevrouw Arena komt tussen :

De eerste vraag is de volgende : zetten we dit punt op de dagorde ?

En ten tweede moet verduidelijkt worden dat het om een akteneming gaat ; dat alle politieke groepen vertegenwoordigd zijn in de Raad van Bestuur van de VZW, dat het dus geen beslissingen betreft die alleen door de meerderheid genomen werden, dat het beslissingen betreft die genomen werden binnen de Raad van Bestuur door het geheel van politieke groepen. Ze raadt aan om inlichtingen in te winnen bij de vertegenwoordigers van de politieke groepen van de Raad van Bestuur om te zien hoe het zit met de rekeningen 2010 en 2011. Ze geeft toe dat het om een zeer moeilijke situatie ging. Ook de leden van de raad van de oppositie hebben ertoe bijgedragen dat het goed zou verlopen. Ze vindt dat het vandaag jammer zou zijn om vertragingsmanoeuvres uit te voeren want de VZW is eindelijk weer in handen genomen.

Mevrouw Gelas verontschuldigt mevrouwen De Permentier en Defays.

Mijnheer de Burgemeester verontschuldigt mevrouw Huytebroeck.

Men gaat over tot de stemming :

23 ja en 11 nee

Le Bourgmestre dit que les points 1 à 10 ont été examinés d'une façon rigoureuse en commission « affaires générales ».

Madame Arena demande que le collège présente assez rapidement une procédure de recrutement et dit que chez ACTIRIS il y a des services d'aide au recrutement qui offrent gratuitement leurs services.

Monsieur le Bourgmestre répond que des contacts ont été pris par Madame la secrétaire et que les représentants d'ACTIRIS sont prochainement invités au collège. Il pense que l'aide d'ACTIRIS pourra être précieuse pour les fonctions principales. Il dit que c'est bien volontiers que le collège fera un compte-rendu de cette rencontre au conseil communal.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

De Burgemeester zegt dat de punten 1 tot 10 op nauwgezette wijze onderzocht werden in de commissie « algemene zaken ».

Mevrouw Arena vraagt dat het college vrij snel een aanwervingsprocedure voorstelt en zegt dat er bij ACTIRIS diensten zijn die helpen bij aanwerving en die hun diensten gratis verstrekken.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt dat er contact opgenomen werd door mevrouw de secretaris en dat de vertegenwoordigers van ACTIRIS binnenkort in het college uitgenodigd worden. Hij denkt dat de hulp van ACTIRIS waardevol kan zijn voor de voornaamste functies. Hij zegt dat het college maar al te graag een verslag zal opmaken van deze ontmoeting voor de gemeenteraad.

*Article 1 – Artikel 1*

Personnel - Règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté royal du 28 décembre 2012, publié au Moniteur belge du 30 décembre 2012, limitant l'interruption de carrière complète ou à temps partiel à 60 mois ;

Vu le règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'apporter des modifications au chapitre XII – Congé pour interruption de la carrière professionnelle – Point A – Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Généralités – Article 1 ;

Vu le protocole d'accord n° 366 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier le règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage : Chapitre XII –Congé pour interruption de la carrière professionnelle – Point A – Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Généralités – Article 1 comme suit :

**ANCIEN TEXTE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONVENANCE PERSONNELLE** (cc 26/06/2001-  
MRBC 03/09/2001)

GENERALITES

**ARTICLE 2**

L'interruption de la carrière, complète ou à temps partiel, ne peut excéder 72 mois sur toute la carrière.

**NOUVEAU TEXTE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONVENANCE PERSONNELLE** (cc 26/06/2001-  
MRBC 03/09/2001)

GENERALITES

**ARTICLE 2**

L'interruption de la carrière, complète ou à temps partiel, ne peut excéder **60** mois sur toute la carrière.

Personnel - Verlofreglement voor vastbenoemd personeel en agenten in stage - Wijziging.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Geelt op het KB van 28 december 2012, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 30 december 2012, waarin de voltijdse of deeltijdse loopbaanonderbreking beperkt wordt tot 60 maanden;

Gelet op het verlofreglement van het vastbenoemd personeel en de agenten in stage goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001 ;

Overwegende dat er bijgevolg wijzigingen aangebracht moeten worden aan Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – Punt A – Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen– Algemeenheden – Artikel 1 ;

Gelet op het protocolakkoord nr 366 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012;

BESLIST :

Het verlofreglement van toepassing op het vastbenoemd personeel en op de agenten in stage, Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – Punt A – Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen – Algemeenheden – Artikel 2 als volgt te wijzigen :

**OUDE TEKST**

**A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN** (gr 26/06/2001- BHGW 03/09/2001)

ALGEMEENHEDEN

**ARTIKEL 2**

De loopbaanonderbreking, voltijds of deeltijds, mag de duur van 72 maanden niet overschrijden, over het geheel van de loopbaan.

**NIEUWE TEKST**

**A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN** (gr 26/06/2001- BHGW 03/09/2001)

ALGEMEENHEDEN

**ARTIKEL 2**

De loopbaanonderbreking, voltijds of deeltijds, mag de duur van **60** maanden niet overschrijden, over het geheel van de loopbaan.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

*Article 2 – Artikel 2*

Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Modification.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté royal du 28 décembre 2012 publié au Moniteur belge du 30 décembre 2012 limitant l'interruption de carrière complète ou à temps partiel à 60 mois ;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'apporter des modifications au chapitre XII – Congé pour interruption de la carrière professionnelle – Point A – Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Généralités – Article 1 ;

Vu le protocole d'accord n° 366 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier le règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre XII –Congé pour interruption de la carrière professionnelle – Point A – Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Généralités – Article 1 comme suit :

**ANCIEN TEXTE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONVENANCE PERSONNELLE** (cc 26/06/2001-  
MRBC 03/09/2001)

GENERALITES

**ARTICLE 2**

L'interruption de la carrière, complète ou à temps partiel, ne peut excéder 72 mois sur toute la carrière.

**NOUVEAU TEXTE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONVENANCE PERSONNELLE** (cc 26/06/2001-  
MRBC 03/09/2001)

GENERALITES

**ARTICLE 2**

L'interruption de la carrière, complète ou à temps partiel, ne peut excéder **60** mois sur toute la carrière.

Personnel - Verlofreglement voor contractueel personeel - Wijziging.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op het KB van 28 december 2012, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 30 december 2012, waarin de voltijdse of deeltijdse loopbaanonderbreking beperkt wordt tot 60 maanden;

Gelet op het verlofreglement van het contractueel personeel goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001;

Overwegende dat er bijgevolg wijzigingen aangebracht moeten worden aan Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – Punt A – Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen– Algemeenheden – Artikel 1;

Gelet op het protocolakkoord nr 366 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012;

**BESLIST :**

Het verlofreglement van toepassing op het contractueel personeel, Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – Punt A – Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen – Algemeenheden – Artikel 2 als volgt te wijzigen :

**OUDE TEKST**

**A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN** (gr 26/06/2001- BHGW 03/09/2001)

ALGEMEENHEDEN

**ARTIKEL 2**

De loopbaanonderbreking, voltijds of deeltijds, mag de duur van 72 maanden niet overschrijden, over het geheel van de loopbaan.

**NIEUWE TEKST**

**A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN** (gr 26/06/2001- BHGW 03/09/2001)

ALGEMEENHEDEN

**ARTIKEL 2**

De loopbaanonderbreking, voltijds of deeltijds, mag de duur van **60** maanden niet overschrijden, over het geheel van de loopbaan.

*Article 3 – Artikel 3*

Personnel - Règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage - Interruption de carrière pour convenance personnelle - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le nouvel Arrêté royal du 25 août 2012 modifiant l'Arrêté royal du 12 décembre 2001 ;

Vu le règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier le texte existant du règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage : Chapitre XII – Congé pour interruption de la carrière professionnelle – A. Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Temps partiel ;

Vu le protocole d'accord n° 367 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012, le règlement des congés du personnel statutaires et des agents en stage – Chapitre XII – Congé pour interruption de la carrière professionnelle - A. Interruption de la carrière pour convenance personnelle - Temps partiel :

**ANCIEN TEXTE**

**XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONVENANCE PESONNELLE**

**TEMPS PARTIEL**

**ARTICLE 2**

La durée minimale de l'interruption à temps partiel est de 3 mois et la durée maximale est de 1 an. Le minimum de 3 mois n'est pas exigé en cas de prolongation.

Toutefois, les agents qui ont atteint l'âge de 50 ans ont le droit d'interrompre leur carrière à temps partiel jusqu'à leur mise à la pension. (c.c. 15/10/2003 – MRBC 11/12/2003)

**NOUVEAU TEXTE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONVENANCE PESONNELLE**

**TEMPS PARTIEL**

## ARTICLE 2

La durée minimale de l'interruption à temps partiel est de 3 mois et la durée maximale est de 1 an. Le minimum de 3 mois n'est pas exigé en cas de prolongation.

Toutefois, les agents qui ont atteint *l'âge de 55 ans* ont le droit d'interrompre leur carrière à temps partiel jusqu'à leur mise à la pension (*Arrêté royal du 25 août 2012 modifiant le système d'interruption de carrière pour ce qui concerne le secteur public, publié au Moniteur belge du 31 août 2012*).

Personeel - Verlofreglement voor vastbenoemd personeel en agenten in stage- Loopbaanonderbreking voor persoonlijke redenen - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe KB van 25 augustus 2012 tot wijziging van het KB van 12 december 2001;

Gelet op het verlofreglement van het vastbenoemd personeel en de agenten in stage goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001;

Overwegende de bestaande tekst van het verlofreglement voor vastbenoemd personeel en de agenten in stage : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – A.  
Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen – Deeltijds bijgevolg gewijzigd moet worden;

Gelet op het protocolakkoord nr 367 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondorganisatie s op 23/11/2012;

BESLIST :

Het verlofreglement van het vastbenoemd personeel en de agenten in stage : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – A. Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen – Deeltijds vanaf 1 september 2012 te wijzigen;

OUDE TEKST

## **XII VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN**

### **A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN**

#### ***DEELTIJDS***

#### **ARTIKEL 2**

De minimale duur van de deeltijdse loopbaanonderbreking bedraagt 3 maanden en de maximale duur bedraagt 1 jaar. Het minimum van 3 maanden is niet vereist in geval van verlenging.

Echter, de agenten die de leeftijd van 50 jaar bereiken hebben het recht om hun loopbaan deeltijds te onderbreken tot hun opruststelling. (g.r. 15/10/2003 – MBHG 11/12/2003)

NIEUWE TEKST

**A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN**

*DEELTIJDS*

**ARTIKEL 2**

De minimale duur van de deeltijdse loopbaanonderbreking bedraagt 3 maanden en de maximale duur bedraagt 1 jaar. Het minimum van 3 maanden is niet vereist in geval van verlenging. Echter, de agenten die de leeftijd van *55 jaar* bereiken hebben het recht om hun loopbaan deeltijds te onderbreken tot hun opruststelling. (*Koninklijk besluit van 25 augustus tot wijziging van het stelsel van loopbaanonderbreking voor wat de openbare sector betreft, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 31 augustus 2012.*)

*Article 4 – Artikel 4*

Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Interruption de carrière pour convenance personnelle - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le nouvel Arrêté royal du 25 août 2012 modifiant l'Arrêté royal du 12 décembre 2001 ;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de modifier le texte existant du règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre XII – Congé pour interruption de la carrière professionnelle – A. – Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Temps partiel ;

Vu le protocole d'accord n° 367 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2012, le règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre XII – Congé pour interruption de la carrière professionnelle – A. – Interruption de la carrière pour convenance personnelle – Temps partiel ;

**ANCIEN TEXTE**

**XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERRE POUR CONVENANCE PERSONNELLE**

**TEMPS PARTIEL**

**ARTICLE 2**

La durée minimale de l'interruption à temps partiel est de 3 mois et la durée maximale est de 1 an. Le minimum de 3 mois n'est pas exigé en cas de prolongation.

Toutefois, les agents qui ont atteint l'âge de 50 ans ont le droit d'interrompre leur carrière à temps partiel jusqu'à leur mise à la pension (c.c. 15/10/2003 – MRBC 11/12/2003)

**NOUVEAU TEXTE :**

**XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE**

**A. INTERRUPTION DE LA CARRIERRE POUR CONVENANCE PERSONNELLE**

**TEMPS PARTIEL**

## **ARTICLE 2**

La durée minimale de l'interruption à temps partiel est de 3 mois et la durée maximale est de 1 an. Le minimum de 3 mois n'est pas exigé en cas de prolongation.

Toutefois, les agents qui ont atteint **l'âge de 55 ans** ont le droit d'interrompre leur carrière à temps partiel jusqu'à leur arrivée à la pension (**Arrêté royal du 25 août 2012 modifiant le système d'interruption de carrière pour ce qui concerne le secteur public, publié au Moniteur belge du 31 août 2012**).

Personnel - Verlofreglement van het contractueel personeel - Loopbaanonderbreking voor persoonlijke redenen - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe KB van 25 augustus 2012 tot wijziging van het KB van 12 december 2001 ;

Gelet op het verlofreglement van het contractueel personeel goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001 ;

Overwegende dat de bestaande tekst van het verlofreglement voor contractueel personeel : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – A. Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen – Deeltijds bijgevolg gewijzigd moet worden;

Gelet op het protocolakkoord nr 367 overeekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012;

BESLIST :

Het verlofreglement van het contractueel personeel – Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – A. – Loopbaanonderbreking wegens persoonlijke redenen – Deeltijds vanaf 1 september te wijzigen;

## **OUDE TEKST**

### **XII VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN**

#### **A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN**

##### **DEELTIJDΣ**

## **ARTIKEL 2**

De minimale duur van de deeltijdse loopbaanonderbreking bedraagt 3 maanden en de maximale duur bedraagt 1 jaar. Het minimum van 3 maanden is niet vereist ingeval van verlenging.

Echter, de agenten die de leeftijd van 50 jaar bereiken hebben het recht om hun loopbaan deeltijds te onderbreken tot hun opruststelling. (g.r.15/10/2003 – MBHG 11/12/2003)

## **NIEUWE TEKST**

### **XII VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN**

## A. LOOPBAANONDERBREKING WEGENS PERSOONLIJKE REDENEN

### DEELTIJDS

#### ARTIKEL 2

De minimale duur van de deeltijdse loopbaanonderbreking bedraagt 3 maanden en de maximale duur bedraagt 1 jaar. Het minimum van 3 maanden is niet vereist in geval van verlenging.

Echter, de agenten die de leeftijd van **55 jaar** bereiken hebben het recht om hun loopbaan deeltijds te onderbreken tot hun opruststelling. (**Koninklijk besluit van 25 augustus tot wijziging van het stelsel van loopbaanonderbreking voor wat de openbare sector betreft, gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 31 augustus 2012**).

*Article 5 – Artikel 5*

Personnel - Règlement des congés du personnel statutaire - Interruption de carrière pour congé parental - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le nouvel Arrêté Royal du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 ;

Vu le règlement des congés du personnel statutaire : agents statutaires et aux agents en stage adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a donc lieu de modifier le texte existant du règlement des congés du personnel statutaire : agents statutaires et aux agents en stage : Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - D. Interruption de la carrière pour congé parental ;

Vu le protocole d'accord n° 368 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier à partir du 1<sup>er</sup> juin 2012, le règlement des congés du personnel statutaire : agents statutaires et aux agents en stage - Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - D. Interruption de la carrière pour congé parental :

**ANCIEN TEXTE**

**XII. CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE**

**D. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONGE PARENTAL**

**1. Congés qui ont fait l'objet d'une demande avant le 28 juillet 2005**

**ARTICLE 1**

L'interruption de carrière pour congé parental est un droit, accordé

- soit en raison de la naissance d'un enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son quatrième anniversaire ;
- soit en raison de l'adoption d'un enfant, pendant une période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence, et au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire ;

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

**ARTICLE 2**

Pour obtenir le bénéfice de l'interruption de carrière pour congé parental, l'agent doit avoir travaillé au sein de l'administration communale pendant 12 mois au cours des quinze mois qui précèdent la demande.

### **ARTICLE 3**

La demande doit être introduite au moins 3 mois avant la date souhaitée à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé, un délai plus court.

A la demande, doivent être joints :

- la formule C61A (interruption complète) ou C61B (interruption à temps partiel), délivrée par l'ONEm dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

### **ARTICLE 4**

Dans le mois qui suit la demande, le collège des Bourgmestre et Echevins peut, par écrit, reporter l'exercice du droit à l'interruption de carrière pour congé parental pour des raisons justifiables liées au bon fonctionnement du service.

L'interruption de carrière pour congé parental sera reportée de six mois au plus à partir du mois qui suit ce report.

En cas de report, le quatrième ou huitième anniversaire peuvent être dépassés à due concurrence.

A défaut de réaction du collège des Bourgmestre et Echevins, l'interruption de carrière pour congé parental débutera à la date demandée par l'agent.

### **ARTICLE 5 (c.c. 26/02/2002 – MRBC 06/05/2002)**

Afin de prendre soin de son enfant, le travailleur a le droit :

- 1° soit de prendre une interruption de carrière pour congé parental de 3 mois, période qui peut être fractionnée par mois à la demande de l'agent ;
- 2° soit, s'il est occupé à temps plein et si le collège marque son accord, de prendre une interruption de carrière pour congé parental à  $\frac{1}{2}$  temps durant une période ininterrompue de 6 mois ;
- 3° soit, s'il est occupé à temps plein, de prendre une interruption de carrière pour congé parental d' $\frac{1}{5}$  temps durant une période de 15 mois, période qui peut être fractionnée par périodes de 3 mois à la demande de l'agent.

### **ARTICLE 6**

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental existe pour les 2 conjoints mais ne peut être exercé en même temps par les 2 conjoints.

### **ARTICLE 7**

A l'issue de la période d'interruption de carrière pour congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un poste de travail équivalent ou similaire.

### **ARTICLE 8**

L'interruption de carrière pour congé parental n'entre pas en considération pour le calcul de la période maximale prévue en A.

### **ARTICLE 9**

L'agent qui exerce son droit à l'interruption de carrière pour congé parental ne peut solliciter pour le même enfant un congé parental et inversement.

## 2. Congés qui font l'objet d'une demande à partir du 28 juillet 2005

(cc 29/11/05 –MRBC par expiration des délais 26/01/06)

### ARTICLE 1

§1. L'interruption de carrière pour congé parental est un droit, accordé

- soit en raison de la naissance d'un enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son sixième anniversaire ;
- soit en raison de l'adoption d'un enfant, pendant une période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence, et au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

§2. La condition du sixième ou huitième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental.

Le sixième ou le huitième anniversaire peuvent être dépassés en cas de report opéré à la demande de l'administration et pour autant que l'avertissement ait été fait par écrit.

### ARTICLE 2

Pour obtenir le bénéfice de l'interruption de carrière pour congé parental, l'agent doit avoir travaillé au sein de l'administration communale pendant 12 mois au cours des quinze mois qui précèdent la demande.

### ARTICLE 3

La demande doit être introduite par écrit au moins 3 mois avant la date souhaitée à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé, un délai plus court.

A la demande, doivent être joints :

- la formule C61A (interruption complète) ou C61B (interruption à temps partiel), délivrée par l'ONEm dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

### ARTICLE 4

Dans le mois qui suit la demande, le collège des Bourgmestre et Echevins peut, par écrit, reporter l'exercice du droit à l'interruption de carrière pour congé parental pour des raisons justifiables liées au bon fonctionnement du service.

L'interruption de carrière pour congé parental sera reportée de six mois au plus à partir du mois qui suit ce report.

En cas de report, le sixième ou huitième anniversaire peuvent être dépassés à due concurrence.

A défaut de réaction du collège des Bourgmestre et Echevins, l'interruption de carrière pour congé parental débutera à la date demandée par l'agent.

### ARTICLE 5

Afin de prendre soin de son enfant, le travailleur a le droit :

- 1° soit de prendre une interruption de carrière pour congé parental de 3 mois, période qui peut être fractionnée par mois à la demande de l'agent ;

2° soit, s'il est occupé à temps plein et si le collège marque son accord, de prendre une interruption de carrière pour congé parental à  $\frac{1}{2}$  temps durant une période de 6 mois qui peut être fractionnée en période de 2 mois ou un multiple de ce chiffre ;

3° soit, s'il est occupé à temps plein, de prendre une interruption de carrière pour congé parental d' $\frac{1}{5}$  temps durant une période de 15 mois qui peut être fractionnée par périodes de 5 mois ou un multiple de ce chiffre.

## **ARTICLE 6**

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental existe pour les 2 parents mais ne peut être exercé en même temps par les 2 parents s'ils sont tous deux agents communal à Forest.

## **ARTICLE 7**

A l'issue de la période d'interruption de carrière pour congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un poste de travail équivalent ou similaire.

## **ARTICLE 8**

L'interruption de carrière pour congé parental n'entre pas en considération pour le calcul de la période maximale prévue en A.

## **ARTICLE 9**

L'agent qui exerce son droit à l'interruption de carrière pour congé parental ne peut solliciter pour le même enfant un congé parental et inversement.

## **ARTICLE 10**

L'agent a la possibilité d'exercer son droit à l'interruption de carrière pour congé parental selon les différentes modalités présentées à l'article 5.

Toutefois, lorsqu'il y a passage d'une modalité à une autre, il y a lieu de tenir compte de ce qui suit : 1 mois d'interruption à temps plein équivaut à 2 mois d'interruption à mi-temps et à 5 mois d'interruption à un cinquième.

## **NOUVEAU TEXTE**

### **XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE**

#### **D. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONGE PARENTAL**

## **ARTICLE 1**

*L'interruption de carrière pour congé parental permet aussi bien à la mère qu'au père de suspendre sa carrière suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant. Ce droit court depuis la naissance de l'enfant jusqu'au moment où il atteint l'âge de 12 ans. (modifications applicables au 1<sup>er</sup> juin 2012)*

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son **vingt et unième** anniversaire.

**ARTICLE 2**

Pour obtenir le bénéfice de l'interruption de carrière pour congé parental, l'agent doit avoir travaillé au sein de l'administration communale pendant 12 mois au cours des quinze mois qui précèdent la demande.

**ARTICLE 3**

La demande doit être introduite par écrit au moins 3 mois avant la date souhaitée à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé, un délai plus court.

A la demande, doivent être joints :

- la formule C61A (interruption complète) ou C61B (interruption à temps partiel), délivrée par l'ONEm dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

**ARTICLE 4**

Dans le mois qui suit la demande, le collège des Bourgmestre et Echevins peut, par écrit, reporter l'exercice du droit à l'interruption de carrière pour congé parental pour des raisons justifiables liées au bon fonctionnement du service.

L'interruption de carrière pour congé parental sera reportée de six mois au plus à partir du mois qui suit ce report.

*En cas de report, le douzième anniversaire peut être dépassé à due concurrence.*

A défaut de réaction du collège des Bourgmestre et Echevins, l'interruption de carrière pour congé parental débutera à la date demandée par l'agent.

**ARTICLE 5**

*Afin de prendre soin de son enfant, les durées maximales de congé parental sont les suivantes :*

***1. Congé parental complet***

*Le congé parental complet peut être obtenu pendant une période de 4 mois maximum.*

*Ces 4 mois peuvent être fractionnés par périodes de 1 mois ou un multiple (1, 2, 3 ou 4 mois)*

***2. Congé parental à 1/2 temps***

*Le congé parental à 1/2 temps peut être obtenu pendant une période de 8 mois maximum.*

*Ces 8 mois peuvent être fractionnés par périodes de 2 mois ou un multiple (2, 4, 6 ou 8 mois)*

***3 . Congé parental à 1/5 temps***

*Le congé parental à 1/5 temps peut être obtenu pendant une période de 20 mois maximum.*

*Ces 20 mois peuvent être fractionnés par périodes de 5 mois ou un multiple (5, 10, 15 ou 20 mois) (modifications applicables au 1<sup>er</sup> juin 2012)*

## **ARTICLE 6**

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental existe pour les 2 parents mais ne peut être exercé en même temps par les 2 parents s'ils sont tous deux agents communaux à Forest.

## **ARTICLE 7**

A l'issue de la période d'interruption de carrière pour congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un poste de travail équivalent ou similaire.

## **ARTICLE 8**

L'interruption de carrière pour congé parental n'entre pas en considération pour le calcul de la période maximale prévue en A.

## **ARTICLE 9**

L'agent qui exerce son droit à l'interruption de carrière pour congé parental ne peut solliciter pour le même enfant un congé parental et inversement.

## **ARTICLE 10**

L'agent a la possibilité d'exercer son droit à l'interruption de carrière pour congé parental selon les différentes modalités présentées à l'article 5.

Toutefois, lorsqu'il y a passage d'une modalité à une autre, il y a lieu de tenir compte de ce qui suit : 1 mois d'interruption à temps plein équivaut à 2 mois d'interruption à mi-temps et à 5 mois d'interruption à un cinquième.

Personnel - Verlofreglement voor vastbenoemd personeel - Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof - Wijzigingen.

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe KB van 31 mei 2012 tot wijziging van het KB van 29 oktober 1997;

Gelet op het verlofreglement van het vastbenoemd personeel en de agenten in stage goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001 ;

Overwegende dat de bestaande tekst van het verlofreglement voor vastbenoemd personeel en de agenten in stage : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – D. Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bijgevolg gewijzigd moet worden;

Gelet op het protocolakkoord nr 368 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012.

BESLIST :

Het verlofreglement van het vastbenoemd personeel en de agenten in stage – Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – D. Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof vanaf 1 juni 2012 te wijzigen:

## OUDE TEKST

### XII. VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN

#### D. LOOPBAANONDERBREKING VOOR OUDERSCHAPSVERLOF

##### 1. Verloven die werden aangevraagd vóór 28 juli 2005

###### ARTIKEL 1

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof is een recht toegekend :

- hetzij bij de geboorte van een kind, tot de vierde verjaardag van het kind ;
- hetzij wegens de adoptie van een kind, gedurende een periode van 4 jaar die aanvangt vanaf het ogenblik dat het kind ingeschreven is als familielid in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de gemeente waar de agent zijn woonplaats heeft en ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind.

Indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek heeft van ten minste 66%, overeenkomstig de reglementering betreffende de gezinsbijslag, wordt het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof toegekend ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind.

###### ARTIKEL 2

Om te kunnen genieten van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, moet de agent ten minste 12 maanden gewerkt hebben op het gemeentebestuur gedurende de 15 maanden die de aanvraag voorafgaan.

###### ARTIKEL 3

De aanvraag moet ten minste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum ingediend worden, tenzij het college van Burgemeester en Schepenen op aanvraag van de agent, een kortere termijn aanvaardt.

De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten :

- het formulier C61A (voltijdse onderbreking) of C61B (deeltijdse onderbreking), ten gronde ingevuld, afgeleverd door de RVA waarvan de agent afhankelijk is ;
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt ;
- in voorkomend geval, de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

###### ARTIKEL 4

In de maand die volgt op de aanvraag, kan het College van Burgemeester en Schepenen, schriftelijk, de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitstellen in het belang van de goede werking van de dienst.

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof kan ten hoogste met zes maanden uitgesteld worden vanaf de maand die volgt op het uitstel.

In het geval van uitstel, mogen de vierde of achtste verjaardag in evenredigheid overschreden worden.

**Bij gebrek aan een reactie van het College van Burgemeester en Schepenen, vangt de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan op de dag aangevraagd door de agent.**

**ARTIKEL 5** (g.r. 26/02/2002 – MBHG 06/05/2002)

Om voor zijn kind te zorgen heeft de werknemer het recht om :

- 1° hetzij, gedurende een periode van drie maanden van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof te genieten. Deze periode kan op aanvraag van de agent per maand gesplitst worden;
- 2° hetzij, indien hij voltijs is tewerkgesteld, en mits het akkoord van het college, zijn loopbaan halftijds te onderbreken gedurende een ononderbroken periode van 6 maand;
- 3° hetzij, indien hij voltijs is tewerkgesteld, van één vijfde loopbaanonderbreking te genieten gedurende een periode van 15 maanden. Deze periode kan gesplitst worden per 3 maanden op aanvraag van de agent.

**ARTIKEL 6**

**Het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bestaat voor de twee echtgenoten, maar mag niet gelijktijdig door beiden uitgeoefend worden.**

**ARTIKEL 7**

**Op het einde van de periode van loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, heeft de agent het recht zijnzelfde werk opnieuw te hervatten of, indien dit onmogelijk is, een gelijkwaardig of gelijkaardig werk.**

**ARTIKEL 8**

**De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de maximale periode voorzien in punt A.**

**ARTIKEL 9**

**De agent die zijn recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitoefent, mag voor hetzelfde kind geen aanvraag indienen voor ouderschapsverlof, en omgekeerd.**

**2. Verloven die werden aangevraagd vanaf 28 juli 2005**

(gr 29/11/05 – MBHG na verstrijken van de termijn 26/01/06)

**ARTIKEL 1**

**§1. De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof is een recht toegekend :**

- hetzij bij de geboorte van een kind, tot de zesde verjaardag van het kind ;
- hetzij wegens de adoptie van een kind, gedurende een periode van 4 jaar die aanvangt vanaf het ogenblik dat het kind ingeschreven is als familielid in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de gemeente waar de agent zijn woonplaats heeft en ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind. Indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek heeft van ten minste 66%, of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de gezinsbijslag, wordt het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof toegekend ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind.

**§2. Aan de voorwaarde van de zesde of de achtste verjaardag moet ten laatste worden voldaan gedurende de periode van het ouderschapsverlof.**

De zesde of de achtste verjaardag kan bovendien worden overschreden wanneer het verlof op verzoek van het bestuur wordt uitgesteld en voorzover hiervan schriftelijk is kennisgegeven.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

## **ARTIKEL 2**

Om een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof te kunnen genieten, moet de agent ten minste 12 maanden gewerkt hebben op het gemeentebestuur gedurende de 15 maanden die aan de aanvraag voorafgaan.

## **ARTIKEL 3**

De aanvraag moet ten minste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum schriftelijk ingediend worden, tenzij het college van Burgemeester en Schepenen op aanvraag van de agent, een kortere termijn aanvaardt. De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten :

- het formulier C61A (voltijdse onderbreking) of C61B (deeltijdse onderbreking), ten gronde ingevuld, afgeleverd door de RVA waarvan de agent afhankelijk is ;
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt ;
- in voorkomend geval, de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

## **ARTIKEL 4**

In de maand die volgt op de aanvraag, kan het College van Burgemeester en Schepenen, schriftelijk, de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitstellen in het belang van de goede werking van de dienst.

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof kan ten hoogste met zes maanden uitgesteld worden vanaf de maand die volgt op het uitstel.

In het geval van uitstel, mogen de zesde of achtste verjaardag in evenredigheid overschreden worden.

Bij gebrek aan een reactie van het College van Burgemeester en Schepenen, vangt de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan op de dag aangevraagd door de agent.

## **ARTIKEL 5**

Om voor zijn kind te zorgen heeft de werknemer het recht om :

- 1° hetzij, gedurende een periode van drie maanden een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof te genieten. Deze periode kan op aanvraag van de agent per maand gesplitst worden;
- 2° hetzij, indien hij voltijds is tewerkgesteld, en mits het akkoord van het college, zijn loopbaan halftijds te onderbreken gedurende een periode van 6 maanden. Deze periode kan gesplitst worden op aanvraag van de agent in periodes van 2 maanden of een veelvoud hiervan ;
- 3° hetzij, indien hij voltijds is tewerkgesteld, één vijfde loopbaanonderbreking te genieten gedurende een periode van 15 maanden. Deze periode kan gesplitst worden op aanvraag van de agent in periodes van 5 maanden of een veelvoud hiervan

## **ARTIKEL 6**

Het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bestaat voor de twee ouders, maar mag niet gelijktijdig door de twee ouders geoefend worden als zij beide als agent bij de gemeente Vorst werken.

## **ARTIKEL 7**

Op het einde van de periode van loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, heeft de agent het recht zijnzelfde werk opnieuw te hervatten of, indien dit onmogelijk is, een gelijkwaardig of gelijkaardig werk.

## ARTIKEL 8

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de maximale periode voorzien in punt A.

## ARTIKEL 9

De agent die zijn recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitoefent, mag voor hetzelfde kind geen aanvraag indienen voor ouderschapsverlof, en omgekeerd.

## ARTIKEL 10

De agent kan bij het opnemen van zijn loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof gebruikmaken van de verschillende modaliteiten vermeld in artikel 5.

Niettemin, bij het overschakelen van de ene op de andere modaliteit, moet rekening worden gehouden met het onderstaande :

1 maand voltijdse onderbreking staat gelijk aan 2 maanden halftijdse onderbreking en aan 5 maanden van een-vijfde loopbaanonderbreking.

## NIEUWE TEKST

### XII. VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN

#### D. LOOPBAANONDERBREKING VOOR OUDERSCHAPSVERLOF

## ARTIKEL 1

*De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof stelt zowel de moeder als de vader in staat om na de geboorte of adoptie van een kind zijn/haar loopbaan tijdelijk stop te zetten.*

*Het recht op ouderschapsverlof geldt vanaf de geboorte van het kind tot de leeftijd van twaalf jaar.  
(wijzigingen toepasselijk op 1 juni 2012)*

**Indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek heeft van ten minste 66%, overeenkomstig de reglementering betreffende de gezinsbijslag, wordt het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof toegekend ten laatste tot de één en twintigste verjaardag van het kind.**

## ARTIKEL 2

**Om te kunnen genieten van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, moet de agent ten minste 12 maanden gewerkt hebben op het gemeentebestuur gedurende de 15 maanden die de aanvraag voorafgaan.**

## ARTIKEL 3

**De aanvraag moet ten minste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum ingediend worden, tenzij het college van Burgemeester en Schepenen op aanvraag van de agent, een kortere termijn aanvaardt.**

**De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten :**

- het formulier C61A (voltijdse onderbreking) of C61B (deeltijdse onderbreking), ten gronde ingevuld, afgeleverd door de RVA waarvan de agent afhankelijk is ;
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt ;
- in voorkomend geval, de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

#### ARTIKEL 4

In de maand die volgt op de aanvraag, kan het College van Burgemeester en Schepenen, schriftelijk, de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitstellen in het belang van de goede werking van de dienst.

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof kan ten hoogste met zes maanden uitgesteld worden vanaf de maand die volgt op het uitstel.

*In het geval van uitstel, mag de twaalfde verjaardag in evenredigheid overschreden worden.*

Bij gebrek aan een reactie van het College van Burgemeester en Schepenen, vangt de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan op de dag aangevraagd door de agent.

#### ARTIKEL 5

*Om voor zijn kind te zorgen, geldt voortaan de volgende maximumduur voor het ouderschapsverlof :*

##### **1. Volledig ouderschapsverlof**

*Het volledig ouderschapsverlof kan bekomen worden gedurende een periode van maximum 4 maanden.*

*Deze 4 maanden kunnen opgesplitst kunnen worden in periodes van 1 maand of een veelvoud (1, 2, 3 of 4 maanden)*

##### **2. ½-tijds ouderschapsverlof**

*Het ½-tijds ouderschapssverlof kan bekomen worden gedurende een periode van maximum 8 maanden.*

*Deze 8 maanden kunnen opgesplitst worden in periodes van 2 maanden of een veelvoud (2, 4, 6 of 8maanden)*

##### **3 . Het 1/5-tijds ouderschapsverlof**

*Het 1/5-tijds ouderschapsverlof kan bekomen worden gedurende een periode van maximum 20 maanden.*

*Deze 20 maanden kunnen worden opgesplitst in periodes van 5 maanden of een veelvoud (5, 10, 15 of 20 maanden)*

*(wijzigingen toepasselijk vanaf 1 juni 2012)*

## **ARTIKEL 6**

**Het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bestaat voor de twee echtgenoten, maar mag niet gelijktijdig door beiden uitgeoefend worden.**

## **ARTIKEL 7**

**Op het einde van de periode van loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, heeft de agent het recht zijn zelfde werk opnieuw te hervatten of, indien dit onmogelijk is, een gelijkwaardig of gelijkaardig werk.**

## **ARTIKEL 8**

**De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de maximale periode voorzien in punt A.**

## **ARTIKEL 9**

**De agent die zijn recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitoefent, mag voor hetzelfde kind geen aanvraag indienen voor ouderschapsverlof, en omgekeerd.**

## **ARTIKEL 10**

De agent kan bij het opnemen van zijn loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof gebruikmaken van de verschillende modaliteiten vermeld in artikel 5.

Niettemin, bij het overschakelen van de ene op de andere modaliteit, moet rekening worden gehouden met het onderstaande :

1 maand voltijdse onderbreking staat gelijk aan 2 maanden halftijdse onderbreking en aan 5 maanden van een-vijfde loopbaanonderbreking.

*Article 6 – Artikel 6*

Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Interruption de carrière pour congé parental - Modifications.

LE CONSEIL,

Vu le nouvel Arrêté Royal du 31 mai 2012 modifiant l'arrêté royal du 29 octobre 1997 ;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a donc lieu de modifier le texte existant du règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - D. Interruption de la carrière pour congé parental ;

Vu le protocole d'accord n° 368 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier à partir du 1<sup>er</sup> juin 2012, le règlement des congés du personnel contractuel - Chapitre XII - Congé pour interruption de la carrière professionnelle - D. Interruption de la carrière pour congé parental :

**ANCIEN TEXTE**

**XII. CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE**

**D. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONGE PARENTAL**

**3. Congés qui ont fait l'objet d'une demande avant le 28 juillet 2005**

**ARTICLE 1**

L'interruption de carrière pour congé parental est un droit, accordé

- soit en raison de la naissance d'un enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son quatrième anniversaire ;
- soit en raison de l'adoption d'un enfant, pendant une période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence, et au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire ;

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

## **ARTICLE 2**

Pour obtenir le bénéfice de l'interruption de carrière pour congé parental, l'agent doit avoir travaillé au sein de l'administration communale pendant 12 mois au cours des quinze mois qui précèdent la demande.

## **ARTICLE 3**

La demande doit être introduite au moins 3 mois avant la date souhaitée à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé, un délai plus court.

A la demande, doivent être joints :

- la formule C61A (interruption complète) ou C61B (interruption à temps partiel), délivrée par l'ONEm dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

## **ARTICLE 4**

Dans le mois qui suit la demande, le collège des Bourgmestre et Echevins peut, par écrit, reporter l'exercice du droit à l'interruption de carrière pour congé parental pour des raisons justifiables liées au bon fonctionnement du service.

L'interruption de carrière pour congé parental sera reportée de six mois au plus à partir du mois qui suit ce report.

En cas de report, le quatrième ou huitième anniversaire peuvent être dépassés à due concurrence.

A défaut de réaction du collège des Bourgmestre et Echevins, l'interruption de carrière pour congé parental débutera à la date demandée par l'agent.

## **ARTICLE 5** (c.c. 26/02/2002 – MRBC 06/05/2002)

Afin de prendre soin de son enfant, le travailleur a le droit :

- 1° soit de prendre une interruption de carrière pour congé parental de 3 mois, période qui peut être fractionnée par mois à la demande de l'agent ;
- 2° soit, s'il est occupé à temps plein et si le collège marque son accord, de prendre une interruption de carrière pour congé parental à  $\frac{1}{2}$  temps durant une période ininterrompue de 6 mois ;
- 3° soit, s'il est occupé à temps plein, de prendre une interruption de carrière pour congé parental d' $\frac{1}{5}$  temps durant une période de 15 mois, période qui peut être fractionnée par périodes de 3 mois à la demande de l'agent.

## **ARTICLE 6**

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental existe pour les 2 conjoints mais ne peut être exercé en même temps par les 2 conjoints.

## **ARTICLE 7**

A l'issue de la période d'interruption de carrière pour congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un poste de travail équivalent ou similaire.

## **ARTICLE 8**

L'interruption de carrière pour congé parental n'entre pas en considération pour le calcul de la période maximale prévue en A.

## **ARTICLE 9**

L'agent qui exerce son droit à l'interruption de carrière pour congé parental ne peut solliciter pour le même enfant un congé parental et inversement.

### **4. Congés qui font l'objet d'une demande à partir du 28 juillet 2005**

(cc 29/11/05 –MRBC par expiration des délais 26/01/06)

## **ARTICLE 1**

§1. L'interruption de carrière pour congé parental est un droit, accordé

- soit en raison de la naissance d'un enfant, jusqu'à ce que l'enfant atteigne son sixième anniversaire ;
- soit en raison de l'adoption d'un enfant, pendant une période de 4 ans qui court à partir de l'inscription de l'enfant comme membre de la famille, au registre de la population ou au registre des étrangers de la commune où l'agent a sa résidence, et au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins ou d'une affection qui a pour conséquence qu'au moins 4 points sont reconnus dans le pilier I de l'échelle médico-sociale au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son huitième anniversaire.

§2. La condition du sixième ou huitième anniversaire doit être satisfaite au plus tard pendant la période de congé parental.

Le sixième ou le huitième anniversaire peuvent être dépassés en cas de report opéré à la demande de l'administration et pour autant que l'avertissement ait été fait par écrit.

## **ARTICLE 2**

Pour obtenir le bénéfice de l'interruption de carrière pour congé parental, l'agent doit avoir travaillé au sein de l'administration communale pendant 12 mois au cours des quinze mois qui précèdent la demande.

## **ARTICLE 3**

La demande doit être introduite par écrit au moins 3 mois avant la date souhaitée à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé, un délai plus court.

A la demande, doivent être joints :

- la formule C61A (interruption complète) ou C61B (interruption à temps partiel), délivrée par l'ONEm dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

## **ARTICLE 4**

Dans le mois qui suit la demande, le collège des Bourgmestre et Echevins peut, par écrit, reporter l'exercice du droit à l'interruption de carrière pour congé parental pour des raisons justifiables liées au bon fonctionnement du service.

L'interruption de carrière pour congé parental sera reportée de six mois au plus à partir du mois qui suit ce report.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

En cas de report, le sixième ou huitième anniversaire peuvent être dépassés à due concurrence.

A défaut de réaction du collège des Bourgmestre et Echevins, l'interruption de carrière pour congé parental débutera à la date demandée par l'agent.

**ARTICLE 5**

Afin de prendre soin de son enfant, le travailleur a le droit :

- 1° soit de prendre une interruption de carrière pour congé parental de 3 mois, période qui peut être fractionnée par mois à la demande de l'agent ;
- 2° soit, s'il est occupé à temps plein et si le collège marque son accord, de prendre une interruption de carrière pour congé parental à  $\frac{1}{2}$  temps durant une période de 6 mois qui peut être fractionnée en période de 2 mois ou un multiple de ce chiffre ;
- 3° soit, s'il est occupé à temps plein, de prendre une interruption de carrière pour congé parental d' $\frac{1}{5}$  temps durant une période de 15 mois qui peut être fractionnée par périodes de 5 mois ou un multiple de ce chiffre.

**ARTICLE 6**

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental existe pour les 2 parents mais ne peut être exercé en même temps par les 2 parents s'ils sont tous deux agents communal à Forest.

**ARTICLE 7**

A l'issue de la période d'interruption de carrière pour congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un poste de travail équivalent ou similaire.

**ARTICLE 8**

L'interruption de carrière pour congé parental n'entre pas en considération pour le calcul de la période maximale prévue en A.

**ARTICLE 9**

L'agent qui exerce son droit à l'interruption de carrière pour congé parental ne peut solliciter pour le même enfant un congé parental et inversement.

**ARTICLE 10**

L'agent a la possibilité d'exercer son droit à l'interruption de carrière pour congé parental selon les différentes modalités présentées à l'article 5.

Toutefois, lorsqu'il y a passage d'une modalité à une autre, il y a lieu de tenir compte de ce qui suit :  
1 mois d'interruption à temps plein équivaut à 2 mois d'interruption à mi-temps et à 5 mois d'interruption à un cinquième.

**NOUVEAU TEXTE**

## XII CONGE POUR INTERRUPTION DE LA CARRIERE PROFESSIONNELLE

### D. INTERRUPTION DE LA CARRIERE POUR CONGE PARENTAL

#### ARTICLE 1

*L'interruption de carrière pour congé parental permet aussi bien à la mère qu'au père de suspendre sa carrière suite à la naissance ou à l'adoption d'un enfant. Ce droit court depuis la naissance de l'enfant jusqu'au moment où il atteint l'âge de 12 ans. (modifications applicables au 1<sup>er</sup> juin 2012)*

Lorsque l'enfant est atteint d'une incapacité physique ou mentale de 66% au moins au sens de la réglementation relative aux allocations familiales, le droit à l'interruption de carrière pour congé parental est accordé au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne son **vingt et unième** anniversaire.

#### ARTICLE 2

Pour obtenir le bénéfice de l'interruption de carrière pour congé parental, l'agent doit avoir travaillé au sein de l'administration communale pendant 12 mois au cours des quinze mois qui précèdent la demande.

#### ARTICLE 3

La demande doit être introduite par écrit au moins 3 mois avant la date souhaitée à moins que le collège des Bourgmestre et Echevins n'accepte, à la demande de l'intéressé, un délai plus court.

A la demande, doivent être joints :

- la formule C61A (interruption complète) ou C61B (interruption à temps partiel), délivrée par l'ONEm dont dépend l'agent, dûment complétée,
- le document attestant de la naissance ou de l'adoption de l'enfant,
- s'il échet, l'acte de naissance d'un autre enfant âgé de moins de 3 ans.

#### ARTICLE 4

Dans le mois qui suit la demande, le collège des Bourgmestre et Echevins peut, par écrit, reporter l'exercice du droit à l'interruption de carrière pour congé parental pour des raisons justifiables liées au bon fonctionnement du service.

L'interruption de carrière pour congé parental sera reportée de six mois au plus à partir du mois qui suit ce report.

*En cas de report, le douzième anniversaire peut être dépassé à due concurrence.*

A défaut de réaction du collège des Bourgmestre et Echevins, l'interruption de carrière pour congé parental débutera à la date demandée par l'agent.

#### ARTICLE 5

*Afin de prendre soin de son enfant, les durées maximales de congé parental sont les suivantes :*

##### *1. Congé parental complet*

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

*Le congé parental complet peut être obtenu pendant une période de 4 mois maximum.*

*Ces 4 mois peuvent être fractionnés par périodes de 1 mois ou un multiple (1, 2, 3 ou 4 mois)*

## **2. Congé parental à 1/2 temps**

*Le congé parental à 1/2 temps peut être obtenu pendant une période de 8 mois maximum.*

*Ces 8 mois peuvent être fractionnés par périodes de 2 mois ou un multiple (2, 4, 6 ou 8 mois)*

## **3 . Congé parental à 1/5 temps**

*Le congé parental à 1/5 temps peut être obtenu pendant une période de 20 mois maximum.*

*Ces 20 mois peuvent être fractionnés par périodes de 5 mois ou un multiple (5, 10, 15 ou 20 mois)*

*(modifications applicables au 1<sup>er</sup> juin 2012)*

## **ARTICLE 6**

Le droit à l'interruption de carrière pour congé parental existe pour les 2 parents mais ne peut être exercé en même temps par les 2 parents s'ils sont tous deux agents communaux à Forest.

## **ARTICLE 7**

A l'issue de la période d'interruption de carrière pour congé parental, l'agent a le droit de retrouver son poste de travail ou, en cas d'impossibilité, un poste de travail équivalent ou similaire.

## **ARTICLE 8**

L'interruption de carrière pour congé parental n'entre pas en considération pour le calcul de la période maximale prévue en A.

## **ARTICLE 9**

L'agent qui exerce son droit à l'interruption de carrière pour congé parental ne peut solliciter pour le même enfant un congé parental et inversement.

## **ARTICLE 10**

L'agent a la possibilité d'exercer son droit à l'interruption de carrière pour congé parental selon les différentes modalités présentées à l'article 5.

Toutefois, lorsqu'il y a passage d'une modalité à une autre, il y a lieu de tenir compte de ce qui suit :  
1 mois d'interruption à temps plein équivaut à 2 mois d'interruption à mi-temps et à 5 mois d'interruption à un cinquième.

Personnel - Verlofreglement voor contactueel personeel - Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof - Wijzigingen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op het nieuwe KB van 31 mei 2012 tot wijziging van het KB van 29 oktober 1997;

Gelet op het verlofreglement van het contractueel personeel goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001 ;

Overwegende dat de bestaande tekst van het verlofreglement voor contractueel personeel en de agenten in stage : Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – D. Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bijgevolg gewijzigd moet worden;

Gelet op het protocolakkoord nr 368 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012;

BESLIST :

Het verlofreglement van het contractueel personeel – Hoofdstuk XII – Verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan – D. Loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof vanaf 1 juni 2012 te wijzigen:

**OUDE TEKST**

**XII. VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN**

**D. LOOPBAANONDERBREKING VOOR OUDERSCHAPSVERLOF**

**1. Verloven die werden aangevraagd vóór 28 juli 2005**

**ARTIKEL 1**

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof is een recht toegekend :

- hetzij bij de geboorte van een kind, tot de vierde verjaardag van het kind ;
- hetzij wegens de adoptie van een kind, gedurende een periode van 4 jaar die aanvangt vanaf het ogenblik dat het kind ingeschreven is als familielid in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de gemeente waar de agent zijn woonplaats heeft en ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind.

Indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek heeft van ten minste 66%, overeenkomstig de reglementering betreffende de gezinsbijslag, wordt het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof toegekend ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind.

**ARTIKEL 2**

Om te kunnen genieten van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, moet de agent ten minste 12 maanden gewerkt hebben op het gemeentebestuur gedurende de 15 maanden die de aanvraag voorafgaan.

**ARTIKEL 3**

**De aanvraag moet ten minste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum ingediend worden, tenzij het college van Burgemeester en Schepenen op aanvraag van de agent, een kortere termijn aanvaardt.**

**De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten :**

- het formulier C61A (voltijdse onderbreking) of C61B (deeltijdse onderbreking), ten gronde ingevuld, afgeleverd door de RVA waarvan de agent afhankelijk is ;
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt ;
- in voorkomend geval, de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

#### **ARTIKEL 4**

**In de maand die volgt op de aanvraag, kan het College van Burgemeester en Schepenen, schriftelijk, de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitstellen in het belang van de goede werking van de dienst.**

**De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof kan ten hoogste met zes maanden uitgesteld worden vanaf de maand die volgt op het uitstel.**

**In het geval van uitstel, mogen de vierde of achtste verjaardag in evenredigheid overschreden worden. Bij gebrek aan een reactie van het College van Burgemeester en Schepenen, vangt de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan op de dag aangevraagd door de agent.**

#### **ARTIKEL 5 (g.r. 26/02/2002 – MBHG 06/05/2002)**

**Om voor zijn kind te zorgen heeft de werknemer het recht om :**

- 1° hetzij, gedurende een periode van drie maanden van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof te genieten. Deze periode kan op aanvraag van de agent per maand gesplitst worden;
- 2° hetzij, indien hij voltijds is tewerkgesteld, en mits het akkoord van het college, zijn loopbaan halftijds te onderbreken gedurende een ononderbroken periode van 6 maand;
- 3° hetzij, indien hij voltijds is tewerkgesteld, van één vijfde loopbaanonderbreking te genieten gedurende een periode van 15 maanden. Deze periode kan gesplitst worden per 3 maanden op aanvraag van de agent.

#### **ARTIKEL 6**

**Het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bestaat voor de twee echtgenoten, maar mag niet gelijktijdig door beiden uitgeoefend worden.**

#### **ARTIKEL 7**

**Op het einde van de periode van loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, heeft de agent het recht zijn zelfde werk opnieuw te hervatten of, indien dit onmogelijk is, een gelijkwaardig of gelijkaardig werk.**

#### **ARTIKEL 8**

**De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de maximale periode voorzien in punt A.**

#### **ARTIKEL 9**

**De agent die zijn recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitoefent, mag voor hetzelfde kind geen aanvraag indienen voor ouderschapsverlof, en omgekeerd.**

**2. Verloven die werden aangevraagd vanaf 28 juli 2005**  
(gr 29/11/05 – MBHG na verstrijken van de termijn 26/01/06)

**ARTIKEL 1**

§1. De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof is een recht toegekend :

- hetzij bij de geboorte van een kind, tot de zesde verjaardag van het kind ;
- hetzij wegens de adoptie van een kind, gedurende een periode van 4 jaar die aanvangt vanaf het ogenblik dat het kind ingeschreven is als familielid in het bevolkingsregister of het vreemdelingenregister van de gemeente waar de agent zijn woonplaats heeft en ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind. Indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek heeft van ten minste 66%, of een aandoening heeft die tot gevolg heeft dat ten minste 4 punten toegekend worden in pijler I van de medisch-sociale schaal in de zin van de regelgeving betreffende de gezinsbijslag, wordt het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof toegekend ten laatste tot de achtste verjaardag van het kind.

§2. Aan de voorwaarde van de zesde of de achtste verjaardag moet ten laatste worden voldaan gedurende de periode van het ouderschapsverlof.

De zesde of de achtste verjaardag kan bovendien worden overschreden wanneer het verlof op verzoek van het bestuur wordt uitgesteld en voorzover hiervan schriftelijk is kennisgegeven.

**ARTIKEL 2**

Om een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof te kunnen genieten, moet de agent ten minste 12 maanden gewerkt hebben op het gemeentebestuur gedurende de 15 maanden die aan de aanvraag voorafgaan.

**ARTIKEL 3**

De aanvraag moet ten minste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum schriftelijk ingediend worden, tenzij het college van Burgemeester en Schepenen op aanvraag van de agent, een kortere termijn aanvaardt. De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten :

- het formulier C61A (voltijdse onderbreking) of C61B (deeltijdse onderbreking), ten gronde ingevuld, afgeleverd door de RVA waarvan de agent afhankelijk is ;
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt ;
- in voorkomend geval, de geboorteakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

**ARTIKEL 4**

In de maand die volgt op de aanvraag, kan het College van Burgemeester en Schepenen, schriftelijk, de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitstellen in het belang van de goede werking van de dienst.

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof kan ten hoogste met zes maanden uitgesteld worden vanaf de maand die volgt op het uitstel.

In het geval van uitstel, mogen de zesde of achtste verjaardag in evenredigheid overschreden worden.

Bij gebrek aan een reactie van het College van Burgemeester en Schepenen, vangt de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan op de dag aangevraagd door de agent.

**ARTIKEL 5**

Om voor zijn kind te zorgen heeft de werknemer het recht om :

1° hetzij, gedurende een periode van drie maanden een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof te genieten. Deze periode kan op aanvraag van de agent per maand gesplitst worden;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

2° hetzij, indien hij voltijds is tewerkgesteld, en mits het akkoord van het college, zijn loopbaan halftijds te onderbreken gedurende een periode van 6 maanden. Deze periode kan gesplitst worden op aanvraag van de agent in periodes van 2 maanden of een veelvoud hiervan ;

3° hetzij, indien hij voltijds is tewerkgesteld, één vijfde loopbaanonderbreking te genieten gedurende een periode van 15 maanden. Deze periode kan gesplitst worden op aanvraag van de agent in periodes van 5 maanden of een veelvoud hiervan

**ARTIKEL 6**

Het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bestaat voor de twee ouders, maar mag niet gelijktijdig door de twee ouders geoefend worden als zij beide als agent bij de gemeente Vorst werken.

**ARTIKEL 7**

Op het einde van de periode van loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, heeft de agent het recht zijnzelfde werk opnieuw te hervatten of, indien dit onmogelijk is, een gelijkwaardig of gelijkaardig werk.

**ARTIKEL 8**

De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de maximale periode voorzien in punt A.

**ARTIKEL 9**

De agent die zijn recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitoefent, mag voor hetzelfde kind geen aanvraag indienen voor ouderschapsverlof, en omgekeerd.

**ARTIKEL 10**

De agent kan bij het opnemen van zijn loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof gebruikmaken van de verschillende modaliteiten vermeld in artikel 5.

Niettemin, bij het overschakelen van de ene op de andere modaliteit, moet rekening worden gehouden met het onderstaande :

1 maand voltijdse onderbreking staat gelijk aan 2 maanden halftijdse onderbreking en aan 5 maanden van een-vijfde loopbaanonderbreking.

NIEUWE TEKST

**XII. VERLOF VOOR ONDERBREKING VAN DE BEROEPSLOOPBAAN**

**D. LOOPBAANONDERBREKING VOOR OUDERSCHAPSVERLOF**

**ARTIKEL 1**

*De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof stelt zowel de moeder als de vader in staat om na de geboorte of adoptie van een kind zijn/haar loopbaan tijdelijk stop te zetten.*

*Het recht op ouderschapsverlof geldt vanaf de geboorte van het kind tot de leeftijd van twaalf jaar.  
(wijzigingen toepasselijk op 1 juni 2012)*

**Indien het kind een lichamelijk of mentaal gebrek heeft van ten minste 66%, overeenkomstig de reglementering betreffende de gezinsbijslag, wordt het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof toegekend ten laatste tot de één en twintigste verjaardag van het kind.**

## **ARTIKEL 2**

**Om te kunnen genieten van een loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, moet de agent ten minste 12 maanden gewerkt hebben op het gemeentebestuur gedurende de 15 maanden die de aanvraag voorafgaan.**

## **ARTIKEL 3**

**De aanvraag moet ten minste 3 maanden voorafgaand aan de gewenste datum ingediend worden, tenzij het college van Burgemeester en Schepenen op aanvraag van de agent, een kortere termijn aanvaardt.**

**De aanvraag moet de volgende bijlagen bevatten :**

- het formulier C61A (voltijdse onderbreking) of C61B (deeltijdse onderbreking), ten gronde ingevuld, afgeleverd door de RVA waarvan de agent afhankelijk is ;
- het document dat de geboorte of adoptie van het kind vaststelt ;
- in voorkomend geval, de geboorteaakte van een ander kind jonger dan 3 jaar.

## **ARTIKEL 4**

**In de maand die volgt op de aanvraag, kan het College van Burgemeester en Schepenen, schriftelijk, de uitoefening van het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitstellen in het belang van de goede werking van de dienst.**

**De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof kan ten hoogste met zes maanden uitgesteld worden vanaf de maand die volgt op het uitstel.**

*In het geval van uitstel, mag de twaalfde verjaardag in evenredigheid overschreden worden.*

**Bij gebrek aan een reactie van het College van Burgemeester en Schepenen, vangt de loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof aan op de dag aangevraagd door de agent.**

## **ARTIKEL 5**

***Om voor zijn kind te zorgen, geldt voortaan de volgende maximumduur voor het ouderschapsverlof :***

### **1. Volledig ouderschapsverlof**

***Het volledig ouderschapsverlof kan bekomen worden gedurende een periode van maximum 4 maanden.***

***Deze 4 maanden kunnen opgesplitst kunnen worden in periode van 1 maand of een veelvoud (1, 2, 3 of 4 maanden)***

### **2. Het ½-tijds ouderschapsverlogf**

***Het ½-tijds ouderschapssverlof kan bekomen worden gedurende een periode van maximum 8 maanden.***

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

*Deze 8 maanden kunnen opgesplitst worden in periodes van 2 maanden of een veelvoud (2, 4, 6 of 8maanden)*

### **3 . Het 1/5-tijds ouderschapsverlof**

**Het 1/5-tijds ouderschapsverlof kan bekomen worden gedurnde een periode van maximum 20 maanden.**

**Deze 20 maanden kunnen worden opgesplitst in periodes van 5 maanden of een veelvoud (5, 10, 15 of 20 maanden)**

*(wijzigingen toepasselijk vanaf 1 juni 2012)*

### **ARTIKEL 6**

**Het recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof bestaat voor de twee echtgenoten, maar mag niet gelijktijdig door beiden uitgeoefend worden.**

### **ARTIKEL 7**

**Op het einde van de periode van loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof, heeft de agent het recht zijn zelfde werk opnieuw te hervatten of, indien dit onmogelijk is, een gelijkwaardig of gelijkaardig werk.**

### **ARTIKEL 8**

**De loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof wordt niet in rekening gebracht voor de berekening van de maximale periode voorzien in punt A.**

### **ARTIKEL 9**

**De agent die zijn recht op loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof uitoefent, mag voor hetzelfde kind geen aanvraag indienen voor ouderschapsverlof, en omgekeerd.**

### **ARTIKEL 10**

De agent kan bij het opnemen van zijn loopbaanonderbreking voor ouderschapsverlof gebruikmaken van de verschillende modaliteiten vermeld in artikel 5.

Niettemin, bij het overschakelen van de ene op de andere modaliteit, moet rekening worden gehouden met het onderstaande :

1 maand voltijdse onderbreking staat gelijk aan 2 maanden halftijdse onderbreking en aan 5 maanden van een-vijfde loopbaanonderbreking.

*Article 7 – Artikel 7*

Personnel - Règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage - Congés de circonstance et congés exceptionnels - Modification.

LE CONSEIL,

Vu la loi programme du 22 décembre 2008 modifiant le congé de paternité article 134 ;

Vu la loi du 13 avril 2011 modifiant en ce qui concerne les coparents, la législation afférente au congé de paternité ;

Vu le règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter des modifications au chapitre III – Congés de circonstance et congés exceptionnels – A – Congés de circonstances – Article 1. – Point 4. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement et d'ajouter un point 4b. Congé de naissance des coparents ;

Vu le protocole d'accord n° 369 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier le règlement des congés du personnel statutaire et des agents en stage : Chapitre III – Congés de circonstance et congés exceptionnels – A – Congés de circonstances – Article 1. – Point 4. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement et d'ajouter un point 4b. Congé de naissance des coparents ;

**ANCIEN TEXTE**

**III. CONGES DE CIRCONSTANCE ET CONGES EXCEPTIONNELS**

**A. CONGES DE CIRCONSTANCES**

**ARTICLE 1**

**4. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement**

10 jours à choisir par l'agent dans les trente jours à dater du jour de l'accouchement

**NOUVEAU TEXTE**

**III. CONGES DE CIRCONSTANCE ET CONGES EXCEPTIONNELS**

**A. CONGES DE CIRCONSTANCES**

**ARTICLE 1**

**4. a. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement**

10 jours à choisir par l'agent dans les **quatre mois** à dater du jour de l'accouchement

**4. b. Congé de naissance des coparents**

Les co-parents peuvent bénéficier d'un «congé de naissance» de 10 jours à choisir dans les quatre mois qui suivent la naissance.

Différentes conditions doivent préalablement être remplies, à savoir :

- l'enfant ne doit avoir un lien de filiation légale qu'avec la mère.
- Le travailleur (co-parent) doit au moment de la naissance :
  - Soit être marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie
  - Soit cohabiter légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant à sa résidence principale, et ne pas être unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi ;
  - Soit depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabiter de manière permanente avec la personne à l'égard de laquelle l'enfant à sa résidence principale et ne pas être unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi.

La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

Personnel - Verlofreglement voor vastbenoemd personeel en agenten in stage - Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de programmawet van 22 december 2008 tot wijziging van het vaderschapsverlof artikel 134;

Gelet op de wet van 13 april 2011 tot wijziging, wat betreft de meeouders, van de wetgeving inzake het vaderschapsverlof;

Gelet op het verlofreglement van het vastbenoemd personeel en de agenten in stage goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat er wijzigingen aangebracht moeten worden aan Hoofdstuk III – Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof – A – Omstandigheidsverlof – Artikel 1 – Punt 4. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft en dat er een punt 4b. “Geboorteverlof meeouders” toegevoegd moet worden;

Gelet op het protocolakkoord nr 369 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012;

**BESLIST :**

Het verlofreglement te wijzigen van toepassing op het vastbenoemde personeel en op de agenten in stage, Hoofdstuk III – Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof – A – Omstandigheidsverlof – Artikel 1 – Punt 4. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft en een punt 4b. toe te voegen “Geboorteverlof meeouders”

**OUDE TEKST**

**III. OMSTANDIGHEIDSVERLOF EN UITZONDERLIJK VERLOF**

**A. OMSTANDIGHEIDSVERLOF**

**ARTIKEL 1**

**4. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft**

10 dagen naar keuze binnen de 30 dagen vanaf de datum van de bevalling.

**NIEUWE TEKST**

**III. OMSTANDIGHEIDSVERLOF EN UITZONDERLIJK VERLOF**

**A. OMSTANDIGHEIDSVERLOF**

**ARTIKEL 1**

**4. a. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft**

10 dagen naar keuze binnen de **vier maanden** vanaf de datum van de bevalling.

**4. b. Geboorteverlof meeouders**

De meeouders kunnen genieten van een «geboorteverlof » van tien dagen binnen de vier maanden na de dag van de bevalling.

Voorafgaandelijk moet aan een aantal voorwaarden zijn voldaan :

- Het kind mag enkel een wettelijk afstammingsband hebben met de moeder.
- De werknemer (meeouder) moet op het ogenblik van de geboorte :

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

- Hetzij gehuwd zijn met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat ;
- Hetzij wettelijk samenwonen met diegene van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen;
- Hetzij sedert een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente wijze samenwonen met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen.

Het bewijs van samenwoning en van hoofdverblijfplaats wordt geleverd aan de hand van een uittreksel uit het bevolkingsregister.

*Article 8 – Artikel 8*

Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Congés de circonstance et congés exceptionnels - Modification.

LE CONSEIL,

Vu la loi programme du 22 décembre 2008 modifiant le congé de paternité article 134 ;

Vu la loi du 13 avril 2011 modifiant en ce qui concerne les coparents, la législation afférente au congé de paternité ;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant qu'il y a lieu d'apporter des modifications au chapitre III – Congés de circonstance et congés exceptionnels – A – Congés de circonstances – Article 1. – Point 4. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement et d'ajouter un point 4b. Congé de naissance des coparents ;

Vu le protocole d'accord n° 369 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

De modifier le règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre III – Congés de circonstance et congés exceptionnels – A – Congés de circonstances – Article 1. – Point 4. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement et d'ajouter un point 4b. Congé de naissance des coparents ;

**ANCIEN TEXTE**

**III. CONGES DE CIRCONSTANCE ET CONGES EXCEPTIONNELS**

**A. CONGES DE CIRCONSTANCES**

**ARTICLE 1**

**4. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement**

10 jours à choisir par l'agent dans les trente jours à dater du jour de l'accouchement; les 3 premiers jours sont payés par l'administration.

Pour bénéficier d'une allocation pour les 7 jours suivants, payée par son assurance soins de santé, l'agent doit se procurer un document près de son assurance et le faire compléter par le service du personnel (c.c. 5/11/2002 – MRBC1/1/2003 par expiration des délais)

**NOUVEAU TEXTE**

**III. CONGES DE CIRCONSTANCE ET CONGES EXCEPTIONNELS**

**A. CONGES DE CIRCONSTANCES**

**ARTICLE 1**

**4. a. Accouchement de l'épouse de l'agent ou de la personne avec laquelle il vit maritalement**

10 jours à choisir par l'agent dans les quatre mois à dater du jour de l'accouchement; les 3 premiers jours sont payés par l'administration.

Pour bénéficier d'une allocation pour les 7 jours suivants, payée par son assurance soins de santé, l'agent doit se procurer un document près de son assurance et le faire compléter par le service du personnel (c.c. 5/11/2002 – MRBC1/1/2003 par expiration des délais)

**4. b. Congé de naissance des coparents**

Les co-parents peuvent bénéficier d'un «congé de naissance» de 10 jours à choisir dans les quatre mois qui suivent la naissance.

Les 3 premiers jours sont payés par l'administration. Pour bénéficier d'une allocation pour les 7 jours suivants, payée par son assurance soins de santé, l'agent doit se procurer un document près de son assurance et le faire compléter par le service du personnel.

Différentes conditions doivent préalablement être remplies, à savoir :

- l'enfant ne doit avoir un lien de filiation légale qu'avec la mère.
- Le travailleur (co-parent) doit au moment de la naissance :
  - Soit être marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie
  - Soit cohabiter légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant à sa résidence principale, et ne pas être unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi ;
  - Soit depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabiter de manière permanente avec la personne à l'égard de laquelle l'enfant à sa résidence principale et ne pas être unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi.

La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

Personnel - Verlofreglement voor contractueel personeel - Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof - Wijziging.

DE RAAD,

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op de programmawet van 22 december 2008 tot wijziging van het vaderschapsverlof artikel 134;

Gelet op de wet van 13 april 2011 tot wijziging, wat betreft de meeouders, van de wetgeving inzake het vaderschapsverlof;

Gelet op het verlofreglement van het contractueel personeel goedgekeurd door de raad van 26 juni 2001;

Overwegende dat er wijzigingen aangebracht moeten worden aan Hoofdstuk III – Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof – A – Omstandigheidsverlof – Artikel 1 – Punt 4. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft en dat er een punt 4b. “Geboorteverlof meeouders” toegevoegd moet worden;

Gelet op het protocolakkoord nr 369 overeenkomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties op 23/11/2012;

**BESLIST :**

Het verlofreglement te wijzigen van toepassing op het contractueel personeel, Hoofdstuk III – Omstandigheidsverlof en uitzonderlijk verlof – A – Omstandigheidsverlof – Artikel 1 – Punt 4. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft en een punt 4b. toe te voegen “Geboorteverlof meeouders”;

**OUDE TEKST**

**III. OMSTANDIGHEIDSVERLOF EN UITZONDERLIJK VERLOF**

**A. OMSTANDIGHEIDSVERLOF**

**ARTIKEL 1**

**4. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft**

10 dagen naar keuze te nemen binnen de 30 dagen vanaf de datum van de bevalling.  
De 3 eerste dagen zijn betaald door het gemeentebestuur.

Om te genieten van een toekenning voor de 7 volgende dagen die door zijn ziekteverzekering wordt betaald, moet de agent nabij deze instelling een document aanvragen en dit door de dienst personeel laten invullen.  
(g.r. 5/11/2002 – MBHG verstrijken van de termijnen).

**NIEUWE TEKST**

**III. OMSTANDIGHEIDSVERLOF EN UITZONDERLIJK VERLOF**

**A. OMSTANDIGHEIDSVERLOF**

**ARTIKEL 1**

**4. a. Bevalling van de echtgenote van de agent of van de persoon waarmee hij samenleeft**

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

10 dagen naar keuze te nemen binnen de **vier maanden** vanaf de datum van de bevalling.

De 3 eerste dagen zijn betaald door het gemeentebestuur.

Om te genieten van een toekenning voor de 7 volgende dagen die door zijn ziekteverzekering wordt betaald, moet de agent nabij deze instelling een document aanvragen en dit door de dienst personeel laten invullen.

**4. b. Geboorteverlof meeouders**

De meeouders kunnen genieten van een “geboorteverlof” van tien dagen binnen de vier maanden na de dag van de bevalling.

De 3 eerste dagen zijn betaald door het gemeentebestuur.

Om te genieten van een toekenning voor de 7 volgende dagen die door zijn ziekteverzekering wordt betaald, moet de agent nabij deze instelling een document aanvragen en dit door de dienst personeel laten invullen.

Voorafgaandelijk moet aan een aantal voorwaarden zijn voldaan :

- Het kind mag enkel een wettelijk afstammingsband hebben met de moeder.
- De werknemer (meeouder) moet op het ogenblik van de geboorte :
  - Hetzij gehuwd zijn met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat ;
  - Hetzij wettelijk samenwonend met diegene van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen;
  - Hetzij sedert een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente wijze samenwonend met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen.

Het bewijs van samenwoning en hoofdverblijfplaats wordt geleverd aan de hand van een uittreksel uit het bevolkingsregister.

*Article 9 – Artikel 9*

Personnel - Règlement des congés du personnel contractuel - Congés supplémentaires européens - Ajout.

LE CONSEIL,

Vu l'Arrêté royal du 28 juin 1971 adaptant et coordonnant les dispositions légales relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés paru au Moniteur Belge du 30 septembre 1971 ;

Vu l'Arrêté royal du 19 juin 2012 portant exécution de l'article 17bis des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971 ;

Vu le règlement des congés du personnel contractuel adopté par le conseil en sa séance du 26 juin 2001 ;

Considérant que l'Arrêté royal du 19 juin 2012 tend à exécuter l'article 17bis des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salarié ayant pour objet de créer le fondement légal du nouveau système de vacances supplémentaires en cas de début ou de reprise d'activité ;

Considérant que le nouveau régime de vacances annuelles dites vacances supplémentaires visé dans le présent arrêté royal fait suite aux remarques émises par la Commission européenne dans sa mise en demeure n° 2007/4673 du 16 décembre 2008 visant la non-conformité de la réglementation belge relative aux vacances annuelles avec l'article 7 de la Directive 2003/88/CEI concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail ;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'ajouter un point dans le texte existant du règlement des congés du personnel contractuel : Chapitre I – Congés annuel de vacances et jours fériés - B. Congés supplémentaires européens ;

Vu le protocole d'accord n° 370 daté du 23/11/2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

DECIDE :

D'ajouter dans le règlement des congés du personnel contractuel - Chapitre I. Congé annuel de vacances et jours fériés le point relatif aux congés supplémentaires européens :

**I. CONGES ANNUEL DE VACANCES ET JOURS FERIES**

**B. CONGES SUPPLEMENTAIRES EUROPEENS**

Des vacances supplémentaires ainsi qu'un pécule de vacances sont octroyés au travailleur, à sa demande, en cas de début ou de reprise d'activité après une période d'interruption de longue durée.

**Champs d'application :**

- Les personnes qui débutent une activité salariale, c'est-à-dire les personnes qui n'ont jamais été soumises en tout ou une partie aux lois coordonnées relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés. On retrouve ainsi les travailleurs qui débutent une activité à l'étranger, qui passent du statut de travailleur indépendant à celui de travailleur salarié et, qui passent du secteur public au secteur privé.

- Les personnes qui reprennent une activité à la suite d'une période de chômage complet, d'une longue maladie, après une interruption de carrière complète, après le bénéfice d'un congé sans solde. Ce droit à des vacances supplémentaires ne pourra toutefois être réclamé qu'après que tous les jours de vacances octroyés en fonction de la législation actuelle (donc en fonction des prestations de l'exercice précédent) aient été épuisés.

Ce droit ne peut être exercé qu'à partir du moment où les périodes d'occupation de travail effectif ou assimilées, au cours d'une même année civile atteignent au moins trois mois. Cette période de trois mois est appelée «période d'amorçage».

Cette période d'amorçage correspond à une période de prestations effectives normales ou d'interruption de travail assimilée à du travail effectif, d'une durée de trois mois, effectuée de manière continue ou non, durant une même année civile auprès d'un ou plusieurs employeurs. Il est ainsi tenu compte et pour la période d'amorçage et pour la durée des vacances supplémentaires également des contrats de travail à durée limitée.

## **C. JOURS FERIES**

pas de changement

Personnel - Verlofreglement van het contractuele personeel - Aanvullend Europees verlof -Toevoeging.

DE RAAD,

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 juni 1971 houdende aanpassing en coördinatie van de wetsbepalingen betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers verschenen in het Belgisch Staatsblad van 30 september 1971;

Gelet op het Koninklijk besluit van 19 juni 2012 tot uitvoering van artikel 17bis van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971;

Gelet op het verlofreglement van het contractuele personeel goedgekeurd door de raad in zijn zitting van 26 juni 2001;

Overwegende dat het Koninklijk besluit van 19 juni 2012 ertoe strekt artikel 17bis van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers uit te voeren met als doel het opzetten van de wettelijke basis van het nieuwe aanvullende vakantiesysteem bij aanvang of hervatting van de activiteit;

Overwegende dat het nieuwe jaarlijkse vakantiestelsel genaamd aanvullende vakantie, waarvan sprake in huidig koninklijk besluit, volgt op de opmerkingen geuit door de Europese Commissie in haar ingebrekestelling nr 2007/4673 van 16 december 2008 omwille van de non-conformiteit van de Belgische regelgeving betreffende de jaarlijkse vakantie met artikel 7 van de Richtlijn 2003/88/EG betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd;

Overwegende dat er bijgevolg een punt moet toegevoegd worden in de bestaande tekst van het verlofreglement van het contractuele personeel : Hoofdstuk I - Verlof voor jaarlijkse vakantie en feestdagen – B. Aanvullend Europees verlof ;

Gelet op het protocolakkoord nr 370 op datum van 23/11/2012 overeengekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**BESLIST :**

In het verlofreglement van het contractuele personeel – Hoofdstuk I – Verlof voor jaarlijkse vakantie en feestdagen het punt met betrekking tot het aanvullende Europese verlof toe te voegen :

**I. VERLOF VOOR JAARLIJKSE VAKANTIE EN FEESTADAGEN**

**B. AANVULLEND EUROPEES VERLOF**

Op vraag van de werknemer wordt hem aanvullende vakantie alsook vakantiegeld toegekend aan het begin of bij de hervatting van de activiteit na een langdurige onderbreking.

**Toepassingsgebieden :**

- De personen die een activiteit als loontrekkende beginnen, namelijk de personen die nooit geheel of gedeeltelijk onderworpen zijn geweest aan de gecoördineerde wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers. Het gaat aldus om de personen die een beroepsactiviteit in het buitenland beginnen, die van het zelfstandigenstatuut overstappen naar het werknemersstatuut en, die van de overheidssector overstappen naar de privésector.
- De personen die een activiteit hervatten volgend op een periode van volledige werkloosheid, van langdurige ziekte, na een volledige loopbaanonderbreking of na een verlof zonder wedde.

Dit recht op aanvullende vakantie kan evenwel slechts worden gebruikt nadat alle vakantiedagen die zijn toegekend op basis van de huidige wetgeving (dus in functie van de prestaties tijdens het vorige dienstjaar) zijn opgenomen.

Dit recht kan pas worden uitgeoefend vanaf het tijdstip waarop de periodes van werkelijke of gelijkgestelde arbeidsprestaties, in de loop van eenzelfde kalenderjaar, minstens drie maanden bedragen. Deze periode van drie maanden wordt « aanloopperiode » genoemd.

Deze aanloopperiode komt overeen met een periode van werkelijke normale arbeidsprestaties of van met arbeid gelijkgestelde onderbreking van minstens drie maanden, al dan niet doorlopend, gedurende eenzelfde kalenderjaar, bij een of meerdere werkgevers. Zowel voor de aanloopperiode als voor de duur van de aanvullende vakantie wordt dus ook rekening gehouden met arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur.

**C. FEESTDAGEN**

geen wijzigingen

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 10 – Artikel 10**

Personnel - Règlement de travail - Modification - Ajout.

**LE CONSEIL,**

Considérant que la loi du 18 décembre 2002 étend son champ d’application de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail aux administrations locales ;

Vu sa décision du 03/03/2009 fixant les nouvelles dispositions du règlement de travail communal ;

Considérant qu’il y a lieu d’ajouter à l’article 5 – Horaires de travail – le point J. Centre Sportif des Primeurs;

Vu le protocole d’accord n° 365 daté du 23 novembre 2012 intervenu entre les autorités et les organisations syndicales ;

**DECIDE :**

D’ajouter au règlement du travail (cc 03/03/2009) à l’article 5 - Horaires de travail – le point J. Centre Sportif des Primeurs, ci-annexé.

Personnel - Arbeidsreglement – Wijziging – Toevoeging.

**DE RAAD,**

Overwegende dat de wet van 18/12/2002 het toepassingsgebied van de wet van 08/04/1965 uitbreid, met als gevolg de verplichte invoering van een arbeidsreglement in de lokale besturen ;

Gelet op zijn beslissing van 03/03/2009 waarbij de nieuwe bepalingen van het arbeidsreglement van het gemeentebestuur vastgesteld werden ;

Overwegende dat aan artikel 5 – Werkroosters – Punt J., Sportcentrum Primeurs toegevoegd dient te worden ;

Gelet op het protocolakkoord nr 365 op datum van 23/11/2012 overeengekomen tussen de overheid en de representatieve vakbondsorganisaties ;

**BESLIST :**

Aan het arbeidsreglement (gr 03/03/2009) artikel 5 - Werkroosters – Punt J. Sportcentrum Primeurs toe te voegen; zoals opgenomen in de bijlage.

Propriétés communales : point reporté. Le Bourgmestre fait remarquer que ce n’est que la quatrième ou cinquième fois.

Gemeente-eigendommen : punt uitgesteld. De Burgemeester doet opmerken dat dit slechts de vierde of vijfde keer is.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 11 – Artikel 11**

Environnement - Convention de prise en gestion du passage et des abords de la Promenade Verte régionale dans le parc du Bempt.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale notamment en son article 117 ;

Considérant que la réception définitive de la Promenade Verte régionale a eu lieu le 29 juin 2012 ;

Considérant que la Promenade Verte régionale traverse le parc du Bempt ;

Considérant la proposition de convention de prise en gestion du passage et des abords de la Promenade Verte régionale dans le parc du Bempt élaborée par l'IBGE-Bruxelles Environnement ;

Vu l'avis favorable du service des Plantations ;

Considérant que la gestion de l'IBGE-Bruxelles environnement est une gestion écologique en accord avec l'adoption par le collège en date du 15 septembre 2011 de la charte de gestion écologique des espaces verts ;

Considérant qu'il est opportun de confier la gestion du passage et des abords de la Promenade Verte régionale à l'IBGE-Bruxelles Environnement ;

DECIDE :

D'adopter la convention de prise en gestion du passage et des abords de la Promenade verte régionale dans le parc du Bempt, ci-annexée ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire communal, aux fins de représenter valablement la commune de Forest lors de la signature de la convention.

Leefmilieu - Overeenkomst van inbeheerneming van de doorgang en van de directe omgeving van de gewestelijke Groene Wandeling in het Bemppark.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Overwegende dat de definitieve oplevering van de gewestelijke Groene Wandeling plaatsgevonden heeft op 29 juni 2012;

Overwegende dat de gewestelijke Groene Wandeling door het Bemppark loopt;

Overwegende het voorstel van overeenkomst van inbeheerneming van de doorgang en van de directe omgeving van de gewestelijke Groene Wandeling in het Bemppark uitgewerkt door het BIM-Leefmilieu Brussel;

Gelet op het gunstige advies van de dienst Plantsoenen;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat het beheer van het BIM-Leefmilieu Brussel een ecologisch beheer is in overeenstemming met de goedkeuring door het college van het handvest van ecologisch beheer van de groene ruimten op datum van 15 september 2011;

Overwegende dat het aangewezen is het beheer van de doorgang en van de directe omgeving van de gewestelijke Groene Wandeling toe te vertrouwen aan het BIM-Leefmilieu Brussel;

**BESLIST :**

De overeenkomst van inbeheerneming van de doorgang en van de directe omgeving van de gewestelijke Groene Wandeling in het Bemptpark, opgenomen in de bijlage, goed te keuren;

De burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de gemeentesecretaris, te gelasten om de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen tijdens de ondertekening van de overeenkomst.

Log 1 : Modification du montant : 1500 au lieu de 300 € - Monsieur le Bourgmestre dit que ceci est enfin une bonne nouvelle.

Won 1 : Wijziging van het bedrag : 1500 in plaats van 300 € - Mijnheer de Burgemeester zegt dat dit eindelijk goed nieuws is.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

*Article 12 – Artikel 12*

Logement - Acquisition de mobilier de seconde main - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de mobilier de seconde main pour les cinq logements de transit que gère le service logement de la commune;

Considérant que cette dépense estimée à 3000,00 € TVAC émarge au service extraordinaire où un crédit de 3000,00 € est disponible à l'article 922/741-51 du budget 2012;

DECIDE,

- de prendre connaissance de la décision du collège du 10 janvier 2013 ;

- de faire choix de la procédure négociée en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture de mobilier de seconde main pour les logements de transit;

- le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

- d'inscrire la dépense estimée à 3000,00 € TVAC à l'article 922/741/51 du service extraordinaire du budget 2012;

- de consulter au minimum 3 firmes;

- d'informer le conseil communal de la présente décision.

Huisvesting - Aankoop van tweedehands meubels - Opdracht - Gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de NGW - Akteneming.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (inzonderheid artikel 17, § 2, 1° a) alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 december 2012;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat het noodzakelijk is om tweedehands meubels aan te kopen voor de vijf transitwoningen die beheerd worden door de huisvestingsdienst van de gemeente ;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 3000,00 € incl. BTW behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 3000,00 € beschikbaar is op artikel 922/741-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

**BESLIST:**

- kennis te nemen van de beslissing van het college van 10 januari 2013;
- om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de NGW voor de levering van tweedehands meubels voor de gemeentelijke transitwoningen;
- dat de opdracht tot stand komt met een aangenomen factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;
- de uitgave geraamd op 3000,00 € in te schrijven op artikel 922/741-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
- minimum 3 firma's te raadplegen;
- de uitgave te financieren door een lening;
- het huurbeheer van bovengenoemde woningen toe te kennen aan de huisvestingscel van het gemeentebestuur.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 13 – Artikel 13**

Mobilité - Acquisition de petits équipements et de signalisation pour les emplacements de voitures partagées des années précédentes- Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 al 3 de la NLC - Information.

**LE CONSEIL,**

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Acquisition de petits équipements et de signalisation pour les emplacements de voitures partagées des années précédentes », conformément à l'article 17§ 2, 1° f) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que cette dépense estimée à 1.768,49 €T.V.A.C. émarge au service extraordinaire où un crédit de 1.731,51 EUR est disponible à l'article 423/741-52 du budget 2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°f) ainsi que ses arrêtés d'application;

Considérant que conformément à l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traité par procédure négociée sans publicité en application de l'article 17, paragraphe 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

- de prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale pour le marché ayant pour objet « Acquisition de petits équipements et de signalisation pour les emplacements de voitures partagées des années précédentes »;

- d'inscrire la dépense estimée à 1.768,49 € T.V.AC. à l'article 423/741-52 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer la dépense par l'emprunt.

Mobiliteit - Aankoop van kleine uitrusting en van signalisatie voor de parkeerplaatsen voor autodelen van de vorige jaren - Opdracht - Gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de NGW - Kennisgeving.

**DE RAAD,**

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 8 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

van de opdracht « Aankoop van kleine uitrusting en van signalisatie voor de parkeerplaatsen voor autodelen van de vorige jaren », overeenkomstig artikel 17§ 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 ;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 1.768,49 € incl. B.T.W. behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 1.731,51 € beschikbaar is op artikel 423/741-52 van de begroting 2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, alsook haar uitvoeringsbesluiten, inzonderheid artikel 17 § 2.1°f);

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het College van Burgemeester en Schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°f) van de wet van 24 december 1993 ;

**BESLIST:**

- kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 8 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Aankoop van kleine uitrusting en van signalisatie voor de parkeerplaatsen voor autodelen van de vorige jaren »;

- de uitgave geraamd op 1.768,49 € incl. BTW in teschrijven op artikel 423/741-52 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

- de uitgave te financieren door een lening.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 14 – Artikel 14**

Mobilité - Acquisition de petits équipements et de signalisation pour les emplacements de voitures partagées année 2012- Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 al 3 de la NLC - Information.

**LE CONSEIL,**

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Acquisition de petits équipements et de signalisation pour les emplacements de voitures partagées année 2012 », conformément à l'article 17§ 2, 1° f) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que cette dépense estimée à 725,17 € TV.A.C. émarge au service extraordinaire où un crédit de 3.500 € est disponible à l'article 423/741-52 du budget 2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°f) ainsi que ses arrêtés d'application;

Considérant que conformément à l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traité par procédure négociée sans publicité en application de l'article 17, paragraphe 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

de prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux de fournitures et de services en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale pour le marché ayant pour objet « Acquisition de petits équipements et de signalisation pour les emplacements de voitures partagées année 2012 »;

d'inscrire la dépense estimée à 725,17 € T.V.A.C. à l'article 423/741-52 du service extraordinaire du budget 2012 ;

de financer la dépense par l'emprunt.

Mobiliteit - Aankoop van kleine uitrusting en van signalisatie voor de parkeerplaatsen voor autodelen jaar 2012 - Opdracht - Gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de NGW - Kennisgeving.

**DE RAAD,**

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 8 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Aankoop van kleine uitrusting en van signalisatie voor de parkeerplaatsen voor autodelen jaar 2012 », overeenkomstig artikel 17§ 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 725,17 € incl. B.T.W. behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 3.500 € beschikbaar is op artikel 423/741-52 van de begroting 2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, alsook haar uitvoeringsbesluiten, inzonderheid artikel 17 § 2.1°f);

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet, de gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het College van Burgemeester en Schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°f) van de wet van 24 december 1993 ;

**BESLIST:**

- kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 8 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2.1°f) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Aankoop van kleine uitrusting en van signalisatie voor de parkeerplaatsen voor autodelen jaar 2012 »;
- de uitgave geraamd op 725,17 € incl. BTW in te schrijven op artikel 423/741-52 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
- de uitgave te financieren door een lening.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 15 – Artikel 15**

Mobilité - Finances - Stationnement - Matériel informatique - Acquisition scanners - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Prise d'acte.

**LE CONSEIL,**

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition scanners, pour le service stationnement en vue de la délivrance des cartes de stationnement et d'éviter les copies inutiles;

Considérant que ces dépenses estimées à 2.000 € T.V.A.C. émargent au service extraordinaire où des crédits de 2.000 € sont prévus à l'article 424/742-53;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 08 novembre 2012 ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE,**

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 8 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2.1°a de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture de scanners, pour le service stationnement;

Le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

D'inscrire les dépenses estimées à 2.000 € T.V.A.C. à l'article 424/742-53 du service extraordinaire du budget 2012;

De consulter minimum 3 firmes ;

De financer la dépense par l'emprunt.

Mobiliteit - Financiën - Parkeerbeheer - Informaticamateriaal - Aankoop scanners - Opdracht - Gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de NGW - Akteneming.

**DE RAAD,**

Overwegende dat het noodzakelijk is om scanners aan te kopen voor de parkeerdienst met het oog op de uitreiking van de parkeerkaarten en het vermijden van nutteloze kopieën;

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 2.000 € incl. BTW behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 2.000 € voorzien zijn op artikel 424/742-53;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08 november 2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (inzonderheid artikel 17 § 2.1°a) alsook haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST :**

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 8 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17 § 2.1°a van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de NGW voor de levering van scanners voor de parkeerdienst;

Dat deze opdracht tot stand komt met een aangenomen factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;

De uitgaven geraamd op 2.000 € incl. BTW in te schijven op artikel 424/742-53 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Minimum 3 firma's te raadplegen;

De uitgave te financieren door een lening.

*Article 16 – Artikel 16*

SCA - Acquisition de chariots de nettoyage - Marché - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de chariots de nettoyage pour les travaux, les écoles et les crèches;

Considérant que ces dépenses estimées à 6.000 €, 8250 € et 2.700 € TVAC émargent au service extraordinaire où des crédits de 36.000 €, 21.550 € et 8.045 € sont disponibles aux articles 138/744-51, 7201/744-98 et 844/744-98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 21/06/2012

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

DECIDE:

- de prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 21/06/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2.1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture de chariots de nettoyage pour les travaux, les écoles et les crèches;

- d'arrêter le cahier spécial des charges joint au dossier;

- d'inscrire les dépenses estimées à 6.000 €, 8.250 € et 2.700 € TVAC aux articles 138/744-51, 7201/744-98 et 844/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer les dépenses par emprunt;

- de consulter les firmes suivantes:

- PRO 2 CHOMETTE FAVOR – Avenue du Château, 124 – 1081 Bruxelles;
- DUMORTIER N.V. – Oostkaai, 23 A – 2170 Merksem;
- BOMA – Noorderlaan, 131 – 2030 Antwerpen;
- MANUTAN SA – Rue de Douvres, 19 – 1070 Bruxelles.

CAD - Aankoop van schoonmaakkarren - Opdracht - Wijze van gunning - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat er schoonmaakkarren voor het technisch centrum, de scholen en de kinderdagverblijven dienen te worden gekocht;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 6.000 €, 8250 € en 2.700 € BTWI behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 36.000 €, 21.550 € en 8.045 € beschikbaar zijn op artikelen 138/744-51, 7201/744-98 en 844/744-98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 21/06/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

- akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 21/06/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van schoonmaakkarren voor het technisch centrum, de scholen en de kinderdagverblijven;
- het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vast te stellen;
- de uitgaven geraamd op 6.000 € 8.250 € en 2.700 € BTWI in te schrijven op artikelen 138/744-51, 7201/744-98 en 844/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
- de uitgaven te financieren met een lening;
- de volgende firma's te raadplegen:
  - - PRO 2 CHOMETTE FAVOR – Kasteellaan, 124 – 1081 Brussel;
  - DUMORTIER N.V. – Oostkaai, 23 A – 2170 Merksem;
  - BOMA – Noorderlaan, 131 – 2030 Antwerpen;
  - MANUTAN SA – Doverstraat, 19 – 1070 Brussel.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 17 – Artikel 17**

SCA – Mobilier pour bibliothèque - Marché - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Considérant que cette dépense estimée à 27.600 € TVAC émarge au budget extraordinaire où des crédits de 22.500,00 € et 5100 € sont disponibles aux articles 7671/741-51 et 7672/741-51 du budget 2012;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 01/08/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

DECIDE:

1er. de prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 01/08/2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet «Mobilier pour bibliothèque»;

2. d'arrêter le cahier spécial des charges joint au dossier;

3. d'inscrire les dépenses estimées à 27.600 € TVACaux articles 7671/741-51 et 7672/741-51 du budget extraordinaire 2012;

4. de financer les dépenses par un emprunt pour l'article 7672/741-51 et, pour 50% par un emprunt et 50% par un subside pour l'article 7671/741-51.

CAD – Meubilair voor bibliotheek - Opdracht - Wijze van gunning - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 27.600 € BTWI behoort tot de buitengewone dienst waar kredieten van 22.500,00 € en 5100 € beschikbaar zijn op artikelen 7671/741-51 en 7672/741-51 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 01/08/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) en eveneens haar uitvoeringsbesluiten;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet.

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 01/08/2012 om voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp «MEUBILAIR VOOR BIBLIOTHEEK»;
2. het bij het dossier gevoegde bijzonder bestek vast te stellen;
3. de uitgaven geraamd op 27.600 € BTWI in te schrijven op artikelen 7671/741-51 en 7672/741-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
4. de uitgaven te financieren door een lening voor artikel 7672/741-51 en, voor 50% door een lening en voor 50% door een subsidie voor artikel 7671/741-51.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 18 – Artikel 18**

Service Central d'Achats - Achat de plaques de signalisation des terrains pelouses du cimetière - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC.

LE CONSEIL,

Considérant que cette dépense estimée à 3.500,00 € TVAC émarge au budget extraordinaire où un crédit de 3.500,00 € est disponible à l'article 878/741-52 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 22/11/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale.

DECIDE:

1er. de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 22/11/2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet «Achat de plaques de signalisation des terrains/pelouses du cimetière»;

2. d'inscrire la dépense estimée à 3.500,00 € TVAC à l'article 878/741-52 du budget extraordinaire 2012;

3. de financer la dépense par un emprunt ;

4. de consulter les firmes suivantes :

- Hofman J. Et Fils sa, Rue Pierre Andrien 70 à 4602 Cheratte;
- Jarvis Belgium nv, Begoniastraat 9 à 9810 Nazareth;
- Niezen sa, Chaussée De Mons 38 à 7940 Brugelette;

Centraal Aankoop Dienst - Aankoop van signalisatieplaten van de grasvelden van de begraafplaats - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet.

DE RAAD,

Overwegende dat deze uitgave geraamde op 3.500,00 € BTWI behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 3.500,00 € beschikbaar is op artikel 878/741-52 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) en eveneens haar uitvoeringsbesluiten;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 22/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp «Aankoop van signalisatieplaten van de grasvelden van de begraafplaats»;

2. de uitgave geraamd op 3.500,00 € BTWI in te schrijven op artikel 878/741-52 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

3. de uitgave te financiëren door een lening;

4. de volgende firma's te raadplegen :

- Hofman J. Et Fils sa, Rue Pierre Andrien 70 te 4602 Cheratte;
- Jarvis Belgium nv, Begoniastraat 9 te 9810 Nazareth;
- Niezen sa, Chaussée De Mons 38 te 7940 Brugelette.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 19 – Artikel 19**

SCA - Travaux, instruction publique et politique des grandes villes - Acquisition d'appareils photos - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

**LE CONSEIL,**

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition d'appareils photos et caméras pour les services travaux, instruction publique et politique des grandes villes

Considérant que ces dépenses estimées à 900 €, 300€ et 500€ T.V.A.C. émargent au service extraordinaire où des crédits de 900 €, 13.799 € et 38.940 € sont disponibles aux articles 138/44-98, 7201/744-98 et 8491/744-98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08/11/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE:**

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture d'appareils photos pour les services travaux, instruction publique et politique des grandes villes;

- le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

- d'inscrire les dépenses estimées à 900 €, 300 € et 500 € T.V.A.C. aux articles 138/744-98, 7201/744-98 et 8491/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer les dépenses à l'article 138/744-98 par un emprunt et aux articles 7201/744-98 et 8491/744-98 par un subside;

- de consulter minimum 3 firmes.

CAD - Werken, openbaar onderwijs en grootstedenbeleid - Aankoop van fototoestellen - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

**DE RAAD,**

Overwegende dat er fototoestellen voor de diensten werken, openbaar onderwijs en grootstedenbeleid dienen te worden gekocht;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 900 €, 300€ en 500 € BTWI behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 900 €, 13.799 € en 500 € beschikbaar zijn op artikelen 138/74498, 7201/744-98 en 8491/744-98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van fototoestellen voor de diensten werken, openbaar onderwijs en grootstedenbeleid;

2. dat de opdracht vastgesteld zal worden bij het ontvangen van de factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;

3. de uitgaven geraamd op 900 €, 300 € en 500 € BTWin te schrijven op artikelen 138/744-98, 7201/744-98 en 8491/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

4. de uitgave op artikel 138/744-98 te financieren met een lening en op artikelen 7201/744-98 en 8491/744-98 met een subsidie;

5. minimum 3 firma's te raadplegen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 20 – Artikel 20**

SCA - Extrascolaires et centres de la petite enfance - Acquisition draps, couvertures, de jouets, etc. - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition draps, couvertures, de jouets, etc. pour le service extrascolaire les centres de la petite enfance;

Considérant que ces dépenses estimées à 335 € et 5000 € T.V.A.C. émargent au service extraordinaire où des crédits de 335 € et 5.000 € sont disponibles aux articles 7611/744-98 et 844/744-98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29/11/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

DECIDE:

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture draps, couvertures, de jouets, etc. pour le service extrascolaire et pour les centres de la petite enfance;

- le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

- d'inscrire les dépenses estimées à 335 € et 5.000€ T.V.A.C. aux articles 7611/744-98 et 844/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer la dépense par un emprunt;

- de consulter au minimum 3 firmes :

CAD - Buitenschoolse activiteiten en Centra voor kleine kinderen - Aankoop van lakens, dekens, speelgoed, enz. - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Overwegende dat er lakens, dekens, speelgoed, enz. voor de buitenschoolse activiteiten en de centra voor kleine kinderen dienen te worden gekocht;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 335 € en 5000 € BTWI behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 335 € en 5.000 € beschikbaar zijn op artikelen 7611/744-98 en 844/744/98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) en eveneens haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

-.. akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van lakens, dekens, speelgoed, enz. voor de buitenschoolse activiteiten en de centra voor kleine kinderen;

-.. dat de opdracht vastgesteld zal worden bij het ontvangen van de factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;

-.. de uitgaven geraamd op 335 € en 5.000 € BTWI inte schrijven op artikelen 7611/744-98 en 844/744/98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

-.. de uitgave te financieren met een lening;

-.. minimum 3 firma's te raadplegen :

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 21 – Artikel 21**

SCA - instruction publique, extrascolaire, bibliothèque néerlandophone, contrat quartier PPL - Acquisition de matériel de bureau - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

**LE CONSEIL,**

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel de bureau pour l'instruction publique, l'extrascolaire, la bibliothèque néerlandophone et le contrat de quartier PPL;

Considérant que ces dépenses estimées à 200 € 180 € 150 €, 700 €, 1.500 € et 1.000 € T.V.A.C. émargent au service extraordinaire où des crédits de 200 €, 180 €, 150 €, 700 €, 1.500 € et 1.000 € sont prévus aux articles 104/744-98, 7201/744/98, 7611/742-51, 7611/744-98, 7672/742-51 et 9303/744-98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29/11/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE:**

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture de matériel de bureau pour l'instruction publique, l'extrascolaire, la bibliothèque néerlandophone et le contrat de quartier PPL;

- le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

- d'inscrire les dépenses estimées à 200 € 180 €, 50 €, 700 €, 1.500 € et 1.000 € T.V.A.C. aux articles 104/744-98, 7201/744/98, 7611/742-51, 7611/744-98, 7672/742-51 et 9303/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer les dépenses aux articles 7201/744-98 et 9303/744-98 par un subside et aux articles 104/744-98, 7611/742-51, 7611/744-98 et 7672/742-51 par un emprunt;

- de consulter minimum 3 firmes.

CAD - openbaar onderwijs, buitenschoolse activiteiten, Nederlandstalige bibliotheek en wijkcontract Vroege Groenten – Luttrebrug - Aankoop van bureaumateriaal - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**DE RAAD,**

Overwegende dat er bureaumateriaal voor het openbaar onderwijs, de buitenschoolse activiteiten, de Nederlandstalige bibliotheek en het wijkcontract Vroege Groenten – Luttrebrug dient te worden gekocht;

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 200 €, 180€, 150 €, 700 €, 1.500 € en 1.000 € BTWI behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 200 €, 180 €, 150 €, 700 €, 1.500 € en 1.000 € voorzien zijn op artikelen 104/744-98, 7201/744/98, 7611/742-51, 7611/744-98, 7672/742-51 en 9303/744-98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 29/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van bureaumateriaal voor het openbaar onderwijs, de buitenschoolse activiteiten, de Nederlandstalige bibliotheek en het wijkcontract Vroege Groenten – Luttrebrug;

2. dat de opdracht vastgesteld zal worden bij het ontvangen van de factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;

3. de uitgaven geraamd op 200 € 180 €, 150 €, 700 €, 1.500 € en 1.000 € BTWI in te schrijven op artikelen 104/744-98, 7201/744/98, 7611/742-51, 7611/744-98, 7672/742-51 en 9303/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

4. de uitgaven op artikelen 7201/744-98 en 9303/744-98 te financieren met een subsidie en op artikelen 104/744-98, 7611/742-51, 7611/744-98 en 7672/742-51 met een lening;

5. minimum 3 firma's te raadplegen.

*Artikel 22 – Article 22*

Monsieur Bairouk quitte la séance  
De heer Bairouk verlaat de zitting

Monsieur Rongé veut connaître le détail des achats.  
Monsieur Rongé veut savoir quel matériel est acheté.  
Monsieur Englebert cherche dans le dossier SCA.  
Le point est suspendu.  
On poursuit avec les autres points.

Mijnheer Rongé wil het detail van de aankopen kennen.  
Mijnheer Rongé wil weten welk materiaal er wordt aangekocht.  
Mijnheer Englebert zoekt in het dossier CAD.  
Het punt wordt opgeschort.  
Men gaat verder met de andere punten.

SCA - Instruction publique, extrascolaire et sports - Acquisition de matériel sportif, de gym et de psychomotricité - Marché - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information. #

**LE CONSEIL,**

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de matériel sportif, de gym et de psychomotricité pour les écoles, l'extrascolaire et le service des sports;

Considérant que ces dépenses estimées à 11.000 €, 20.000 €, 1.000 €, 3.000 € et 4.000 € T.V.A.C. émargent au service extraordinaire où des crédits de 14.100 €, 20.000 €, 1.000 €, 7.230 € et 4.000 € sont disponibles aux articles 7201/744-98, 7202/744-98, 7611/741-51, 7611/744-98 et 764/744/98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 22/11/2012

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE:**

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 22/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2.1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture de matériel sportif, de gym et de psychomotricité pour les écoles, l'extrascolaire et le service des sports;

- d'arrêter le cahier spécial des charges joint au dossier;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

- d'inscrire les dépenses estimées à 11.000 €, 20.000 €, 1.000 €, 3.000 € et 4.000 € T.V.A.C. aux articles 7201/744-98, 7202/744-98, 7611/741-51, 7611/744-98 et 764/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer les dépenses aux articles 7201/744-98 et 7202/744-98 par un subside et aux articles 7611/741-51, 7611/744-98 et 764/744-98 par un emprunt;

- de consulter les firmes suivantes :

- Idema Sport – rue de l’Avenir, 8 – 4890 Thimister
- Adec Sport – avenue du Bourgmestre Etienne Demunter, 5 – 1090 Bruxelles
- Gai Savoir – rue de la Station, 60 – 6043 Ransart
- Allard Sports Equipment – rue des Combattants 14 – 6760 Virton ;
- Janssen and Fritsen – Klaverbladstraat 2 – 3560 Lummuen ;
- Bricolux – rue Saint-Isidores 2 – 6900 Marloie
- BP Sport – rue du Château, 49 – 1470 Bousval
- Wesco – Bp 10 – 1040 Bruxelles
- Head Office & Main Sales Point – Chée de Ninove 288 – 1070 Bruxelles

Centrale Aankoopdienst - Openbaar onderwijs, buitenschoolse activiteiten en sportdienst - Aankoop van sportuitrusting, gymnastiek- en psychomotorisch materiaal - Opdracht - Wijze van gunning - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet -Kennisgeving.

DE RAAD,

Overwegende dat er sportuitrusting, gymnastiek- en psychomotorisch materiaal dient te worden gekocht voor de scholen, de buitenschoolse activiteiten en de sportdienst;

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 11.000 €, 20.000 €, 1.000 €, 3.000 € en 4.000 €

BTWI behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 14.100 €, 20.000 €, 1.000 €, 7.230 € en 4.000 € beschikbaar zijn op artikelen 7201/744-98, 7202/744-98, 7611/741-51, 7611/744-98 en 764/744-98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 22/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 22/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van sportuitrusting, gymnastiek- en psychomotorisch materiaal voor de scholen, de buitenschoolse activiteiten en de sportdienst;
2. het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vast te stellen;
3. de uitgaven geraamde op 11.000 €, 20.000 €, 1.000€, 3.000 € en 4.000 € BTWI in te schrijven op artikelen 7201/744-98, 7202/744-98, 7611/741-51, 7611/744-98 en 764/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
4. de uitgaven op artikelen 7201/744-98 en 7202/744-98 te financieren met een subsidie en op artikelen 7611/741-51, 7611/744-98 en 764/744-98 met een lening;
5. de volgende firma's te raadplegen :
  - Idema Sport – rue de l'Avenir, 8 – 4890 Thimister
  - Adec Sport – Burgemeester Etienne Demunterlaan, 5 – 1090 Brussel
  - Gai Savoir – rue de la Station, 60 – 6043 Ransart
  - Allard Sports Equipement – rue des Combattants 14 – 6760 Virton ;
  - Janssen and Fritsen – Klaverbladstraat 2 – 3560 Lummen ;
  - Bricolux – rue Saint-Isidores 2 – 6900 Marloie
  - BP Sport – rue du Château, 49 – 1470 Bousval
  - Wesco – PB 10 – 1040 Brussel
  - Head Office & Main Sales Point – Ninoofsesteenweg 288 – 1070 Brussel

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 23 – Artikel 23**

SCA - Centre technique - Acquisition de luminaires - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de luminaires pour le centre technique;

Considérant que cette dépense estimée à 10.000 € TVAC émarge au service extraordinaire où un crédit de 10.000 € est disponible à l'article 138/744-51 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29/11/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2 1° a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE:**

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour l'acquisition de luminaires pour le centre technique;

- d'inscrire la dépense estimée à 10.000 € T.V.A.C. à l'article 138/744-51 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer la dépense par un emprunt;

- de consulter les firmes suivantes :

- Centrale des lampes – Rue Gallait 138-158 à 1030 Bruxelles
- Electric – Boulevard Poincaré 61 à 1070 Bruxelles
- Rexel – Grande Rue au Bois 99 à 1030 Bruxelles

CAD - Technisch centrum - Aankoop van luchters - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Overwegende dat er luchters voor het technisch centrum dienen te worden gekocht;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 10.000 € BTWI behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 10.000 € beschikbaar is op artikel 138/744-51 van de begroting 2012;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 29/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1° a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

- akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 29/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet voor de aankoop van luchters voor het technisch centrum;

- de uitgave geraamd op 10.000 € BTWI in te schrijven op artikel 138/744-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

- de uitgave te financieren met een lening;

- de volgende firma's te raadplegen:

- Centrale des lampes – Gallaitstraat 138-158 te 1030 Brussel

- Electric – Poincarélaan 61 te 1070 Brussel

- Rexel – Grote Bosstraat 99 te 1030 Brussel

*Article 24 – Artikel 24*

Monsieur Rongé veut savoir à quoi le micro va servir.

Madame Père explique que le micro servira lors de différentes festivités organisées par l'instruction publique.

Mijnheer Rongé wil weten waarvoor de micro gaat dienen.

Mevrouw Père legt uit dat de micro zal dienen tijdens verschillende festiviteiten georganiseerd door het openbaar onderwijs.

SCA - Instruction publique - Acquisition d'un micro - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition d'un micro pour le service de l'instruction publique;

Considérant que cette dépense estimée à 120,00 € TVAC émarge au service extraordinaire où un crédit de 13.499,00 € est disponible à l'article 7201/744-98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08/11/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

DECIDE:

1. de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture d'un micro pour le service de l'instruction publique;

2. le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

3. d'inscrire la dépense estimée à 120,00 € TVAC à l'article 7201/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

4. de financer la dépense par un subside;

5. de consulter au minimum 3 firmes.

CAD - Openbaar onderwijs - Aankoop van een microfoon - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**DE RAAD,**

Overwegende dat er een microfoon voor de dienst openbaar onderwijs dient te worden gekocht;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 120,00 € BTWI behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 13.499,00 € beschikbaar is op artikel 7201/744-98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 08/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 08/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van een microfoon voor de dienst openbaar onderwijs;

2. dat de opdracht vastgesteld zal worden bij het ontvangen van de factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;

3. de uitgave geraamd op 120,00 € BTWI in te schrijven op artikel 7201/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

4. de uitgave te financieren met een subsidie;

5. minimum 3 firma's te raadplegen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 25 – Artikel 25**

SCA - Divers ateliers, prévention, voirie, crèche et cimetière - Acquisition d'outillage - Marché - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information. #

**LE CONSEIL,**

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition d'outillage pour les divers ateliers, prévention, voirie, crèche et cimetière;

Considérant que ces dépenses estimées à 20.000 €, 425 €, 10.000 €, 200 € et 750 € T.V.A.C. émargent au service extraordinaire où des crédits de 37.607 €, 2.575 €, 10.000 €, 200 € et 750 € sont disponibles aux articles 138/744-51, 300/744-98, 421/744-51, 844/744-98 et 878/744-98 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08/11/2012

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

**DECIDE:**

- de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 08/11/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour l'acquisition d'outillage pour les divers ateliers, prévention, voirie, crèche et cimetière;

- d'arrêter le cahier spécial des charges joint au dossier;

- d'inscrire les dépenses estimées à 20.000 €, 425€, 10.000 €, 200 € et 750 € T.V.A.C. aux articles 138/744-51, 300/744-98, 421/744-51, 844/744-98 et 878/744-98 du service extraordinaire du budget 2012;

- de financer les dépenses par un emprunt aux articles 138/744-51, 421/744-98, 844/744/98 et 878/744-98 et par un subside à l'article 300/744-98 ;

- de consulter les firmes suivantes :

- Clabots – Quai des Usines, 5/9 – 1000 Bruxelles ;
- Hilti – Z4 Broekooi, 220 – 1730 Asse.
- Bauwens Roger – Avenue du Commerce 11 – 7850 Enghien.
- Meskens Coosemans – Chaussée de Haecht 1665 – 1130 Bruxelles
- Materfor – Chemin d'accès, 36 – 1190 Bruxelles
- International Tools Service – Rue du Printemps, 39/43 – 1050 Bruxelles;
- Wemmel Tools – Chaussée de Bruxelles 282 – 1780 Wemmel
- Car 3000 – Rue Gouverneur Nens 1 – 1070 Bruxelles
- auto parts Ternat – Assesteenweg 110 – 1742 Sint-Katherina-Lombeek
- Atlas Copco Belgium – Brusselsesteenweg 346 – 3090 Overijse

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

CAD - Diverse werkplaatsen, preventie, wegenis, kinderdagverblijven en kerkhof - Aankoop van gereedschap - Opdracht - Wijze van gunning - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

**DE RAAD,**

Overwegende dat er gereedschap voor de diverse werkplaatsen, preventie, wegenis, kinderdagverblijven en kerkhof dient te worden gekocht;

Overwegende dat deze uitgaven geraamd op 20.000 €, 425 €, 10.000 €, 200 € en 750 €

BTWI behoren tot de buitengewone dienst waar kredieten van 37.607 €, 2.575 €, 10.000 €, 6.337 € en 750 € beschikbaar zijn op artikelen 138/744-51, 300/744-98 421/744-51, 7844/744-98 en 878/744-98 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08/11/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

- akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 08/11/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de aankoop van gereedschap voor de diverse werkplaatsen, preventie, wegenis, kinderdagverblijven en kerkhof;

- het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vast te stellen;  
- de uitgaven geraamd op 20.000 €, 425 €, 10.000 €, 200 € en 750 € BTWI in te schrijven op artikelen 138/744-51, 300/744-98 421/744-51, 7844/744-98 en 878/744-98 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

- de uitgaven te financieren met een lening op artikelen 138/744-51, 421/744-98, 844/744-98 en 878/744-98 en met een subsidie op artikel 300/744-98;

- de volgende firma's te raadplegen :  
- Clabots – Werkhuizenkaai, 5/9 – 1000 Brussel ;  
- Hilti – Z4 Broekooi, 220 – 1730 Asse.  
- Bauwens Roger – Avenue du Commerce, 11 – 7850 Enghien.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

- Meskens Coosemans – Haachtsesteenweg, 1665 – 1130 Brussel
- Materfor – Toegangsweg, 36 – 1190 Brussel
- International Tools Service – Lentestraat, 39/43 – 1050 Brussel;
- Wemmel Tools – Brusselsesteenweg, 282 – 1780 Wemmel
- Car 3000 – Gouverneur Nensstraat, 1 – 1070 Brussel
- auto parts Ternat – Assesteenweg, 110 – 1742 Sint-Katherina-Lombeek
- Atlas Copco Belgium – Brusselsesteenweg, 346 – 3090 Overijse

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 26 – Artikel 26**

Service Central d'Achats - Désignation d'un huissier de justice pour la signification d'un arrêté du Bourgmestre - Marché - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 1 de la NLC.

**LE CONSEIL,**

Considérant que cette dépense estimée à 158,40 € TVAC émarge au budget ordinaire où un crédit de 74.540,00 € est disponible à l'article 1041/123-15 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 12/07/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (en particulier l'art 17 §2 1° c) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'urgence impérieuse et imprévisible;

Vu l'article 234 al. 1 de la nouvelle loi communale.

**DECIDE:**

1er. de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 12/07/2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 §2 1°c) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 al. 1 de la NLC pour le marché ayant pour objet «Désignation d'un huissier de justice pour la signification d'un arrêté du Bourgmestre»;

2. d'arrêter le cahier spécial des charges joint au dossier;

3. d'inscrire la dépense estimée à 158,40 € TVAC à l'article 1041/123-15 du budget ordinaire 2012;

4. de consulter les firmes suivantes :

Maître Linda Reynaert, rue Victor Allard, 143 à 1180 Uccle

Maître Morrels, rue du Zodiaque, 13 à 1190 Forest

Cabinet Massa-Lamote, avenue vanderstraeten, 57 à 1190 Forest

Centrale Aankoop Dienst - Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder voor de betekening van een besluit van de Burgemeester - Opdracht - Wijze van gunning - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 1ste lid van de nieuwe gemeentewet.

**DE RAAD,**

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 158,40 € BTWI behoort tot de gewone dienst waar een krediet van 74.540,00 € beschikbaar is omtrent artikel 1041/123-15 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12/07/2012;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder art 17 §2 1° c) en eveneens haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de dringende en onvoorzieno noodzaak;

Gelet op artikel 234, 1ste lid van de nieuwe gemeentewet.

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 12/07/2012 om voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te kiezen krachtens art 17 §2 c) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 1ste lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp «Aanstelling van een gerechtsdeurwaarder voor de betekening van een besluit van de Burgemeester »;

2. het bij het dossier gevoegde bijzonder bestek vast te stellen;

3. de uitgave geraamd op 158,40 € BTWI in te schrijven op artikel 1041/123-15 van de gewone dienst 2012;

4. de volgende firma's te raadplegen :

Meester Linda Reynaert, Victor Allardstraat, 143 te 1180 Ukkel

Meester Morrels, Dierenriemstraat, 13 te 1190 Vorst

Cabinet Massa-Lamote, Vanderstraetenlaan, 57 te 1190 Vorst

*Article 27 – Artikel 27*

Monsieur Rongé dit que le dossier n'est pas complet, en ce sens que pour les indicateurs il y a marqué : oui/non. Donc le choix n'a pas encore été fait.

Il estime que le dossier n'est donc pas complet.

Il demande également combien il y a de gardiens de la paix et si leurs horaires sont adaptés car ils ont différentes tâches (écoles, Forest National, cambriolages, effractions dans voitures) qui sont accomplies à différents moments. Monsieur Rongé dit qu'il votera de toute façon contre.

Monsieur le Bourgmestre dit que c'est la prolongation de la convention. C'est pour cette raison que le nom de Monsieur Angéli y figure encore. Au moment de la signature on corrige les noms qui ne sont plus d'actualité. Monsieur Ouattassi répondra par écrit quand il aura pris contact avec son service.

Monsieur Lederer demande pourquoi le prolongement se fait si tard et il voudrait savoir où nous en sommes dans l'utilisation du budget, car le budget non-utilisé pourra être perdu. Il veut savoir où nous en sommes dans l'application opérationnelle du plan.

Monsieur Ouattassi dit que pour lui c'est aussi nouveau. Il a en sa possession aujourd'hui une petite synthèse qui ne répondra pas à tout, mais les services sont occupés à préparer un document qui répondra à l'ensemble des questions dans le courant du mois de février.

Il dit que c'est une découverte pour lui aussi.

Monsieur le Bourgmestre précise que souvent les conventions présentées au Conseil sont des régularisations et que les financements arrivent souvent après.

Monsieur Lederer demande si on peut encore avoir des financements après le 30 juin 2013. Le Bourgmestre répond qu'il serait bien utile de faire une commission à ce sujet.

Monsieur Ouattassi répond que cette commission est prévue.

Madame van Zeeland prend la parole : elle n'est pas certaine que le financement peut se faire au-delà du 30 juin 2013 et elle est persuadée que c'est impossible d'obtenir des subsides pour des projets non-entamés. Il faut tenir très fort à l'œil les projets. Elle veut aussi savoir ce qu'il y en est des projets de partenariat avec les services communaux, comme la prévention des nuisances sociales lors d'événements communaux par exemple. La plupart des autres communes sont bien avancées. Elle voudrait avoir des précisions lors de la commission.

Mijnheer Rongé zegt dat het dossier niet volledig is, in de zin dat er voor de indicatoren: ja/nee gezet wordt. Dus de keuze werd nog niet gemaakt.

Hij is dus van mening dat het dossier nog niet volledig is.

Hij vraagt ook hoeveel stadswachters er zijn en of hun urroosters zijn aangepast want ze hebben verschillende taken (scholen, Vorst National, inbraken, inbraken in auto's) die op verschillende tijdstippen worden uitgevoerd. Mijnheer Rongé zegt dat hij in ieder geval tegen stemt.

Mijnheer de Burgemeester zegt dat het om de verlenging van de overeenkomst gaat. Omwille van deze reden staat er nog steeds de naam van mijnheer Angéli. Op het ogenblik van ondertekening verbetert men de namen die niet meer actueel zijn. Mijnheer Ouattassi zal schriftelijk antwoorden wanneer hij contact zal opgenomen hebben met zijn dienst.

Mijnheer Lederer vraagt waarom de verlenging zo laat gebeurt en hij zou willen weten waar we staan in het gebruik van het budget, want het niet-gebruikte budget kan verloren zijn. Hij wil weten waar we staan in de operationele toepassing van het plan.

Mijnheer Ouattassi zegt dat het voor hem ook nieuw is. Hij beschikt vandaag over een kleine samenvatting die niet op alles een antwoord geeft, maar de diensten zijn bezig met het opstellen van een document dat op alle vragen zal antwoorden in de loop van de maand februari.

Hij zegt dat het ook voor hem een ontdekking is.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

Mijnheer de Burgemeester verduidelijkt dat de overeenkomsten die voorgesteld worden aan de Raad vaak regularisaties zijn en dat de financieringen vaak achteraf komen.

Mijnheer Lederer vraagt of men nog financieringen kan hebben na 30 juni 2013. De Burgemeester antwoordt dat het nuttig zou zijn om hierover een commissie te organiseren.

Mijnheer Ouattassi antwoordt dat deze commissie voorzien is.

Mevrouw van Zeeland neemt het woord : ze is er niet zeker van dat de financiering na 30 juni 2013 kan plaatsvinden en ze is ervan overtuigd dat het onmogelijk is om subsidies te verkrijgen voor projecten die niet opgestart zijn. De projecten moeten zeer nauwgezet in de gaten gehouden worden. Ze wil tevens weten hoe het zit met de samenwerkingsprojecten met de gemeentediensten, zoals de preventie van sociale overlast tijdens gemeentelijke evenementen bijvoorbeeld. De meeste andere gemeenten zijn goed gevorderd. Ze wil duidelijke informatie krijgen tijdens de commissie.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 28 – Artikel 28**

Service de Prévention - Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 - Prolongation (1er juillet 2012 - 30 juin 2013) - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du conseil communal en sa séance du 25 septembre 2007, décidant d'adopter le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2007-2010 ;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 2007 déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière des villes et communes bénéficiaires d'un Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention ;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 2012 relatif à la prolongation des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010 jusqu'au 30 juin 2013 ;

Vu l'accord du SPF Intérieur d'octroyer à la commune de Forest une subvention de 363.091 euros, à titre de financement du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention pour l'année 2012-2013 ;

Vu la Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 ci-joint ;

DECIDE,

D'approuver le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2012 au 30 juin 2013 ci-joint ;

D'adopter le budget du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention conclu entre la commune de Forest et la SPF Intérieur pour l'année 2012-2013.

Preventiedienst - Strategisch Veiligheids en Preventieplan 2007-2010 - Verlenging (1 juli 2012 - 30 juni 2013) - Goedkeuring .

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25 september 2007, waarbij het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2007-2010 werd goedgekeurd ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 9 april 2007 tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een Strategisch Veiligheids- en Preventieplan ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 21 juni 2012 betreffende de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 tot 30 juni 2013 ;

Gelet op het akkoord van de FOD Binnenlandse Zaken waarbij aan de Gemeente Vorst een toelage van 363.091 euro werd toegekend als financiering van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor het jaar 2012-2013 ;

Gelet op het hierbijgevoegde Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

1 juli 2012 tot 30 juni 2013 ;

BESLIST,

Het hierbijgevoegde Strategisch Veiligheids- en Preventieplan voor de periode van 1 juli 2012 tot 30 juni 2013 goed te keuren;

De begroting van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan afgesloten tussen de gemeente Vorst en de FOD Binnenlandse Zaken voor het jaar 2013 aan te nemen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 29 – Artikel 29**

Monsieur Criquielion demande si la brigade anti-tag fonctionne toujours, car il voit encore beaucoup de tags sur l'ensemble du territoire.

Monsieur Loewenstein répond que la brigade fonctionne toujours, qu'il signe des conventions presque tous les jours. La demande est grande et le service est gratuit. Si les conseillers ont des demandes particulières, il les invite à prendre contact avec lui.

Monsieur Rongé rappelle que depuis la législature précédente, il a pris la décision de voter contre tous les points qui sont mis tardivement à l'ordre du jour. Il vote donc contre les points Prévention 2, 3 et 4.

Mijnheer Criquielion vraagt of de anti-tag brigade nog steeds in werking is, want hij ziet nog veel tags op het grondgebied van de gemeente.

Mijnheer Loewenstein antwoordt dat de brigade nog altijd in werking is, dat ze bijna dagelijks overeenkomsten ondertekent. De vraag is groot en de dienst is gratis. Indien de raadsleden bijzondere verzoeken hebben, nodigt hij ze uit contact op te nemen met hem.

Mijnheer Rongé herinnert eraan dat hij sinds de vorige legislatuur de beslissing genomen heeft om tegen alle punten te stemmen die laattijdig op de dagorde geplaatst worden. Hij stemt dus tegen de punten Preventie 2, 3 en 4.

Prévention - Politique des grandes villes 2012- Avenant à l'avenant ‘Ville Durable 2011’ pour l'année 2012 - PGV 2012.

**LE CONSEIL,**

Vu l'avenant à l'avenant ‘Ville Durable 2011’ pour l'année 2012, approuvé par le conseil des ministres relatif au Programme Politiques des Grandes Villes 2012 entre d'une part l'Etat Belge, représenté par le Gouvernement fédéral et d'autre part la commune de Forest, représenté par le conseil communal en la personne de Magda De Galan, Bourgmestre et Madame Karin Windey, Secrétaire communal f.f. ;

Considérant qu'il y a lieu d'approuver cette convention ;

**DECIDE,**

D'approuver l'avenant à l'avenant ‘Ville Durable 2011’ pour l'année 2012 ci-annexée entre la commune et l'Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral, et de charger Madame la Bourgmestre ou son remplaçant, et le Secrétaire communal f.f. de la signature de la convention.

Preventie - Grootstedenbeleid 2012- Aanhangsel aan het aanhangsel ‘Duurzame Stad 2011’ voor het jaar 2012- GSB 2012.

**DE RAAD,**

Gelet op het aanhangsel aan het aanhangsel ‘Duurzame Stad 2011’ voor het jaar 2012 dat door de Ministerraad werd goedgekeurd, in het kader van het programma Grootstedenbeleid 2012 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de federale regering, enerzijds, en de Gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de gemeenteraad in de persoon van mevrouw Magda de Galan, Burgemeester, en mevrouw Karin Windey, wd. Gemeentesecretaris, anderzijds;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat deze overeenkomst goedgekeurd moet worden;  
**BESLIST:**

Het hierbij gevoegde aanhangsel aan het aanhangsel ‘Duurzame stad 2011’ voor het jaar 2012 tussen de Gemeente en de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de federale regering, goed te keuren en mevrouw de Burgemeester, of haar vervanger, en de wd. Gemeentesecretaris te belasten met de ondertekening van de overeenkomst.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 30 – Artikel 30**

Prévention - Politique des grandes villes 2012 - Convention entre la Commune et l'asbl - Maison des Jeunes de Forest.

**LE CONSEIL,**

Vu l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2011 » pour l'année 2012 entre d'une part l'Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral et d'autre part la Commune de Forest, représentée par le Conseil communal en la personne de Madame Magda De Galan, Bourgmestre et Madame Karin Windey, Secrétaire communal f.f.;

Considérant que l'asbl “Maison des Jeunes de Forest” est partenaire de ce projet ;

Considérant qu'une convention doit dès lors être conclue entre la commune et l'asbl « Maison des Jeunes de Forest » afin de définir l'exécution des engagements financiers;

**DECIDE,**

D'approuver la Convention ci-annexée entre la commune et l'asbl “Maison des Jeunes de Forest”.

Preventie - Grootstedenbeleid 2012 - Overeenkomst tussen de gemeente en de vereniging zonder winstoogmerk “Jeugdhuis van Vorst”.

**DE RAAD,**

Gelet op het aanhangsel aan het aanhangsel “Duurzame Stad 2011” voor het jaar 2012 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de federale regering, enerzijds, en de Gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de gemeenteraad in de persoon van mevrouw Magda de Galan, Burgemeester, en mevrouw Karin Windey, wd. Gemeentesecretaris, anderzijds;

Overwegende dat de vereniging zonder winstoogmerk “Jeugdhuis van Vorst” partner in het project is;

Overwegende dat derhalve een overeenkomst moet worden afgesloten tussen de gemeente en de vereniging zonder winstoogmerk “Jeugdhuis van Vorst” om de uitvoering van de financiële verbintenissen te bepalen;

**BESLIST,**

De overeenkomst in bijlage tussen de gemeente en de vereniging zonder winstoogmerk “Jeugdhuis van Vorst”, goed te keuren.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

*Article 31 – Artikel 31*

Prévention - Politique des grandes villes 2012 - Convention entre la Commune et l'asbl - Forest Quartier Santé.

LE CONSEIL,

Vu l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2011 » pour l'année 2012 entre d'une part l'Etat belge, représenté par le Gouvernement fédéral et d'autre part la Commune de Forest, représentée par le Conseil communal en la personne de Madame Magda De Galan, Bourgmestre et Madame Karin Windey, Secrétaire communal f.f.;

Considérant que l'asbl “ Forest Quartier Santé ”est partenaire de ce projet ;

Considérant qu'une convention doit dès lors être conclue entre la commune et l'asbl « Forest Quartier Santé » afin de définir l'exécution des engagements financiers;

DECIDE,

D'approuver la Convention ci-annexée entre la commune et l'asbl “ Forest Quartier Santé. ”

Preventie - Grootstedenbeleid 2012 - Overeenkomst tussen de gemeente en de vereniging zonder winstoogmerk ‘Forest Quartier Santé.#

DE RAAD,

Gelet op het aanhangsel aan het aanhangsel “Duurzame Stad 2011” voor het jaar 2012 tussen de Belgische Staat, vertegenwoordigd door de federale regering, enerzijds, en de Gemeente Vorst, vertegenwoordigd door de gemeenteraad in de persoon van mevrouw Magda de Galan, Burgemeester, en mevrouw Karin Windey, wd. Gemeentesecretaris, anderzijds;

Overwegende dat de vereniging zonder winstoogmerk ‘Forest Quartier Santé’ partner in het project is;

Overwegende dat derhalve een overeenkomst moet worden afgesloten tussen de gemeente en de vereniging zonder winstoogmerk ‘Forest Quartier Santé’ om de uitvoering van de financiële verbintenissen te bepalen;

BESLIST,

De overeenkomst in bijlage tussen de gemeente en de vereniging zonder winstoogmerk ‘Forest Quartier Santé’, goed te keuren.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 32 – Artikel 32**

Accueil temps libre : Monsieur Criquielion demande quand la Commission doit être renouvelé et de combien de membres elle est composée. Il veut aussi savoir si l'accueil des personnes handicapées n'est plus une priorité ? Monsieur Ouattassi répond que sur le plan pratique c'est impossible, surtout au niveau du nombre d'encadrants. C'est inutile de prévoir l'accueil des enfants handicapés si on ne sait pas le réaliser. Mais on peut toujours modifier le projet en cours de route.

Vrijetijdsopvang : Mijnheer Criquielion vraagt wanneer de Commissie hernieuwd moet worden en uit hoeveel leden ze samengesteld is. Hij wil ook weten of de opvang van gehandicapte personen geen prioriteit meer is ? Mijnheer Ouattassi antwoordt dat het praktisch gezien onmogelijk is, vooral wat betreft het aantal begeleiders. Het heeft geen zin opvang te voorzien voor gehandicapte kinderen als we deze opvang daarna niet kunnen uitvoeren. Maar we kunnen wel steeds het lopende project wijzigen.

Accueil Temps Libre - Adoption du rapport d'activités 2011-2012 et du plan d'action annuel 2012-2013.

**LE CONSEIL,**

Vu le décret ATL (Accueil Temps Libre) concernant l'accueil des enfants durant le Temps Libre et le soutien de l'accueil extrascolaire ;

Attendu que la CCA (Commission Communale d'Accueil) a approuvé le rapport d'activités 2011-2012, ainsi que le plan d'action annuel 2012-2013 en date du 10 décembre 2012 ;

**DECIDE,**

D'adopter, le plan d'action annuel 2012-2013 ainsi que le rapport d'activités 2011-2012.

Vrijetijdsopvang - Goedkeuring van het activiteitenverslag 2011-2012 en van het jaarlijks actieplan 2012-2013.

**DE RAAD,**

Gelet op het ATL decreet betreffende de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang ;

Overwegende dat de GOC (Gemeentelijke Opvangcommissie) op 10 december 2012 het activiteitenverslag 2011-2012 evenals het jaarlijks actieplan 2012-2013 goedgekeurd heeft ;

**BESLIST,**

Het activiteitenverslag 2011-2012, evenals het jaarlijks actieplan 2012-2013 goed te keuren.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 33 – Artikel 33**

Procès-verbal de vérification de caisse - 3ème trimestre 2012.

**LE CONSEIL,**

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale;

**PREND ACTE,**

Du procès-verbal de vérification de la caisse communale établi le **30 septembre 2012**;

A cette date, le solde des différents comptes se présentait comme suit:

Compte courant (Dexia)	+	21.033,20
Comptes fonds emprunts et subsides (Dexia)	+	7.028,75
Carnet de compte (Dexia)	+	4.249.031,10
Comptes d'ouvertures de crédits (Dexia)	+	0,00
Compte à vue (Fortis)	+	11.072,37
Compte épargne plus (Fortis)	+	1.000.000,00
Compte épargne (Fortis)	+	10.066.676,94
Compte postchèque	+	8.500,00
Caisse centrale Receveur	+	43.995,84
		-----
		15.407.338,20

L'avoir positif de 15.407.338,20 € a été justifié.

Proces-verbaal van kasnazicht - 3de trimester 2012.

**DE RAAD,**

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

**NEEMT AKTE,**

Van het proces-verbaal van onderzoek der gemeentekas opgemaakt op **30 september 2012**;

Op deze datum zag het saldo van de verschillende rekeningen er als volgt uit :

Rekening-courant (Dexia)	+	21.033,20
Rekening toelagen en leningsgelden (Dexia)	+	7.028,75
Rekeningboekje (Dexia)	+	4.249.031,10
Kredietopeningen rekeningen (Dexia)	+	0,00
Zichtrekening (Fortis)	+	11.072,37
Spaarrekening plus (Fortis)	+	1.000.000,00
Spaarrekening ( Fortis)	+	10.066.676,94
Postchequerekening	+	8.500,00
Centrale kas Ontvanger	+	43.995,84
		-----

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

		15.407.338,20
--	--	---------------

Het positief vermogen van 15.407.338,20 € werd verantwoord.

Monsieur Englebert donne les explications sur le point SCA 7 : il s'agit de 119 lots, il commence à les énumérer. Le point est adopté.

Mijnheer Englebert geeft uitleg over punt CAD 7 : het betreft 119 loten, hij begint ze op te sommen.  
Het punt wordt goedgekeurd

*Article 34 – Artikel 34*

Cultes : Monsieur Résimont pose la question traditionnelle en début de chaque législature : on demande à chaque conseiller de prendre position sur les dossiers « Cultes ». Il s'explique : quand il y a une intervention financière de la commune, l'administration propose un avis défavorable et quand il n'y a pas d'intervention financière, l'administration propose un avis favorable. Il demande la position des conseillers. Madame Gelas dit que le Groupe MR suivra l'avis de l'administration. Monsieur Van Roy dit qu'il votera contre. Le groupe Ecolo va se concerter et donnera sa position lors de la prochaine séance. Le CDH émettra toujours un avis favorable, même si intervention financière de la commune doit avoir lieu. Les groupes PS et FDF suivent l'avis de l'administration. Monsieur le Bourgmestre résume :

Pour les prochaines séances : FDF, PS et MR suivront l'avis de l'administration, Monsieur Van Roy s'abstiendra toujours, le CDH votera toujours favorable et ECOLO donnera sa position la prochaine fois.

Erediensten : Mijnheer Résimont stelt de traditionele vraag aan het begin van elke legislatuur : men vraagt aan elk raadslid een standpunt in te nemen over de dossiers « Erediensten ». Hij legt uit : wanneer er een financiële tussenkomst van de gemeente is, stelt het bestuur een ongunstig advies voor en wanneer er geen financiële tussenkomst is, stelt het bestuur een gunstig advies voor. Hij vraagt het standpunt van de raadsleden. Mevrouw Gelas zegt dat de Groep MR het advies van het bestuur zal volgen. Mijnheer Van Roy zegt dat hij tegen zal stemmen. De groep Ecolo gaat overleg plegen en zal zijn standpunt bekendmaken tijdens de volgende zitting. De CDH zal steeds een gunstig advies uitbrengen, zelfs indien er een financiële tussenkomst van de gemeente nodig is. De groepen PS en FDF volgen het advies van het bestuur.

Mijnheer de Burgemeester vat samen :

Voor de volgende zittingen : FDF, PS en MR volgen het advies van het bestuur, Mijnheer Van Roy zal zich steeds onthouden, de CDH zal steeds voor stemmen en ECOLO geeft zijn standpunt de volgende keer.

Finances - Communauté israélite Chaaré Tzion - Modifications de la circonscription et du pourcentage des interventions communales.

LE CONSEIL,

Vu l'article 256 de la nouvelle loi communale ;

Attendu qu'en date du 7 mars 2006, le Consistoire Israélite de Belgique a sollicité la reconnaissance par les autorités civiles de Bruxelles de la Communauté israélite « Chaaré Tzion » (créée rue de Boetendaal), ayant comme circonscription les territoires des communes de Forest, Anderlecht, Ixelles, Uccle, Molenbeek-St-Jean ;

Attendu que le nombre de fidèles (300) résidant à l'intérieur de cette circonscription justifiait la reconnaissance de cette paroisse avec une fonction de desservant : Uccle : 216 âmes - Forest : 66 âmes - Ixelles : 9 âmes - Molenbeek : 3 âmes - Anderlecht : 6 âmes ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Attendu que notre Conseil communal en date du 06 février 2007 a émis un avis favorable à la demande de reconnaissance de la communauté israélite « Chaaré Tzion » et la fixation du pourcentage d'intervention forestoise à 22% ;

Attendu qu'en date du 10 mai 2007, la Région de Bruxelles-Capitale a reconnu officiellement la communauté israélite « Chaaré Tzion » à Uccle ;

Attendu qu'en date du 27 février 2012, le Consistoire israélite de Belgique a indiqué à la commune d'Uccle que la Communauté israélite « Chaaré Tzion » n'a plus comme circonscription que les territoires des communes d'Uccle et Forest ;

Attendu qu'actuellement, le nombre de fidèles pour cette circonscription est passé de 300 à 1005 qui se répartissent comme suit : 75% pour la commune d'Uccle (754) et 25% pour la commune de Forest (251) ;

**DECIDE :**

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de tutelle :

- de la nouvelle circonscription formée des territoires des communes d'Uccle et de Forest ;
- de la fixation du nouveau pourcentage d'intervention communale forestoise à 25%.

**FINANCIËN - Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion - Wijzigingen van het district en van het percentage van de gemeentelijke tussenkomsten.**

**DE RAAD,**

Gelet op artikel 256 van de nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat de Israëlitische Consistorie van België op 7 maart 2006 de erkenning door de burgelijke overheden van Brussel aangevraagd heeft van de Israëlitische gemeenschap « Chaaré Tzion » (gesticht in de Boetendaelstraat) met als district de grondgebieden van de gemeenten Vorst, Anderlecht, Elsene, Ukkel en Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat het aantal gelovigen (300) die binnen dit district verblijven de erkenning van deze parochie rechtvaardigde met een functie als bedienaar : Ukkel : 216 zielen - Vorst : 66 zielen - Elsene : 9 zielen - Molenbeek : 3 zielen - Anderlecht 6 zielen ;

Overwegende dat onze Gemeenteraad op datum van 06 februari 2007 een gunstig advies heeft uitgebracht over de aanvraag tot erkenning van de Israëlitische gemeenschap « Chaaré Tzion » en de vaststelling van het percentage van de Vorstse tussenkomst op 22% ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op datum van 10 mei 2007 de Israëlitische gemeenschap « Chaaré Tzion » officieel erkend heeft in Ukkel ;

Overwegende dat de Israëlitische Consistorie van België op 27 februari 2012 aan de gemeente Ukkel meegedeeld heeft dat de Israëlitische gemeenschap « Chaaré Tzion » als district enkel nog de grondgebieden bestrijkt van de gemeenten Ukkel en Vorst ;

Overwegende dat het aantal gelovigen voor dit district momenteel gestegen is van 300 tot 1005 en als volgt verdeeld wordt : 75 % voor de gemeente Ukkel (754) en 25% voor de gemeente Vorst (251) ;

**BESLIST :**

Een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

- van het nieuwe district gevormd door de grondgebieden van de gemeente Ukkel en Vorst ;
- van de vaststelling van het nieuwe percentage van de gemeentelijke tussenkomst van Vorst op 25 %.

*Article 35 – Artikel 35*

Finances - Communauté israélite Chaare Tzion - Budgets et comptes.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu les budgets et comptes de la Communauté israélite Chaaré Tzion, arrêtés comme suit :

<b>Année</b>	<b>Budget</b>	<b>Compte</b>
2006	---	Déficit : 7.923,12 €
2007	Equilibre sans intervention communale	Déficit : 27.043,14 €
2008	Equilibre sans intervention communale	Déficit : 12.864,92 €
2009	Equilibre sans intervention communale	Déficit : 27.710,57 €
2010	Equilibre sans intervention communale	Déficit : 15.722,22 €
2011	Equilibre sans intervention communale	---

Attendu que les budgets pour les exercices allant de 2007 à 2011 qui ont été transmis par la communauté israélite Chaaré Tzion se clôturent en équilibre sans aucune intervention communale ;

Attendu que les communes ne sont pas tenues d'intervenir dans les déficits des comptes des communautés religieuses ;

Considérant que conformément à l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Uccle, siège de l'église ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de tutelle des budgets 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 de la communauté israélite Chaaré Tzion ;

D'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de tutelle des comptes 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 de la communauté israélite Chaaré Tzion.

FINANCIËN - Israëlitische Gemeenschap Chaaré Tzion - Begroting en rekeningen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken ;

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de begroting en de rekeningen van de Israëlitische Gemeenschap Chaaré Tzion, als volgt vastgesteld :

<b><u>Jaar</u></b>	<b><u>Begroting</u></b>	<b><u>Rekening</u></b>
2006	---	Tekort : 7.923,12 €
2007	Evenwicht zonder gemeentelijke tussenkomst	Tekort : 27.043,14 €
2008	Evenwicht zonder gemeentelijke tussenkomst	Tekort : 12.864,92 €
2009	Evenwicht zonder gemeentelijke tussenkomst	Tekort : 27.710,57 €
2010	Evenwicht zonder gemeentelijke tussenkomst	Tekort : 15.722,22 €
2011	Evenwicht zonder gemeentelijke tussenkomst	---

Overwegende dat de begrotingen voor de dienstjaren van 2007 tot 2011, voorgelegd door de Israëlitische gemeenschap, in evenwicht afgesloten werden zonder enige gemeentelijke tussenkomst;

Overwegende dat de gemeenten niet verplicht zijn om tussen te komen in de tekorten van de rekeningen van de religieuze gemeenschappen;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Ukkel, zetel van de kerk, onderzocht werden ;

**BESLIST :**

Een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de begrotingen 2007, 2008, 2009, 2010 en 2011 van de Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion;

Een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring door de toezichthoudende overheid van de rekeningen 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 van de Israëlitische gemeenschap Chaaré Tzion;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 36 – Artikel 36**

Finances - Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation - Compte 2011.

**LE CONSEIL,**

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2011 de la Fabrique de l'Eglise Notre-Dame de l'Annonciation, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
<b>RECETTES</b>	21.531,00 €	16.501,76 €	38.032,76 €
<b>DEPENSES</b>	47.280,22 €	6.712,74 €	34.947,52 €

EXCEDENT: 3.085,24 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

Considérant toutefois que suite à la correction apportée par la Commune d'Ixelles au compte, celui-ci se clôture avec un solde négatif de 15.960,20 € ;

**DECIDE:**

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du compte 2011 de la Fabrique de l'église Notre-Dame de l'Annonciation.

**FINANCIËN - Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouwboodschap - Rekening 2011.**

**DE RAAD,**

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18/07/02 en 19/02/04, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken ;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

Gelet op de rekening 2011 van de kerkfabriek van O.L.V. Boodschap, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

ONTVANGSTEN	21.531,00 €	16.501,76 €	38.032,76 €
UITGAVEN	47.280,22 €	6.712,74 €	34.947,52 €

**OVERSCHOT: 3.085,24 €**

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, werden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

Overwegende dat als gevolg van de wijzigingen aangebracht aan de rekening door de gemeente Elsene, deze echter afgesloten wordt met een negatief saldo van 15.960,20 € ;

**BESLIST:**

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2011 van de kerkfabriek van O.L.V. Boodschap.

*Article 37 – Artikel 37*

Madame van Zeeland trouve que le montant pour l'abri de sel est particulièrement élevé, vu les autres priorités. Monsieur Loewenstein explique que c'est un abri avec toit rétractable afin de pouvoir charger plus vite avec le grappin.

Monsieur Ghysels explique que par manque de matériel efficace, les ouvriers mettent beaucoup de temps à charger le sel ; qu'il y a donc danger pour la sécurité routière si le déneigement ne peut se faire vite.

Les hommes doivent souvent se lever à trois heures du matin. Il faudrait leur rendre une certaine reconnaissance aujourd'hui car le déneigement s'est fait d'une façon très efficace par rapport aux communes voisines. L'abri rendra leur travail un peu moins difficile.

Madame van Zeeland répond qu'à l'exception de deux rues, le déneigement était très bien organisé à Forest. Elle félicite les ouvriers communaux. Elle dit qu'elle est consciente des difficultés qu'ils rencontrent. Mais elle précise que le groupe interviendra chaque fois quand il estimera que les dépenses ne sont pas prioritaires.

Monsieur Loewenstein et Monsieur Ghysels sont d'accord et ils s'engagent à justifier les choix.

Mevrouw van Zeeland vindt dat het bedrag voor de zoutloods bijzonder hoog is, gezien de andere prioriteiten. Mijnheer Loewenstein legt uit dat het een loods is met schuifdak opdat er sneller geladen zou kunnen worden met de grijper.

Mijnheer Ghysels legt uit dat bij gebrek aan doeltreffend materiaal, de arbeiders er lang over doen om het zout te laden ; dat er dus gevaar is voor de verkeersveiligheid indien het sneeuwruimen niet snel kan gebeuren.

De mannen moeten vaak om drie uur 's ochtends opstaan. We moeten hen vandaag een zekere erkenning geven want het sneeuwruimen werd zeer doeltreffend uitgevoerd ten opzichte van de buurgemeenten. De loods zal hun werk wat minder moeilijk maken.

Mevrouw van Zeeland antwoordt dat met uitzondering van twee straten, het sneeuwruimen heel goed georganiseerd was in Vorst. Ze feliciteert de gemeentelijke arbeiders. Ze zegt dat ze zich bewust is van de moeilijkheden die ze ondervinden. Maar ze verduidelijkt dat de groep telkens zal tussenkomen wanneer ze vindt dat de uitgaven niet prioritair zijn.

Mijnheer Loewenstein en Mijnheer Ghysels zijn akkoord en verbinden zich ertoe om de keuzen te verantwoorden.

Marchés publics - Abri pour le sel routier: fourniture et placement - 2012-T-053 - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 18 octobre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Abri pour le sel routier : fourniture et placement - 2012-T-053 », conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 60.500,00 €, 21 % de TVA comprise ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 421/735-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 18 octobre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « Abri pour le sel routier : fourniture et placement - 2012-T-053 » et arrêtant le cahier spécial des charges ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 421/735-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Lokaal voor het wegezout:levering en plaatsing - 2012-T-053 - Gunningwijze - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

**DE RAAD,**

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 18 oktober 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningwijze van de opdracht "Lokaal voor het wegezout:levering en plaatsing - 2012-T-053", overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 60.500,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 421/735-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningwijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**BESLIST:**

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 18 oktober 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp «Lokaal voor het wegenzout:levering en plaatsing – 2012-T-053 » en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 421/735-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

*Article 38 – Artikel 38*

Monsieur Rongé intervient : il a l'impression que la commune dispose de trop d'argent et qu'elle a donc décidé d'installer des ralentisseurs ; à certains endroits, les ralentisseurs sont enlevés, alors qu'ils y sont nécessaires et à d'autres endroits il n'y en a pas alors qu'ils y seraient indispensables pour la sécurité.

Monsieur Englebert explique qu'il s'agit ici d'achats pour des aménagements futurs.

Monsieur Rongé répond qu'il faut les placer où c'est nécessaire et pas n'importe où. Monsieur Ghysels explique que l'avis de la police est aussi sollicité. Il précise aussi que le radar mobile de la police ne sort quasiment jamais sur Forest, mais qu'à partir de février, il sera une fois par semaine sur le territoire forestois. Un communiqué de presse sortira à ce sujet.

Monsieur Hacken demande la liste des aménagements pour 2013. Monsieur Englebert précise que la liste n'est pas encore définitive.

Monsieur Borcy dit qu'il comprend qu'on doit ralentir la vitesse, mais qu'il faut aussi être attentif à ce que les ralentisseurs ne causent pas de dégâts aux amortisseurs des voitures. Monsieur le Bourgmestre est d'accord, mais précise que les ralentisseurs ne peuvent pas perdre de leur efficacité. Madame van Zeeland dit qu'il y des normes depuis 2005 et que certains ralentisseurs datent peut-être d'avant 2005. Elle veut savoir si les ralentisseurs sont du type « Coussins Berlinois ». Ce type entraîne la perte de places de parking.

Monsieur Loewenstein répond qu'il s'agit de 20 Coussins Berlinois et qu'il est aussi sensible à la perte des places de parking. Ceci est le cas dans les rues à sens unique.

Pour les voiries en grande pente il y des avis négatifs.

Mijnheer Rongé komt tusen : hij heeft de indruk dat de gemeente over te veel geld beschikt en dat ze dus beslist heeft om verkeersdempels te plaatsen ; op bepaalde plaatsen worden de verkeersdempels verwijderd terwijl ze er absoluut nodig zijn en op andere plaatsen zijn er geen terwijl ze er noodzakelijk zijn voor de veiligheid.

Mijnheer Englebert legt uit dat het hier gaat om aankopen voor toekomstige inrichtingen.

Mijnheer Rongé antwoordt dat ze geplaatst moeten worden waar nodig en niet eerder waar.

Mijnheer Ghysels legt uit dat er ook advies aan de politie gevraagd wordt. Hij verduidelijkt tevens dat de mobiele radar van de politie haast nooit gebruikt wordt in Vorst, maar dat hij vanaf februari één keer per week op het grondgebied van Vorst zal staan. Er zal hierover een persbericht verschijnen.

Mijnheer Hacken vraagt de lijst met inrichtingen voor 2013. Mijnheer Englebert verduidelijkt dat de lijst nog niet definitief is.

Mijnheer Borcy zegt dat hij begrijpt dat men trager moet rijden, maar dat men ook aandachtig moet zijn dat de verkeersdempels geen schade toebrengen aan de schokdempers van de wagens. Mijnheer de Burgemeester gaat akkoord, maar verduidelijkt dat de verkeersdempels hun doeltreffendheid niet mogen verliezen.

Mevrouw van Zeeland zegt dat er sinds 2005 normen bestaan en dat sommige verkeersdempels misschien dateren van vóór 2005. Ze wil weten of de verkeersdempels van het type « Berlijns kussen » zijn. Dit type veroorzaakt verlies van parkeerplaatsen.

Mijnheer Loewenstein antwoordt dat het gaat om 20 Berlijnse kussens en dat hij ook gevoelig is voor het verlies van parkeerplaatsen. Dit is het geval in de straten met eenrichtingsverkeer.

Voor de wegen met groot hellend vlak zijn er negatieve adviezen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**LE CONSEIL,**

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 08 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Aménagement de dispositifs ralentisseurs - 2012-T-058 », conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 80.000,00 €, 21 % de TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 421/731-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 08 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « Aménagement de dispositifs ralentisseurs - 2012-T-058 » et arrêtant le cahier spécial des charges ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 421/731-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Aanleg van verkeersdrempels - 2012-T-058 - Gunningswijze - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving. #

**DE RAAD,**

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 08 november 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

van de opdracht “Aanleg van verkeersdrempels – 2012-T-058”, overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 80.000,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 421/731-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

**BESLIST:**

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 08 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Aanleg van verkeersdrempels – 2012-T-058 » en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

*Article 39 – Artikel 39*

Marchés publics - Elagage et abattage d'arbres dans les parcs - 2012-T-057 - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information. #

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 08 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Elagage et abattage d'arbres dans les arbres - 2012-T-057 », conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 60.000,00 €, 21 % de TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 766/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

DECIDE:

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 08 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « Elagage et abattage d'arbres dans les parcs - 2012-T-057 » et arrêtant le cahier spécial des charges ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 766/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Vellen en snoeien van bomen in de parken - 2012-T-057 - Gunningswijze - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanname van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 08 november 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Vellen en snoeien van bomen in de parken - 2012-T-057”, overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 60.000,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 766/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

**BESLIST:**

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 08 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Vellen en snoeien van bomen in de parken - 2012-T-057» en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 766/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

**Article 40 – Artikel 40**

Marchés Publics - Installation d'une alarme intrusion au service horodateur - 2012-T-060 - Mode de passation - Cahier Spécial des charges -Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC – Information.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 15 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché «Installation d'une alarme intrusion au service horodateur 2012-T-060 », conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 4.500,00, 21 % de TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 424/724-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 15 novembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet «Installation d'une alarme intrusion au service horodateur 2012-T-060 » et arrêtant le cahier spécial des charges ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 424/724-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Installatie van een alarmsysteem op de dienst parkeermeters - 2012-T-060 - Gunningswijze - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 15 november 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Installatie van een alarmsysteem op de dienst parkeermeters – 2012-T-060”, overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 4.500,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 424/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

BESLIST:

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 15 november 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp «Installatie van een alarmsysteem op de dienst parkeermeters – 2012-T-060 » en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 424/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 41 – Artikel 41**

Marchés Publics - 2012-S-052 - Mission d'avis technique - Fermeture des trous de cuves - Procédure négociée sans publicité sur simple facture acceptée - Dépense inférieure à 5.500 € HTVA - Revu.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement l'article 17 § 2 1<sup>o</sup>a) ainsi que ses applications ;

Vu l'article 234 al. 3 de la NLC ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 25 octobre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « 2012-S-052 – Mission d'avis technique – Fermeture des trous de cuves – Brasserie Wielemans Ceuppens – Revu », conformément à l'article 17 § 2 1<sup>o</sup>a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 4.779,50 €, 21% de TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 930/615-51 du service extraordinaire de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la NLC, le Conseil communal doit être informé des décisions prises par le Collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix de mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'article 17 § 2 1<sup>o</sup>a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

DECIDE :

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevin en séance du 25 octobre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1<sup>o</sup>a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « 2012-S-052- Mission d'avis technique – Fermeture des trous de cuves – Brasserie Wielemans Ceuppens – Revu » et arrêtant le cahier spécial des charges ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 930/615-51 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - 2012-S-052 - Opdracht voor technisch advies - Afsluiting van de opening van de kuipen - Brouwerij Wielemans Ceuppens - Onderhandelingsprocedure zonder publiciteit op basis van een factuur - Uitgave kleiner dan 5,500 € BBTW - Herziëning.

DE RAAD,

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 25 oktober 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “2012-S-052 - Opdracht voor technisch advies - Afsluiting van de opening van de kuipen - Brouwerij Wielemans Ceuppens - Herziening ”, overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 4.779,50 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 930/615-51 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

**BESLIST:**

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 25 oktober 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp «2012-S-052 - Opdracht voor technisch advies - Afsluiting van de opening van de kuipen - Brouwerij Wielemans Ceuppens - Herziening » en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 930/615-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

*Article 42 – Artikel 42*

Monsieur Chapelle se demande si ce ravalement est un choix conscient ? Est-ce que c'est une priorité ?

Madame van Zeeland a la même question.

Monsieur Loewenstein dit que c'est l'exécution du budget 2012.

Monsieur Ghysels explique qu'il faut aussi faire le choix : veut-on laisser vivre la concierge dans une maison où il y a tellement de moisissure qu'elle en a des crises d'asthme, ou est-ce que ne doit-on pas de temps en temps faire quelque chose pour notre personnel ?

Madame Richard explique qu'on a frôlé un arrêté de fermeture d'insalubrité et qu'une concierge à cet endroit est absolument indispensable.

Madame van Zeeland précise qu'elle avait compris le mot ravalement comme « nettoyage » et que maintenant qu'elle a eu les explications, elle trouve bien évidemment que ces travaux sont nécessaires. On aurait peut-être dû mettre plus d'explications dans les considérants, la question ne se serait même pas posée.

Mijnheer Chapelle vraagt zich af of de gevelreiniging een bewuste keuze is ? Is dit een prioriteit ? Mevrouw van Zeeland heeft dezelfde vraag.

Mijnheer Loewenstein zegt dat dit de uitvoering van de begroting 2012 is.

Mijnheer Ghysels legt uit dat er een keuze gemaakt moet worden : willen we de conciërge laten leven in een huis waar zoveel schimmel is dat ze er astma-aanvallen van krijgt, of moeten we af en toe niet eens iets doen voor ons personeel ?

Mevrouw Richard legt uit dat we maar net een sluitingsbesluit wegens onbewoonbaarheid vermeden hebben en dat een conciërge op deze plaats absoluut noodzakelijk is.

Mevrouw van Zeeland verduidelijkt dat ze het woord gevelreiniging begrepen had als « schoonmaak » en dat ze nu ze de uitleg gekregen heeft, uiteraard vindt dat deze werken nodig zijn. Men had misschien meer uitleg in de overwegingen moeten plaatsen, want dan zou de vraag zelfs niet gesteld zijn.

Marchés publics - Ravalement des 4 façades de la conciergerie du centre technique, chaussée de Bruxelles 112 à 1190 Forest - 2012-T-051 - Mode de passation - Cahier spécial des charges - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 27 septembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Ravalement des 4 façades de la conciergerie du centre technique, chaussée de Bruxelles 112 à 1190 Forest - 2012-T-051 », conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 50.000,00 €, 21 % de TVA comprise ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 138/724-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;  
**DECIDE:**

**Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 27 septembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « Ravalement des 4 façades de la conciergerie du centre technique - 2012-T-051 » et arrêtant le cahier spécial des charges ;**

**Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 138/724-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;**

**Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.**

**Overheidsopdrachten - Reiniging van de 4 gevels van de concièrgewoning van het technisch centrum, Brusselsesteenweg 112 te Vorst - 2012-T-051 - Gunningswijze - Bijzonder bestek - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving. #**

**DE RAAD,**

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 27 september 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht "Reiniging van de 4 gevels van de concièrgewoning van het technisch centrum, Brusselsesteenweg 112 te 1190 Vorst - 2012-T-051", overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 50.000,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 138/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**BESLIST:**

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 27 september 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Reiniging van de 4 gevels van de conciergewoning van het technisch centrum, Brusselsesteenweg 112 te 1190 Vorst - 2012-T-051» en waarbij het bij het dossier gevoegde bijzondere bestek vastgesteld wordt;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 138/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

*Article 43 – Artikel 43*

Monsieur Rongé demande qu'elle est la différence entre l'article 43 et l'article 47

Monsieur Loewenstein répond qu'il s'agit de chaudières différentes dans des appartements différents.

Mijnheer Rongé vraagt wat het verschil is tussen artikel 43 en artikel 47.

Mijnheer Loewenstein antwoordt dat het om verschillende verwarmingsketels gaat in verschillende appartementen.

Marchés publics - Remplacement d'une chaudière rue de Belgrade 84 - 2012-F-061 - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.

**LE CONSEIL**

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'art 17 § 2 1° a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 06 décembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché relatif au remplacement d'une chaudière, rue de Belgrade 84, conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal admet la dépense pourvue par le collège des bourgmestre et échevins, lors de sa décision du 06 décembre 2012 ;

**DECIDE:**

Art 1 : de prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 06 décembre 2012, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remplacement d'une chaudière, rue de Belgrade 84 - 2012-F-061 », conformément à l'article 17, §2, 1° a) de la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics ;

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;

- de désigner la société SANISTOCK, rue Van Schoor 86 à 1030 Bruxelles, pour la réalisation de ce marché ;

- d'inscrire la dépense de 884,88 € TVAC à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2012 ;

- de financer la dépense par un emprunt ;

Art 2 : d'admettre la dépense de 884,88 € TVAC relative au présent marché, de l'inscrire à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2012 et de la financer par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 84 - 2012-F-061 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave. #

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17, § 2, 1° a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 06 december 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 84 – 2012-F-061», conform artikel 17 § 2 1° a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het college van burgemeester en schepenen in zijn beslissing van 06 december 2012;

BESLIST:

Art 1 : akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 06 december 2012, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 84 – 2012-F-061», conform artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorspelbare noodzaak;
- de firma SANISTOCK, Van Schoorstraat, 86 te 1030 Brussel aan te duiden voor de uitvoering van deze opdracht;
- de uitgave van 884,88 € incl. BTW in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
- de uitgave te financieren door een lening;

Art 2 : in te stemmen met de uitgave van 884,88 € incl. BTW met betrekking tot de huidige opdracht, ze in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 en ze door een lening te financieren.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 44 – Artikel 44**

Marchés Publics - Remplacement d'une chaudière rue de Belgrade 78 (3ème étage) - 2012-F-062 - Application de l'article 249 NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services notamment l'article 17 § 2 1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 06 décembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché relatif au remplacement d'une chaudière, rue de Belgrade 78 (3<sup>ème</sup> étage) conformément à l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la NLC, le Conseil communal admet la dépense pourvue par le Collège des bourgmestre et échevins, lors de sa décision du 06 décembre 2012 ;

**DECIDE :**

Art 1 : De prendre acte de la décision du Collège des bourgmestre et échevins en séance du 06 décembre 2012, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remplacement d'une chaudière, Rue de Belgrade 78 (3<sup>ème</sup> étage) – 2012-F-062 », conformément à l'article 17 §2 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics ;
- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;
- de désigner la société DYBRAY Marvin, Rue Francisco Ferrer 36 à 6181 Gouy-lez-Piétons, pour la réalisation de ce marché ;
- d'inscrire la dépense de 2.203,21 TVAC à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2012 ;
- de financer la dépense par un emprunt ;

Art 2 : D'admettre la dépense de 2.203,21 € TVAC relative au présent marché, de l'inscrire à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2012 et de la financer par un emprunt .

Overheidsopdrachten - Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 78 (3de verdieping) - 2012-F-062 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17 §2 1° a) evenals haar toepassingsbesluiten ;

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 06 december 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78 (3de verdieping) – 2012-F-062 », conform artikel 17 § 2 1° a) van de wet van 24 december 1993 ;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het College van Burgemeester en schepenen in zijn beslissing van 06 december 2012 ;

**BESLIST :**

Art 1 : Akte te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 06 december 2012, waarin beslist werd om ;

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel, Belgradostraat 78 (3de verdieping) – 2012-F-062 », conform artikel 17 § 2 1° a) van de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten ;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorspelbare noodzaak ;
- de firma DUBRAY Marvin, rue Francisco Ferrer 36 te 6181 Gouy-lez-Piétons aan te duiden voor de uitvoering van deze opdracht ;
- de uitgave van 2.203,21 € incl. BTW in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ;
- de uitgave te financieren door een lening ;

Art 2 : In te stemmen met de uitgave van 2.203,21 € incl. BTW met betrekking tot de huidige opdracht, ze in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 en ze door een lening te financieren.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 45 – Artikel 45**

Marchés Publics - Ecole 9 - Rénovation intérieure - 2012-T-013 - Ajout d'un PPSS.

**LE CONSEIL,**

Vu sa décision du 25 septembre 2012 relative à l'approbation des conditions et du mode de passation du marché de travaux pour la rénovation intérieure de l'Ecole 9 ;

Vu l'arrêté de non-approbation du 12 novembre 2012 de l'Administration des Pouvoirs Locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux conditions du marché de travaux pour la rénovation intérieure de l'Ecole 9 et demandant l'ajout d'un Plan Particulier Sécurité Santé.

Considérant que cet ajout ne modifie en rien les conditions, le mode de passation, l'estimation et les crédits prévus pour le marché.

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 22 novembre 2012 prenant acte de l'arrêté de non-approbation et décider de rajouter un Plan Particulier Sécurité Santé, conforme à l'A.R. du 25 janvier 2001, au Cahier Spécial des Charges ;

**DECIDE,**

Art 1er : De prendre acte de l'arrêté de non-approbation du 12 novembre 2012 de l'Administration des Pouvoirs Locaux du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux conditions du marché de travaux pour la rénovation de l'Ecole 9 ;

Art 2 : De rajouter un Plan Particulier Sécurité Santé, conforme à l'Arrêté Royal du 25 janvier 2001, au Cahier spécial des charges ;

Overheidsopdrachten - School 9 - Binnenrenovatie- 2012-T-013 -Toevoeging van een Bijzonder Veiligheids en Gezondheidsplan.

**DE RAAD,**

Gelet op zijn beslissing van 25 september 2012 betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze van de opdracht voor aanneming van werken voor de binnenrenovatie van School 9 ;

Gelet op het besluit van niet-goedkeuring van 12 november 2012 van het bestuur der plaatselijke besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de lastvoorwaarden van de opdracht voor aanneming van werken voor de binnenrenovatie van School 9 en waarin de toevoeging van een Bijzonder Veiligheids- en Gezondheidsplan gevraagd wordt.

Overwegende dat deze toevoeging geen enkele wijziging aanbrengt in de lastvoorwaarden, de gunningswijze, de raming en de kredieten voorzien voor deze opdracht.

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 22 november 2012 om akte te nemen van het besluit van niet-goedkeuring en waarin beslist werd om, conform het K.B. van 25 januari 2001, een Bijzonder Veiligheids- en Gezondheidsplan aan het Bijzondere Bestek toe te voegen ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

BESLIST,

Art 1 : Akte te nemen van het besluit van niet-goedkeuring van 12 november 2012 van het bestuur der plaatselijke besturen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de lastvoorwaarden van de opdracht voor aanneming van werken voor de binnenrenovatie van School 9 ;

Art 2 : Een Bijzonder Veiligheids- en Gezondheidsplan, conform het K.B. van 25 januari 2001, aan het Bijzondere Bestek toe te voegen.

*Article 46 – Artikel 46*

Monsieur Borcy dit qu'il avait été prévu que les travaux soient réalisés pour l'ouverture de la prochaine saison. Il se demande si c'est possible, alors qu'on n'est aujourd'hui qu'au stade de la mission de géomètre.

Monsieur Loewenstein précise que la mission est exécutée et que la désignation de l'entrepreneur est à la tutelle. On attend le bon de commande vers le 20 février.

Les travaux auront lieu dans le courant de mars et avril. Les services sont en contact avec la direction de Forest Domaine.

Mijnheer Borcy zegt dat voorzien was dat de werken uitgevoerd werden tegen de opening van het volgende seizoen. Hij vraagt zich af of dit mogelijk is, aangezien we ons vandaag slechts in het stadium van de opdracht van geometer bevinden.

Mijnheer Loewenstein verduidelijkt dat de opdracht uitgevoerd wordt en dat de aanstelling van de ondernemer bij de toezichthoudende overheid is. We verwachten de bestelbon rond 20 februari. De werken zullen plaatsvinden in de loop van maart en april. De diensten hebben contact met de directie van Vorst Domein.

Marchés publics - Mission du géomètre - Talus - Tennis communaux - 2012-S-050 - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Information.

**LE CONSEIL,**

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 septembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Mission du géomètre – Talus – Tennis communaux 2012-S-050 », conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense relative à ce marché est estimée à 1.400,00 €, 21 % de TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette future dépense est inscrit à l'article budgétaire 124/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Considérant que conformément à l'article 234 al. 3 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal doit être informé des décisions prises par le collège des bourgmestre et échevins, en matière du choix du mode de passation des marchés publics, traités par procédure négociée sans publicité en application de l'art. 17, par. 2, 1°, a) de la loi du 24 décembre 1993 ;

**DECIDE:**

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 20 septembre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour le marché ayant pour objet « Mission du géomètre – Talus – Tennis communaux 2012-S-050 » ;

Art 2 : D'inscrire la dépense estimée pour ce marché à l'article 124/725-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 ;

Art 3 : De financer la dépense par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Opdracht van de geometer - Bermen - Gemeentelijke tennisterreinen - 2012-S-050 - Gunningswijze - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 20 september 2012, om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht “Opdracht van de geometer - Bermen - Gemeentelijke tennisterreinen – 2012-S-050”, overeenkomstig artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht geraamd wordt op 1.400,00 €, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet voor deze toekomstige uitgave ingeschreven is op begrotingsartikel 124/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het jaar 2012;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234, 3<sup>de</sup> lid van de nieuwe gemeentewet, de Gemeenteraad op de hoogte gebracht moet worden van de beslissingen die door het college van burgemeester en schepenen worden genomen inzake de keuze van de gunningswijze van de overheidsopdrachten die behandeld worden via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in toepassing van artikel 17 § 2.1°a) van de wet van 24 december 1993;

BESLIST:

Art. 1 : Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 20 september 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de opdracht met als voorwerp « Opdracht van de geometer - Bermen - Gemeentelijke tennisterreinen – 2012-S-050»;

Art 2 : De geraamde uitgave voor deze opdracht in te schrijven op artikel 124/725-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Art 3 : De uitgave te financieren door een lening.

*Article 47 – Artikel 47*

Madame van Zeeland se demande s'il n'y a pas de risque de scission de marché public car il s'agit du même objet dans le même bâtiment (voir article 44).

Mevrouw van Zeeland vraagt zich af of er geen risico bestaat op splitsing van de overheidsopdracht want het betreft hetzelfde voorwerp in hetzelfde gebouw (zie artikel 44).

Marchés publics - Remplacement d'une chaudière rue de Belgrade 78 - 2012-F-056 - Application de l'article 249 de la NLC - Admission de la dépense.

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'art 17 § 2 1° a) ainsi que ses arrêtés d'application ;

Vu l'article 249 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 18 octobre 2012 faisant choix de la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché relatif au remplacement d'une chaudière, rue de Belgrade 78, conformément à l'article 17§2 1° a) de la Loi du 24 décembre 1993 ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt ;

Considérant que conformément à l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le conseil communal admet la dépense pourvue par le collège des bourgmestre et échevins, lors de sa décision du 18 octobre 2012 ;

DECIDE:

Art 1 : de prendre acte de la décision du collège des bourgmestre et échevins en séance du 18 octobre 2012, décidant :

- de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché « Remplacement d'une chaudière, rue de Belgrade 78 - 2012-F-056 », conformément à l'article 17, §2, 1° a) de la loi du 24/12/1993 relative aux marchés publics ;

- de faire application de l'article 249 de la NLC en vertu de l'urgence impérieuse et imprévisible ;

- de désigner la société SANISTOCK, rue Van Schoor 86 à 1030 Bruxelles, pour la réalisation de ce marché ;

- d'inscrire la dépense de 800,00 € TVAC à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2012 ;

- de financer la dépense par un emprunt ;

Art 2 : d'admettre la dépense de 800,00 € TVAC relative au présent marché, de l'inscrire à l'article 922/724-60 du service extraordinaire du budget 2012 et de la financer par un emprunt.

Overheidsopdrachten - Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 78 - 2012-F-056 - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Instemming met de uitgave.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid artikel 17, § 2, 1° a) evenals haar toepassingsbesluiten;

Gelet op artikel 249 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 18 oktober 2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 78 – 2012-F-056», conform artikel 17 § 2 1° a) van de wet van 24 december 1993;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening;

Overwegende dat, conform artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, de gemeenteraad instemt met de uitgave voorzien door het college van burgemeester en schepenen in zijn beslissing van 18 oktober 2012;

BESLIST:

Art 1 : akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 18 oktober 2012, waarin beslist werd om:

- te kiezen voor de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht « Vervanging van een verwarmingsketel Belgradostraat 78 – 2012-F-056», conform artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24/12/1993 betreffende de overheidsopdrachten;
- artikel 249 van de NGW toe te passen krachtens de dringende en onvoorspelbare noodzaak;
- de firma SANISTOCK, Van Schoorstraat, 86 te 1030 Brussel aan te duiden voor de uitvoering van deze opdracht;
- de uitgave van 800,00 € incl. BTW in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;
- de uitgave te financieren door een lening;

Art 2 : in te stemmen met de uitgave van 800,00 € incl. BTW met betrekking tot de huidige opdracht, ze in te schrijven op artikel 922/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 en ze door een lening te financieren.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 48 – Artikel 48**

Petite Enfance - Acquisition d'un moteur pour une hotte industrielle - Crèche Les Lutins - Marché - Mode de passation - Application de l'article 249 de la NLC - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Considérant que le moteur de la hotte de la cuisine de la crèche « Les Lutins » sise 47, Rue Jef Devos est hors d'usage et irréparable ;

Attendu que la crèche est équipée, depuis peu, de détecteurs incendies ;

Considérant que le dysfonctionnement de la hotte entraîne un déclenchement intempestif de l'alarme incendie dans l'établissement ;

Considérant la situation d'urgence à réparer la hotte ;

Considérant que la dépense est estimée à +/- 720 euros (pièce et main d'œuvre comprises) ;

Vu l'article 249 de NLC ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses arrêtés d'exécution (particulièrement l'article 17§2 1°c) ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 28/12/2012 ;

DECIDE,

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 28/12/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17§21°c) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses arrêtés d'exécution (particulièrement l'article 17§2 1° c) et en application de l'article 249 de la NLC pour l'acquisition d'une hotte industrielle pour la crèche « Les Lutins » ;

De consulter trois firmes ;

D'inscrire la dépense estimée à 720 euros à l'article 844/744-51 du budget extraordinaire de 2012 ;

De financer la dépense par un emprunt.

Kleine Kinderen - Aankoop van een motor voor een industriële dampkap - Kinderdagverblijf Les Lutins - Opdracht - Gunningswijze - Toepassing van artikel 249 van de NGW - Akteneming.

DE RAAD,

Overwegende dat de motor van de dampkap van de keuken van het kinderdagverblijf « Les Lutins » gelegen Jef Devosstraat, 47 buiten gebruik en onherstelbaar is ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat het kinderdagverblijf sinds kort voorzien is van rookmelders ;  
Overwegende dat de slechte werking van de dampkap het brandalarm in de instelling doet afgaan ;

Overwegende de hoogdringendheid om de dampkap te herstellen ;

Overwegende dat de uitgave geraamd wordt op +/- 720 euro (wisselstukken en uurloon inbegrepen) ;

Gelet op artikel 249 van de NGW ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, alsook haar uitvoeringsbesluiten (inzonderheid artikel 17§2 1°c ) ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28/12/2012 ;

**BESLIST,**

Akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 28/12/2012 om te kiezen voor de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17§21°c) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, alsook haar uitvoeringsbesluiten (inzonderheid artikel 17§2 1°c ) en in toepassing van artikel 249 van de NGW voor de aankoop van een industriële dampkap voor het kinderdagverblijf “Les Lutins”;

Drie firma's te raadplegen ;

De uitgave geraamd op 720 euro in te schrijven op artikel 844/744-51 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ;

De uitgave te financieren door een lening.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 49 – Artikel 49**

Monsieur Rongé vote contre car il s'agit des années 2011-2012

Mijnheer Rongé stemt tegen want het gaat over de jaren 2011-2012

Dispositifs de Cohésion sociale - Signature de la convention n°2012/FR/0655 - FIPI 2012 entre le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et la Commission communautaire française (Cocof) d'une part, et la Commune de Forest d'autre part.

**LE CONSEIL,**

Vu l'avis officiel du 21 mai 2012 lançant l'appel à projet du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés 2012 ;

Vu le Conseil communal du 25 septembre 2012 (#007/25.07.2012/A/0006#) approuvant la répartition 2012 des enveloppes FIPI et cofinancement communal du programme communal de cohésion sociale ;

Considérant les courriers du 9 octobre 2012 de Charles Picqué, membre du collège de la Cocof chargé de la cohésion sociale, notifiant l'allocation de subsides au titre du FIPI, de 50.070 € sur la part de la Cocof et de 96 573 € sur la part loterienationale ;

Considérant le projet de convention n°2012/FR/0655 – FIPI 2012 proposé dans le cadre du Fonds d'Impulsion provenant des bénéfices nets de la Loterie nationale et cofinancé par la Cocof, créé pour financer des projets dans le cadre de la Politique des Immigrés, reçu à la Commune le 7 novembre 2012 ;

**DECIDE,**

De signer la convention n°2012/FR/0655 avec le Centre pour l'Egalité des chances et la Cocof relative au Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés 2011-2012.

Voorzieningen voor Sociale Cohesie - Ondertekening van de overeenkomst nr 2012/FR/0655 - IFMB 2012 tussen het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding en de Franse Gemeenschapscommissie (Cocof) enerzijds, en de Gemeente Vorst anderzijds. #

**DE RAAD,**

Gelet op het officiële bericht van 21 mei 2012 waarin door het Impulsfonds voor Migrantenbeleid 2012 opgeroepen wordt om projecten in te dienen ;

Gelet op de Gemeenteraad van 25 september 2012 (#007/25.07.2012/A/0006#) tot goedkeuring van de verdeling 2012 van de enveloppes IFMB en gemeentelijke cofinanciering van het gemeentelijk programma voor sociale cohesie ;

Overwegende de brieven van 9 oktober 2012 van Charles Picqué, lid van het college van de Cocof bevoegd voor sociale cohesie, waarin de toewijzing van subsidies betekend wordt op naam van het IFMB, voor 50.070 € over het deel van de Cocof en voor 96 573 € over het deel van de nationale loterij;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende het ontwerp van overeenkomst nr 2012/FR/0655 – IFMB 2012, voorgesteld in het kader van het Impulsfonds, gefinancierd met de netto-opbrengsten van de Nationale Loterij en medegefinancierd door de Franse Gemeenschapscommissie, opgericht om projecten in het kader van het Migrantenbeleid te financieren, ontvangen bij de Gemeente op 7 november 2012;

**BESLIST,**

De overeenkomst nr 2012/FR/0655 met het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en de Cocof betreffende het Impulsfonds voor Migrantenbeleid 2011-2012 te ondertekenen.

*Article 50 – Artikel 50*

Etat civil - Cimetière - Reprise de concessions suite à l'état d'abandon.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment l'article 117, al. 1 ;

Vu l'article 11 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;

Considérant qu'en date du 20 octobre 2011 un acte de l'Officier de l'Etat civil a constaté l'état d'abandon des tombes sur les terrains concédés désignés ci-après :

Dossier	Chemin	Terrain	Noms
154	2	28	Collette - Buzez
217	1	8	De Bie - Plaum
346	1	17	Deselys - Polak
530	2	3	Hallet Joseph
674	2	25	Lecocq - Lecocq
723	2	18	Mantia - Degive
724	2	17	Mantia – Dorbée
794	2	14	Moreaux Cécile
806	8	12	Manson - Albert
1012	2	29	Smets – Verhaegen
1068	2	30	Timmermans - Deveen
1174	2	32	Van Eeckhoudt - Seghers
123	8	18	Casier – Deké
135	1	11	Charlier – Leto
330	1	16	Depus – Nerinckx
352	1	18	De Smet – Blondeau
369	1	19	Devleeschouwer – Van Horen
415	1	21	Dubreucq– Mile
710	1	12	Loutre – Sel
720	8	14	Malaive – Vandeurksen
771	2	2	Michiels Henri
946	8	13	Roger – Douette – Courtin
958	1	13	Rousseau – Dethier
978	2	41bis	Sax – Decraene
1000	8	11	Sey Georges
1040	8	2	Steno – Wyns
1238	2	34	Van Zandycke – Staes
1256	2	35	Verschueren - Verspecht
7124	8	3	Depas Benjamin

Considérant que cet avis a été affiché sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière du 20 octobre 2011 au 20 novembre 2012 soit durant plus d'un an ;

Considérant que, à ce jour, les tombes sur les terrains concédés désignés ci-dessus n'ont pas été remises en état ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**ARRETE :**

De mettre fin, sans indemnité, au 31 janvier 2013, au droit à la concession portant sur les terrains désignés ci-après :

Dossier	Chemin	Terrain	Noms
154	2	28	Collette - Buvez
217	1	8	De Bie - Plaum
346	1	17	Deselys - Polak
530	2	3	Hallet Joseph
674	2	25	Lecocq - Lecocq
723	2	18	Mantia - Degive
724	2	17	Mantia – Dorbée
794	2	14	Moreaux Cécile
806	8	12	Manson - Albert
1012	2	29	Smets – Verhaegen
1068	2	30	Timmermans - Deveen
1174	2	32	Van Eeckhoudt - Seghers
123	8	18	Casier – Deké
135	1	11	Charlier – Leto
330	1	16	Depus – Nerinckx
352	1	18	De Smet – Blondeau
369	1	19	Devleeschouwer – Van Horen
415	1	21	Dubreucq – Mile
710	1	12	Loutre – Sel
720	8	14	Malaive – Vandeurzen
771	2	2	Michiels Henri
946	8	13	Roger – Douette – Courtin
958	1	13	Rousseau – Dethier
978	2	41bis	Sax – Decraene
1000	8	11	Sey Georges
1040	8	2	Steno – Wyns
1238	2	34	Van Zandycke – Staes
1256	2	35	Verschueren - Verspecht
7124	8	3	Depas Benjamin

Burgerlijke stand - Kerkhof - Terugname verwaarloosde concessies.

**DE RAAD,**

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald artikel 117, lid. 1;

Gelet op artikel 11 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Overwegende dat op 20 oktober 2011 een akte van de Ambtenaar van Burgerlijke stand de verwaarlozing van de hiernavermelde geconcedeerde gronden heeft vastgesteld:

Dossier	Weg	Terrein	Namen
---------	-----	---------	-------

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

154	2	28	Collette - Buzez
217	1	8	De Bie - Plaum
346	1	17	Deselys - Polak
530	2	3	Hallet Joseph
674	2	25	Lecocq - Lecocq
723	2	18	Mantia - Degive
724	2	17	Mantia – Dorbée
794	2	14	Moreaux Cécile
806	8	12	Manson - Albert
1012	2	29	Smets – Verhaegen
1068	2	30	Timmermans - Deveen
1174	2	32	Van Eeckhoudt - Seghers
123	8	18	Casier – Deké
135	1	11	Charlier – Leto
330	1	16	Depus – Nerinckx
352	1	18	De Smet – Blondeau
369	1	19	Devleeschouwer – Van Horen
415	1	21	Dubreucq– Mile
710	1	12	Loutre – Sel
720	8	14	Malaive – Vandeurzen
771	2	2	Michiels Henri
946	8	13	Roger – Douette – Courtin
958	1	13	Rousseau – Dethier
978	2	41bis	Sax – Decraene
1000	8	11	Sey Georges
1040	8	2	Steno – Wyns
1238	2	34	Van Zandycke – Staes
1256	2	35	Verschueren - Verspecht
7124	8	3	Depas Benjamin

Overwegende dat dit bericht werd aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats van 20 oktober 2011 tot 20 november 2012, hetzij gedurende meer dan één jaar;

Overwegende dat op heden de hierna vermelde graven niet hersteld werden;

**BESLIST:**

Op datum van 31 januari 2013, zonder vergoeding, een einde te stellen op het recht op concessie op de hiernavermelde graven:

Dossier	Weg	Terrein	Namen
154	2	28	Collette - Buzez
217	1	8	De Bie - Plaum
346	1	17	Deselys - Polak
530	2	3	Hallet Joseph
674	2	25	Lecocq - Lecocq
723	2	18	Mantia - Degive
724	2	17	Mantia – Dorbée
794	2	14	Moreaux Cécile

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

806	8	12	Manson - Albert
1012	2	29	Smets – Verhaegen
1068	2	30	Timmermans - Deveen
1174	2	32	Van Eeckhoudt - Seghers
123	8	18	Casier – Deké
135	1	11	Charlier – Leto
330	1	16	Depus – Nerinckx
352	1	18	De Smet – Blondeau
369	1	19	Devleeschouwer – Van Horen
415	1	21	Dubreucq– Mile
710	1	12	Loutre – Sel
720	8	14	Malaive – Vandeurzen
771	2	2	Michiels Henri
946	8	13	Roger – Douette – Courtin
958	1	13	Rousseau – Dethier
978	2	41bis	Sax – Decraene
1000	8	11	Sey Georges
1040	8	2	Steno – Wyns
1238	2	34	Van Zandycke – Staes
1256	2	35	Verschueren - Verspecht
7124	8	3	Depas Benjamin

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 51 – Artikel 51**

Etat civil - Cimetière - Reprise de concessions suite à l'état d'abandon.

**LE CONSEIL,**

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment l'article 117, al.1 ;

Vu l'article 11 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ;

Considérant qu'en date du 5 avril 2011 un acte de l'Officier de l'Etat civil a constaté l'état d'abandon des tombes sur les terrains concédés désignés ci-après :

dossier	Hémicycle	Terrain	Noms
2165	A	74	Tamine Marie
2346	A	126	Migeotte - Dickenson
2463	A	162	Styns Simone
2529	A	182	Reichling Suzanne
2538	A	187	Tiron Dimitri
2682	A	224	Reuliaux René
2822	A	271	Bogaerts Guillaume
2864	A	289	Bosquillon Georgette
2956	A	319	Peeters Auguste
3005	A	355	Corselis Clara
3425	A	295	Marien Marie
3474	B	98	Ceysens Suzanne
3504	B	107	De Graeve Emma
3574	B	126	Grevesse Juliette
3692	B	152	Desterbercq Rodolphe
3713	B	159	Wernaers Gustave
3759	B	173	Flostroy Eva
4013	B	227	Plumat Denise

Considérant que cet avis a été affiché sur les lieux de sépulture et à l'entrée du cimetière du 5 avril 2011 au 5 juin 2012 soit durant plus d'un an ;

Considérant que, à ce jour, les tombes sur les terrains concédés désignés ci-dessus n'ont pas été remises en état ;

**ARRETE :**

De mettre fin, sans indemnité, au 31 janvier 2013, au droit à la concession portant sur les terrains désignés ci-après :

dossier	Hémicycle	Terrain	Noms
2165	A	74	Tamine Marie
2346	A	126	Migeotte - Dickenson
2463	A	162	Styns Simone
2529	A	182	Reichling Suzanne
2538	A	187	Tiron Dimitri

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

2682	A	224	Reuliaux René
2822	A	271	Bogaerts Guillaume
2864	A	289	Bosquillon Georgette
2956	A	319	Peeters Auguste
3005	A	355	Corselis Clara
3425	A	295	Marien Marie
3474	B	98	Ceysens Suzanne
3504	B	107	De Graeve Emma
3574	B	126	Grevesse Juliette
3692	B	152	Desterbercq Rodolphe
3713	B	159	Wernaers Gustave
3759	B	173	Flostroy Eva
4013	B	227	Plumat Denise

Burgerlijke Stand - Kerkhof - Terugneming als gevolg van het onderhoudsverzuim.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en meer bepaald artikel 117, al. 1;

Gelet op artikel 11 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging;

Overwegende dat op 5 april 2011 een akte van de Ambtenaar van Burgerlijke stand de verwaarlozing van de hiernavermelde geconcedeerde gronden heeft vastgesteld:

dossier	Hem	Terrein	Namen
2165	A	74	Tamine Marie
2346	A	126	Migeotte - Dickenson
2463	A	162	Styns Simone
2529	A	182	Reichling Suzanne
2538	A	187	Tiron Dimitri
2682	A	224	Reuliaux René
2822	A	271	Bogaerts Guillaume
2864	A	289	Bosquillon Georgette
2956	A	319	Peeters Auguste
3005	A	355	Corselis Clara
3425	A	295	Marien Marie
3474	B	98	Ceysens Suzanne
3504	B	107	De Graeve Emma
3574	B	126	Grevesse Juliette
3692	B	152	Desterbercq Rodolphe
3713	B	159	Wernaers Gustave
3759	B	173	Flostroy Eva
4013	B	227	Plumat Denise

Overwegende dat een bericht werd aangeplakt op de plaats van het graf en aan de ingang van de begraafplaats van 5 april 2011 tot 5 juni 2012, hetzij gedurende meer dan één jaar;

Overwegende dat op heden de graven die hierna worden vermeld niet hersteld werden;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

BESLIST,

Op datum van 31 januari 2013, zonder vergoeding, een einde te stellen op het recht op concessie op de hiernavermelde graven :

Dossier	Hem	Terrein	Namen
2165	A	74	Tamine Marie
2346	A	126	Migeotte - Dickenson
2463	A	162	Styns Simone
2529	A	182	Reichling Suzanne
2538	A	187	Tiron Dimitri
2682	A	224	Reuliaux René
2822	A	271	Bogaerts Guillaume
2864	A	289	Bosquillon Georgette
2956	A	319	Peeters Auguste
3005	A	355	Corselis Clara
3425	A	295	Marien Marie
3474	B	98	Ceysens Suzanne
3504	B	107	De Graeve Emma
3574	B	126	Grevesse Juliette
3692	B	152	Desterbercq Rodolphe
3713	B	159	Wernaers Gustave
3759	B	173	Flostroy Eva
4013	B	227	Plumat Denise

*Article 52 – Artikel 52*

Monsieur Borcy se demande ce qu'on va faire avec les BELPIC et Madame Gelas demande ce que c'est des BELPIC.

Madame El Hamidine explique que c'est des lecteurs de carte électronique.

Madame Gelas se demande si c'est les mêmes lecteurs que ceux à 10 € chez Blokker ?

Madame la secrétaire explique que c'est les gros lecteurs qui permettent d'activer les cartes.

Mijnheer Borcy vraagt zich af wat men gaat doen met de BELPIC lezers en Mevrouw Gelas vraagt wat BELPIC lezers zijn.

Mevrouw El Hamidine legt uit dat het lezers van elektronische kaarten zijn.

Mevrouw Gelas vraagt zich af of het dezelfde lezers zijn als die aan 10 € bij Blokker ?

Mevrouw de secretaris legt uit dat het om grote lezers gaat die het mogelijk maken om de kaarten te activeren.

Population - Acquisition de 10 lecteurs BELPIC - Marché - Mode de passation - Application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC - Prise d'acte.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'acquisition de 10 lecteurs BELPIC pour le service de la population;

Considérant que cette dépense estimée à 4.800,00 € TVAC émarge au service extraordinaire où un crédit de 18.000,00 € est disponible à l'article 104/742-53 du budget 2012;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Échevins en séance du 27/12/2012;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (particulièrement l'article 17 § 2.1°a) ainsi que ses arrêtés d'application;

Vu l'article 234 al. 3 de la nouvelle loi communale;

DECIDE:

1. de prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 27/12/2012 faisant choix de la procédure négociée en vertu de l'article 17 § 2 1°a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et en application de l'article 234 alinéa 3 de la NLC pour la fourniture de 10 lecteurs BELPIC pour le service de la population;

2. le marché sera constaté par facture acceptée en application de l'article 122 de l'A.R. du 8 janvier 1996 relatif aux conditions générales d'exécution des marchés publics;

3. d'inscrire la dépense estimée à 4.800,00 € TVAC à l'article 104/742-53 du service extraordinaire du budget 2012;

4. de financer la dépense par un emprunt;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

5. de consulter au minimum 3 firmes.

Bevolking - Aankoop van 10 BELPIC lezers - Opdracht - Wijze van gunning - Toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet - Akteneming.

**DE RAAD,**

Overwegende dat er 10 BELPIC lezers moeten aangekocht worden voor de dienst Bevolking;

Overwegende dat deze uitgave geraamd op 4.800,00 €BTWI behoort tot de buitengewone dienst waar een krediet van 18.000,00 € beschikbaar is op artikel 104/742-53 van de begroting 2012;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 27/12/2012;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (in het bijzonder artikel 17 § 2.1°a) evenals haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

1. akte te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen in zitting van 27/12/2012 om voor de onderhandelingsprocedure te kiezen krachtens artikel 17 § 2 1°a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in toepassing van artikel 234, 3de lid van de nieuwe gemeentewet voor de levering van 10 BELPIC lezers voor de dienst Bevolking;

2. dat de opdracht vastgesteld zal worden bij het ontvangen van de factuur in toepassing van artikel 122 van het K.B. van 8 januari 1996 betreffende de algemene uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten;

3. de uitgave geraamd op 4.800,00 € BTWI in te schrijven op artikel 104/742-53 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

4. de uitgave te financieren met een lening;

5. minimum 3 firma's te raadplegen.

*Article 53 – Artikel 53*

Madame van Zeeland regrette qu'on ne dispose que de 41.000 € alors que sur l'ensemble de la région il y a un budget de 1.600.000 € alors que c'est quand même un dispositif important pour beaucoup de communes. Elle est persuadée que la majorité actuelle va corriger ceci. Elle estime que Forest, vu que la population scolaire qui est différente de Woluwé par exemple, devrait disposer de 80 à 100.000 €.

Monsieur Ghysels répond qu'on va examiner la possibilité d'augmenter cette enveloppe car il partage l'avis de Madame van Zeeland.

Madame El Yousfi voudrait avoir une commission à ce sujet, pour avoir une réflexion quant aux projets et montants.

Madame Arena voudrait une commission pour tous les projets subsides afin de connaître les subsides en amont et en aval.

Monsieur Criquielion se demande si la déclaration de créances a été faite à temps.

Monsieur le Bourgmestre répond qu'il s'agit d'une régularisation et que les contacts avec le pouvoir subsidiant ont vraisemblablement eu lieu.

Il propose que Monsieur Tahri organise bientôt une commission.

Monsieur Tahri répond qu'il est ouvert à toute proposition.

Mevrouw van Zeeland vindt het jammer dat we slechts over 41.000 € beschikken terwijl er in het ganse gewest een budget van 1.600.000 € is en het toch een belangrijk programma is voor vele gemeenten. Ze is ervan overtuigd dat de huidige meerderheid dit gaat verbeteren. Ze is van mening dat Vorst, met een schoolbevolking die verschillend is van Woluwe bijvoorbeeld, zou moeten beschikken over 80 à 100.000 €.

Mijnheer Ghysels antwoordt dat men de mogelijkheid gaat onderzoeken om deze enveloppe te verhogen want hij deelt de mening van Mevrouw van Zeeland.

Mevrouw El Yousfi zou hierover een commissie willen, om na te denken over de projecten en bedragen.

Mevrouw Arena zou een commissie willen voor alle gesubsidieerde projecten om de subsidies ervoor en erna te kennen.

Mijnheer Criquielion vraagt zich af of de schuldvordering op tijd gemaakt werd.

Mijnheer de Burgemeester antwoordt dat het om een regularisatie gaat en dat de contacten met de subsidiërende overheid waarschijnlijk plaatsgevonden hebben.

Hij stelt voor dat Mijnheer Tahri binnenkort een commissie organiseert.

Mijnheer Tahri antwoordt dat hij open staat voor elk voorstel.

Dispositif Accrochage Scolaire - Subsides 2012-2013 - Adoption de la convention avec la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2012-2013 de la Région de Bruxelles Capital ;

Considérant que ces projets visent des animations extrascolaires dont les priorités thématiques permettent l'organisation d'ateliers socioculturels et/ou sportifs au sein des écoles fondamentale et secondaire implantées sur la commune de Forest sur base d'un partenariat avec l'associatif ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention pour l'année 2012-2013 aux communes ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

Considérant que 14 projets ont été adoptés par le Gouvernement Régional pour un montant de 41.809 € ;

Considérant que cette subvention est à rétrocéder selon les critères de la Région, aux écoles forestoises et aux partenariats, comme mentionnés ci-dessous :

<b>N° PR.</b>	<b>ECOLE</b>	<b>PARTENARIAT</b>	<b>MONTANT ACCORDE</b>
<b>F01</b>	Athénée Royale Victor Horta	Centre Culturel Omar Khayam ASBL	<b>3.456</b>
<b>F02</b>	Ecole Saint-Augustin	Partenariat Marconi ASBL	<b>672</b>
<b>F03</b>	Ecole Saint-Augustin	Partenariat Marconi ASBL	<b>672</b>
<b>F04</b>	Ecole « La Cîme »		<b>4.032</b>
<b>F05</b>	Ecole Saint-Augustin	Partenariat Marconi ASBL	<b>672</b>
<b>F06</b>	Ecole « Les Marronniers »	Madame Nathalie WEGNEZ	<b>2.043</b>
<b>F07</b>	Athénée Royale Victor Horta	Centre Culturel Omar Khayam ASBL	<b>4.032</b>
<b>F08</b>	Athénée Royale Victor Horta	ASBL ODYSSEE	<b>6.639</b>
<b>F09</b>	Institut Sainte-Ursule	ASBL ODYSSEE	<b>6.639</b>
<b>F010</b>	Ecole Saint-Antoine		<b>2.496</b>
<b>F011</b>	Ecole des Sept Bonniers		<b>672</b>
<b>F012</b>	Ecole « Les Bruyères »		<b>4.032</b>
<b>F013</b>	Ecole "Arc-en-Ciel"		<b>2.688</b>
<b>F014</b>	Ecole « La Cordée »	A.S.B.L. ARTIZIK Madame Alice HOLVOET	<b>2.043</b> <b>1.021</b>
<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>41.809</b>

Considérant que la Région exige, pour accorder le subside, que la commune de Forest souscrive à sa convention ;

Attendu que ladite convention règle les modalités de mise à disposition du subside ;

Vu la nouvelle loi communale ;

**DECIDE :**

D'adopter les termes de la convention proposée par la Région de Bruxelles-Capitale, ci-annexée, relative au soutien aux projets du Dispositif Accrochage Scolaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

D'inscrire le subside d'un montant de 41.809 € en recettes à l'article 7611/485-01 et en dépenses à l'article 7611/332-02 du service ordinaire du budget 2013 ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

De charger le bourgmestre ou son délégué, assisté du secrétaire, aux fins de représenter valablement la commune de Forest lors de signature de la convention.

Programma Preventie Schoolverzuim - Subsidies 2012-2013 - Goedkeuring van de overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep betreffende het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2012-2013 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat deze projecten gericht zijn op buitenschoolse animatie waarvan de thematische prioriteiten de organisatie van socio-culturele en/of sportieve workshops mogelijk maken binnen de basis- en secundaire scholen gevestigd in de gemeente Vorst op basis van een partenariaat met de verenigingssector ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een toelage aan de gemeenten voor het jaar 2012-2013 ;

Overwegende dat 14 projecten goedgekeurd werden door de Gewestelijke Regering voor een bedrag van 41.809 € ;

Overwegende dat deze toelage, volgens de criteria van het Gewest, moet worden doorgegeven aan de Vorstse scholen en aan de partenariaten, zoals hieronder vermeld :

Nr PR.	SCHOOL	PARTENARIAAT	TOEGEKEND BEDRAG
F01	Koninklijk Atheneum Victor Horta	Cultureel Centrum Omar Khayam VZW	3.456
F02	School Sint-Augustinus	Partenariaat Marconi VZW	672
F03	School Sint-Augustinus	Partenariaat Marconi VZW	672
F04	School « La Cîme »		4.032
F05	School Sint-Augustinus	Partenariaat Marconi VZW	672
F06	School « Les Marronniers »	Mevrouw Nathalie WEGNEZ	2.043
F07	Koninklijk Atheneum Victor Horta	Cultureel Centrum Omar Khayam VZW	4.032
F08	Koninklijk Atheneum Victor Horta	VZW ODYSSEE	6.639
F09	Sint-Ursula Instituut	VZW ODYSSEE	6.639
F010	School Sint-Antonius		2.496
F011	School Sept Bonniers		672

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

<b>F012</b>	School « Les Bruyères »		<b>4.032</b>
<b>F013</b>	School "Arc-en-Ciel"		<b>2.688</b>
<b>F014</b>	School « La Cordée »	V.Z.W. ARTIZIK Mevrouw Alice HOLVOET	<b>2.043</b> <b>1.021</b>
<b>TOTAAL BEDRAG</b>			<b>41.809</b>

Overwegende dat, om de subsidie toe te kennen, het Gewest eist dat de gemeente Vorst op zijn overeenkomst intekent ;

Overwegende dat bovengenoemde overeenkomst de voorwaarden van terbeschikkingstelling van de subsidie bepaalt ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

**BESLIST :**

De voorwaarden van de overeenkomst voorgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, opgenomen in de bijlage, betreffende de steun aan de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim voor het schooljaar 2012-2013 goed te keuren ;

De subsidie voor een bedrag van 41.809 € in te schrijven op artikel van ontvangsten 7611/485-01 en op artikel van uitgaven 7611/332-02 van de gewone dienst van de begroting 2013 ;

De burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de secretaris, te machtigen teneinde de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomst.

*Article 54 – Artikel 54*

Monsieur Rongé dit qu'il y a 9 conventions et que seulement pour deux, le nom d'un représentant est indiqué. Il vote pour les deux qui sont complets et contre les 7 pour lesquels le nom des représentants ne sont pas indiqués.

Mijnheer Rongé zegt dat er 9 overeenkomsten zijn en dat er slechts voor twee de naam van een vertegenwoordiger vermeld is. Hij stemt voor de twee die volledig zijn en tegen de 7 waar de naam van de vertegenwoordigers ontbreekt.

Dispositif Accrochage Scolaire - Subside 2012-2013 - Conventions avec les associations.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets relatif au Dispositif d'Accrochage Scolaire (DAS) 2012-2013 de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que ces projets visent des animations extrascolaires dont les priorités thématiques permettent l'organisation d'ateliers socioculturels et/ou sportifs au sein des écoles fondamentale et secondaire implantées sur la commune de Forest sur base d'un partenariat avec l'associatif ;

Vu la lettre du 8 octobre 2012 de la Région de Bruxelles-Capitale portant adoption de 14 projets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention pour l'année 2012-2013 aux communes ;

Considérant que pour 9 projets, les écoles travaillent en partenariat avec une association et/ou personne indépendante (auteur du projet) ;

Considérant qu'il est souhaitable, pour le bon fonctionnement des activités, de prévoir, par projet, une convention entre les différentes associations ou personnes indépendantes et la commune de Forest (voir annexe) ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'approuver les termes des conventions ci-annexées entre la commune de Forest et les différentes associations ou personnes indépendantes, intitulées « auteur du projet », coopérant aux activités du Dispositif d'Accrochage Scolaire 2012-2013 dans les écoles ;

De charger le Bourgmestre ou son délégué, assisté du secrétaire f.f., aux fins de représenter valablement la commune de Forest lors de la signature des conventions.

Programma Preventie Schoolverzuim – Subsidie 2012-2013 – Overeenkomsten met de verenigingen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep betreffende het Programma Preventie Schoolverzuim (PSV) 2012-2013 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat deze projecten gericht zijn op buitenschoolse animatie waarvan de thematische prioriteiten de organisatie van socio-culturele en/of sportieve workshops mogelijk maken binnen de basis- en secundaire scholen gevestigd in de gemeente Vorst op basis van een partenariaat met de verenigingssector ;

Gelet op de brief van 8 oktober 2012 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende goedkeuring van 14 projecten ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een toelage aan de gemeenten voor het jaar 2012-2013 ;

Overwegende dat voor 9 projecten de scholen samenwerken met een vereniging en/of een onafhankelijk persoon (projectontwerper) ;

Overwegende dat het, voor het goede verloop van de activiteiten, wenselijk is om per project een overeenkomst te voorzien met de verschillende verenigingen of onafhankelijke personen en de gemeente Vorst (zie bijlage) ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST :

De voorwaarden van de overeenkomsten goed te keuren, opgenomen in de bijlage, tussen de gemeente Vorst en de verschillende verenigingen of onafhankelijke personen, genaamd « projectontwerper », die deelnemen aan de activiteiten van het Programma Preventie Schoolverzuim 2012-2013 in de scholen ;

De burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de wd. secretaris, te machtigen teneinde de gemeente Vorst geldig te vertegenwoordigen bij de ondertekening van de overeenkomsten.

Madame van Zeeland voudrait une commission pour l'ensemble des contrats de quartier, étant donné le fait qu'il y a beaucoup de nouveaux conseillers car les dossiers sont passionnantes mais très lourdes. Monsieur Ghysels trouve que c'est une excellente idée.

Monsieur Spapens dit qu'une commission était prévue pour hier, mais que les services n'étaient pas disponibles. Elle aura lieu la prochaine fois.

Mevrouw van Zeeland wil een commissie voor het geheel aan wijkcontracten, aangezien er vele nieuwe raadsleden zijn want de dossiers zijn boeiend maar zeer zwaar.

Mijnheer Ghysels vindt dat dit een uitstekend idee is.

Mijnheer Spapens zegt dat er een commissie voorzien was voor gisteren, maar dat de diensten niet beschikbaar waren. Ze zal volgende keer plaatsvinden.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

**Article 55 – Artikel 55**

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Denis - Chaussée de Neerstalle, 151-153 à 1190 Bruxelles (Forest) : construction d'un bâtiment de 11 logements passifs - Approbation des avenants 9bis, 11, 17, 22, 23, 25, 27, 29ter, 31bis à 33, 35 à 38 et 40 à 43 - Application des articles 236 NLC et 17§2 2° a) de la loi du 24 décembre 1993.

**LE CONSEIL,**

Vu la délibération du collège des bourgmestre et échevins du 06 décembre 2012 décidant de :

Art 1er : approuver les avenants suivants : 9bis, 11, 17, 22, 23, 25, 27, 29ter, 31bis à 33, 35 à 38 et 40 à 43 du marché « Chaussée de Neerstalle, 151-153, à 1190 Bruxelles (Forest) : construction d'un bâtiment de 11 logements passifs » pour le montant total en plus de 13.908,38€ HTVA dont la ventilation est reprise ci-dessous :

	[Avenant 9bis] Complément stabilité	QF	FF	1	1.515,18 €	1.515,18 €
	[Avenant 11] Modifications de poutres	QF	FF	1	3.585,69 €	3.585,69 €
	[Avenant 17] Mise à dimension d'un châssis	QF	FF	1	1.466,82 €	1.466,82 €
	[Avenant 22] Fourniture et pose de système de sécurité en toiture	QF	FF	1	2.395,96 €	2.395,96 €
	[Avenant 23] Modification des cuisines	QF	FF	1	-21.111,24 €	-21.111,24 €
	[Avenant 25] Modification des cylindres des portes des duplex	QF	FF	1	452,64 €	452,64 €
	[Avenant 27] Modification des épaisseurs d'ancrage des balcons	QF	FF	1	546,93 €	546,93 €
	[Avenant 29ter] Bassin de dispersion et pompe de relevage	QF	FF	1	12.203,72 €	12.203,72 €

	[Avenant 31bis] Modification de la porte du sas de l'entrée principale	QF	FF	1	-154,32 €	-154,32 €
	[Avenant 32] Réalisation de deux gorges lumineuses dans les halls d'entrée des duplex	QF	FF	1	3.063,60 €	3.063,60 €

	[Avenant 33] Réalisation d'un escalier en bois pour accéder à la terrasse en toiture	QF	FF	1	632,71 €	632,71 €
	[Avenant 35] Pompe de relevage des condensats	QF	FF	1	1.220,40 €	1.220,40 €
	[Avenant 36] Garde-corps provisoire	QF	FF	1	3.094,80 €	3.094,80 €
	[Avenant 37] Modification électricité	QF	FF	1	554,60 €	554,60 €
	[Avenant 38] Modification jardin et abords	QF	FF	1	-1.068,22 €	-1.068,22 €
	[Avenant 40] Modification égouttage	QF	FF	1	634,28 €	634,28 €
	[Avenant 41] Modification garde-corps et support vélo	QF	FF	1	1.573,18 €	1.573,18 €
	[Avenant 42] Modification gaine	QF	FF	1	1.138,50 €	1.138,50 €
	[Avenant 43] Peinture RF des profilés	QF	FF	1	2.163,15 €	2.163,15 €

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

métalliques					
<b>TOTAL :</b>					<b>€ 13.908,38</b>

Art 2 : informer le conseil communal de la présente décision.

Vu les articles 236 NLC et 17 §2, 2° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de travaux, services et fournitures ;

**DECIDE :**

Prendre pour information la décision du collège approuvant les avenants 9bis, 11, 17, 22, 23, 27, 29ter, 31bis à 33, 35 à 38 et 40 à 43 du marché « Chaussée de Neerstalle, 151-153 à 1190 Bruxelles (Forest) : construction d'un bâtiment de 11 logements passifs » pour le montant total en plus de 13.908,38€ HTVA dont la ventilation est reprise ci-dessous :

[Avenant 9bis] Complément stabilité	QF	FF	1	1.515,18 €	1.515,18 €
[Avenant 11] Modifications de poutres	QF	FF	1	3.585,69 €	3.585,69 €
[Avenant 17] Mise à dimension d'un châssis	QF	FF	1	1.466,82 €	1.466,82 €
[Avenant 22] Fourniture et pose de système de sécurité en toiture	QF	FF	1	2.395,96 €	2.395,96 €
[Avenant 23] Modification des cuisines	QF	FF	1	-21.111,24 €	-21.111,24 €
[Avenant 25] Modification des cylindres des portes des duplex	QF	FF	1	452,64 €	452,64 €
[Avenant 27] Modification des épaisseurs d'ancrage des balcons	QF	FF	1	546,93 €	546,93 €
[Avenant 29ter] Bassin de dispersion et pompe de relevage	QF	FF	1	12.203,72 €	12.203,72 €

[Avenant 31bis] Modification de la porte du sas de l'entrée principale	QF	FF	1	-154,32 €	-154,32 €
[Avenant 32] Réalisation de deux gorges lumineuses dans les halls d'entrée des duplex	QF	FF	1	3.063,60 €	3.063,60 €
[Avenant 33] Réalisation d'un escalier en bois pour accéder à la terrasse en toiture	QF	FF	1	632,71 €	632,71 €
[Avenant 35] Pompe de relevage des condensats	QF	FF	1	1.220,40 €	1.220,40 €
[Avenant 36] Garde-corps provisoire	QF	FF	1	3.094,80 €	3.094,80 €
[Avenant 37] Modification électricité	QF	FF	1	554,60 €	554,60 €
[Avenant 38] Modification jardin et abords	QF	FF	1	-1.068,22 €	-1.068,22 €
[Avenant 40] Modification égouttage	QF	FF	1	634,28 €	634,28 €
[Avenant 41] Modification garde-corps et support vélo	QF	FF	1	1.573,18 €	1.573,18 €
[Avenant 42] Modification gaine	QF	FF	1	1.138,50 €	1.138,50 €

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Avenant 43] Peinture RF des profilés métalliques	QF	FF	1	2.163,15 €	2.163,15 €
<b>TOTAL</b>					<b>€ 13.908,38</b>

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Denijs - Neerstalsesteenweg, 151-153 te 1190 Brussel (Vorst) : oprichting van een gebouw met 11 passieve woningen - Goedkeuring van de aanhangsels 9bis, 11, 17, 22, 23, 25, 27, 29ter, 31bis tot 33, 35 tot 38 en 40 tot 43 - Toepassing van artikelen 236 van de NGW en 17§2 2° a) van de wet van 24 december 1993.

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 06 december 2012 waarin beslist werd om :

Art 1er : approuver les avenants suivants : 9bis, 11, 17, 22, 23, 25, 27, 29ter, 31bis à 33, 35 à 38 et 40 à 43 du marché « Chaussée de Neerstalle, 151-153, à 1190 Bruxelles (Forest) : construction d'un bâtiment de 11 logements passifs » pour le montant total en plus de 13.908,38€ HTVA dont la ventilation est reprise ci-dessous :

[Avenant 9bis] Complément stabilité	QF	FF	1	1.515,18 €	1.515,18 €
[Avenant 11] Modifications de poutres	QF	FF	1	3.585,69 €	3.585,69 €
[Avenant 17] Mise à dimension d'un châssis	QF	FF	1	1.466,82 €	1.466,82 €
[Avenant 22] Fourniture et pose de système de sécurité en toiture	QF	FF	1	2.395,96 €	2.395,96 €
[Avenant 23] Modification des cuisines	QF	FF	1	-21.111,24 €	-21.111,24 €
[Avenant 25] Modification des cylindres des portes des duplex	QF	FF	1	452,64 €	452,64 €
[Avenant 27] Modification des épaisseurs d'ancrage des balcons	QF	FF	1	546,93 €	546,93 €
[Avenant 29ter] Bassin de dispersion et pompe de relevage	QF	FF	1	12.203,72 €	12.203,72 €

[Avenant 31bis] Modification de la porte du sas de l'entrée principale	QF	FF	1	-154,32 €	-154,32 €
[Avenant 32] Réalisation de deux gorges lumineuses dans les halls d'entrée des duplex	QF	FF	1	3.063,60 €	3.063,60 €
[Avenant 33] Réalisation d'un escalier en bois pour accéder à la terrasse en toiture	QF	FF	1	632,71 €	632,71 €
[Avenant 35] Pompe de relevage des condensats	QF	FF	1	1.220,40 €	1.220,40 €
[Avenant 36] Garde-corps provisoire	QF	FF	1	3.094,80 €	3.094,80 €
[Avenant 37] Modification électricité	QF	FF	1	554,60 €	554,60 €
[Avenant 38] Modification jardin et abords	QF	FF	1	-1.068,22 €	-1.068,22 €
[Avenant 40] Modification égouttage	QF	FF	1	634,28 €	634,28 €

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Avenant 41] Modification garde-corps et support vélo	QF	FF	1	1.573,18 €	1.573,18 €
[Avenant 42] Modification gaine	QF	FF	1	1.138,50 €	1.138,50 €
[Avenant 43] Peinture RF des profilés métalliques	QF	FF	1	2.163,15 €	2.163,15 €

<b>TOTAL :</b>					<b>€ 13.908,38</b>
----------------	--	--	--	--	--------------------

Art 2 : informer le conseil communal de la présente décision.

Gelet op artikelen 236 van de NGW en 17§2, 2° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het college tot goedkeuring van de aanhangsels 9bis, 11, 17, 22, 23, 27, 29ter, 31bis tot 33, 35 tot 38 en 40 tot 43 van de opdracht « Neerstalsesteenweg, 151-153 te 1190 Brussel (Vorst) : oprichting van een gebouw met 11 passieve woningen » voor het totale bijkomende bedrag van 13.908,38€ excl. BTW waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt :

[Aanhangsel 9bis] Toeslag stabiliteit	FH	FF	1	1.515,18 €	1.515,18 €
[Aanhangsel 11] Wijzigingen aan balken	FH	FF	1	3.585,69 €	3.585,69 €
	FH				
[Aanhangsel 17] Bijstellen van een raam	FH	FF	1	1.466,82 €	1.466,82 €
	FH				
[Aanhangsel 22] Levering en plaatsing van veiligheidssysteem op het dak	FH	FF	1	2.395,96 €	2.395,96 €
[Aanhangsel 23] Wijziging van de keukens	FH	FF	1	-21.111,24 €	-21.111,24 €
	FH				
[Aanhangsel 25] Wijziging van de cylinders van de deuren van de duplexen	FH	FF	1	452,64 €	452,64 €
	FH				
[Aanhangsel 27] Wijziging van de verankeringsdikten van de balkons	FH	FF	1	546,93 €	546,93 €
	FH				
[Aanhangsel 29ter] Dispersiebassin en afvoerpomp	FH	FF	1	12.203,72 €	12.203,72 €

FH

[Aanhangsel 31bis] Wijziging van de sluisdeur van de hoofdingang	FH	FF	1	-154,32 €	-154,32 €
[Aanhangsel 32] Uitvoering van twee lichtgleuven in de inkomhallen van de duplexen	FH	FF	1	3.063,60 €	3.063,60 €
[Aanhangsel 33] Uitvoering van een houten trap om toegang te krijgen tot het dakterras	FH	FF	1	632,71 €	632,71 €
	FH				
[Aanhangsel 35] Condensafvoerpomp	FH	FF	1	1.220,40 €	1.220,40 €
[Aanhangsel 36] Voorlopige reling	FH	FF	1	3.094,80 €	3.094,80 €
[Aanhangsel 37] Wijziging elektriciteit	FH	FF	1	554,60 €	554,60 €
[Aanhangsel 38] Wijziging tuin en omgeving	FH	FF	1	-1.068,22 €	-1.068,22 €
[Aanhangsel 40] Wijziging riolering	FH	FF	1	634,28 €	634,28 €

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Aanhangsel 41] Wijziging reling en fietsensteun	FH	FF	1	1.573,18 €	1.573,18 €
[Aanhangsel 42] Wijziging koker	FH	FF	1	1.138,50 €	1.138,50 €
[Aanhangsel 43] RF verven van de metalen profielen	FH	FF	1	2.163,15 €	2.163,15 €

<b>TOTAAL :</b>					<b>€ 13.908,38</b>
-----------------	--	--	--	--	--------------------

*Article 56 – Artikel 56*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Denis - Construction d'un immeuble passif de 11 logements sociaux - Neerstalle, 151-153 - Coût global - Transmission à l'AATL - Prise pour information.#

LE CONSEIL :

Vu la décision du collège et échevin du 20 décembre 2012 décidant d'approver les tableaux détaillés des coûts générés par la construction d'un immeuble passif de 11 logements sociaux ;

Considérant que l'entreprise adjudicatrice a marqué son désaccord sur l'état d'avancement final ;

Considérant qu'un accord est intervenu entre cette dernière et l'administration ;

Considérant que suite à cet accord, la somme encore due à l'entreprise s'élève à 6.319,49 € ;

Considérant en conséquence que les tableaux reprenant l'ensemble des coûts générés par cette dépense supplémentaire ont dû être modifiés ;

Vu les nouveaux tableaux modifiés en annexe de la présente délibération ;

1/ coût global des études et frais annexes : 240.399,43€ TVAC

2/ coût de la construction :

Etats d'avancement 1 à 17 et final : sous-totaux : **2.299.155,85€ TVAC**  
(dont avenants : 97.048,66 HTVA)

**Coût global du projet (1+2) : 2.539.555,28 € TVAC**

Considérant que le subside régional attendu sur les postes 1 et 2 s'élève à 90%, les 10% restants étant à charge de la commune ;

Considérant que les primes attendues de l'IBGE s'élèvent à **192.712,49€** et sont ventilées come suit :

1/ Bâtiment exemplaire : **100.350,00€**

2/ Bâtiment passif : **92.362,49€**

DECIDE :

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins de rapporter sa décision du 20 décembre 2012 quant aux coûts globaux générés par la construction d'un immeuble passif de 11 logements sociaux ;

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27 décembre 2012 d'approver les nouveaux tableaux établis par l'architecte en charge du dossier, après négociation avec l'entreprise adjudicatrice et de transmettre le dossier à l'AATL

.

Heropleving van de wijken - Wijkcontrat sint-Denijs-Oprichting van een passief gebouw met 11 sociale woningen - Neerstalle, 151-153 - Globale kost - Overdracht aan het BROH - Kennisneming.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2012 waarin beslist werd om de gedetailleerde tabellen van de kosten volgend op de oprichting van een passief gebouw met 11 sociale woningen goed te keuren ;

Overwegende dat de aanbestedende onderneming haar akkoord niet heeft gegeven over de eindvorderingsstaat;

Overwegende dat er een akkoord afgesloten werd tussen deze laatste en het bestuur;

Overwegende dat volgend op dit akkoord de nog verschuldigde som aan de onderneming 6.319,49 € bedraagt;

Overwegende dat de tabellen met vermelding van het geheel aan kosten veroorzaakt door deze bijkomende uitgave bijgevolg gewijzigd moesten worden;

Gelet op de nieuwe gewijzigde tabellen in bijlage bij huidige beraadslaging;

1/ globale kost van de studies en bijbehorende kosten : 240.399,43€ incl. BTW

2/ kost van de bouw :

Vorderingsstaten 1 tot 17 en eindvorderingsstaat : subtotalen : **2.299.155,85€ incl. BTW**  
(waarvan aanhangsels: 97.048,66 excl. BTW)

**Globale kost van het project (1+2) : 2.539.555,28 €incl. BTW**

Overwegende dat de verwachte gewestelijke subsidies voor de posten 1 en 2 90% bedragen, en dat de 10% die overblijft ten laste van de gemeente is ;

Overwegende dat de verwachte premies van het BIM **192.712,49€** bedragen en als volgt verdeeld worden:

1/ Voorbeeldgebouw: **100.350,00€**

2/ Passief gebouw : **92.362,49€**

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen om zijn beslissing van 20 december 2012 wat betreft de globale kosten volgend op de oprichting van een passief gebouw met 11 sociale woningen te herroepen;

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 december 2012 om de nieuwe tabellen opgesteld door de architect belast met het dossier, na onderhandeling met de aanbestedende onderneming, goed te keuren en om het dossier over te maken aan het BROH.

*Article 57 – Artikel 57*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint Denis - Construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS - Approbation des avenants 10, 13, 16b, 26, 27b, 29b, 30b, 34, 35, 37, 38, 40, 43, 45 à 48, 51, 57, 59 et 60 - Application des articles 236 NLC et 17§2 2° a) de la loi du 24 décembre 1993.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 06 décembre 2012 d'approver les avenants 10, 13, 16b, 26, 29b, 30b, 34, 35, 37, 38, 40, 43, 45 à 48, 51, 57, 59 et 60 pour le marché « construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ ou de service public et de bureaux CPAS » pour le montant total en plus de 75.872,55€ HTVA dont la ventilation est reprise ci-dessous :

Référence	Description	Type	U	Q prévue	PU	Total Hors TVA
	[Avenant 10] Frais complémentaire d'installation de chantier	QF	FF	1	€ 2.128,93	€ 2.128,93
	[Avenant 13] Mur stepoc contre terre	QF	FF	1	€ 7.912,00	€ 7.912,00
	[Avenant 16b] Changements WC	QF	FF	1	€ 2.157,25	€ 2.157,25
	[Avenant 26] Divers adaptations suite demande sibelga et Rgie	QF	FF	1	€ 3.571,35	€ 3.571,35
	[Avenant 27b] adaptation accessoires sanitaires	QF	FF	1	-€ 2.598,22	-€ 2.598,22
	[Avenant 29b] Anchorage de sécurité	QF	FF	1	€ 2.321,74	€ 2.321,74
	[Avenant 30b] Evacuation fosse ascenseur	QF	FF	1	€ 1.598,40	€ 1.598,40
	[Avenant 34] Entrées et sorties d'air extérieur	QF	FF	1	€ 2.465,70	€ 2.465,70
	[Avenant 35] Sortie air extrait par jardin	QF	FF	1	€ 8.594,50	€ 8.594,50
	[Avenant 37] Toiture sur escalier extérieur	QF	FF	1	€ 4.576,25	€ 4.576,25
	[Avenant 38] Ventilation de gaine (blue kit)	QF	FF	1	€ 21.697,66	€ 21.697,66
	[Avenant 40] Supports en toiture pour panneaux solaires	QF	FF	1	€ 9.729,72	€ 9.729,72
	[Avenant 43] Raccordement avaloirs terrasses	QF	FF	1	€ 1.074,00	€ 1.074,00
	[Avenant 45] Enduit plafond passage couvert	QF	FF	1	€ 2.856,60	€ 2.856,60
	[Avenant 46b] Percements gaine technique	QF	FF	1	€ 162,00	€ 162,00
	[Avenant 47b] Aire extérieure devant espace communautaire	QF	FF	1	€ 1.777,01	€ 1.777,01
	[Avenant 48] Gainages complémentaires	QF	FF	1	€ 906,36	€ 906,36
	[Avenant 51] Raccords aux mitoyens	QF	FF	1	€ 2.277,94	€ 2.277,94
	[Avenant 57] Trappes inox accès compteurs baignoires	QF	FF	1	€ 259,00	€ 259,00
	[Avenant 59] Escaliers bois déplaçables	QF	FF	1	€ 770,00	€ 770,00
	[Avenant 60] Trappes de visite	QF	FF	1	€ 1.634,36	€ 1.634,36
	<b>TOTAL</b>					<b>€ 75.872,55</b>

Vu les articles 236 NLC et 17§2, 2° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de construction, de services et de fournitures ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

DECIDE :

Prendre pour information la décision du collège du 06 décembre 2012 approuvant les avenants 10, 13, 16b, 26, 27b, 29b, 30b, 34, 35, 37, 38, 40, 43, 45 à 48, 51, 57, 59 et 60 pour le marché « Construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS » pour le montant total en plus de 75.872,55 HTVA dont la ventilation est reprise ci-dessous :

Référence	Description	Type	U	Q prévue	PU	Total Hors TVA
	[Avenant 10] Frais complémentaire d'installation de chantier	QF	FF	1	€ 2.128,93	€ 2.128,93
	[Avenant 13] Mur stepoc contre terre	QF	FF	1	€ 7.912,00	€ 7.912,00
	[Avenant 16b] Changements WC	QF	FF	1	€ 2.157,25	€ 2.157,25
	[Avenant 26] Divers adaptations suite demande Sibelga et Régie	QF	FF	1	€ 3.571,35	€ 3.571,35
	[Avenant 27b] adaptation accessoires sanitaires	QF	FF	1	-€ 2.598,22	-€ 2.598,22
	[Avenant 29b] Ancrage de sécurité	QF	FF	1	€ 2.321,74	€ 2.321,74
	[Avenant 30b] Evacuation fosse ascenseur	QF	FF	1	€ 1.598,40	€ 1.598,40
	[Avenant 34] Entrées et sorties d'air extérieur	QF	FF	1	€ 2.465,70	€ 2.465,70
	[Avenant 35] Sortie air extrait par jardin	QF	FF	1	€ 8.594,50	€ 8.594,50
	[Avenant 37] Toiture sur escalier extérieur	QF	FF	1	€ 4.576,25	€ 4.576,25
	[Avenant 38] Ventilation de gaine (blue kit)	QF	FF	1	€ 21.697,66	€ 21.697,66
	[Avenant 40] Supports en toiture pour panneaux solaires	QF	FF	1	€ 9.729,72	€ 9.729,72
	[Avenant 43] Raccordement avaloirs terrasses	QF	FF	1	€ 1.074,00	€ 1.074,00
	[Avenant 45] Enduit plafond passage couvert	QF	FF	1	€ 2.856,60	€ 2.856,60
	[Avenant 46b] Percements gaine technique	QF	FF	1	€ 162,00	€ 162,00
	[Avenant 47b] Aire extérieure devant espace communautaire	QF	FF	1	€ 1.777,01	€ 1.777,01
	[Avenant 48] Gainages complémentaires	QF	FF	1	€ 906,36	€ 906,36
	[Avenant 51] Raccords aux mitoyens	QF	FF	1	€ 2.277,94	€ 2.277,94
	[Avenant 57] Trappes inox accès compteurs baignoires	QF	FF	1	€ 259,00	€ 259,00
	[Avenant 59] Escaliers bois déplaçables	QF	FF	1	€ 770,00	€ 770,00
	[Avenant 60] Trappes de visite	QF	FF	1	€ 1.634,36	€ 1.634,36
	<b>TOTAL</b>					<b>€ 75.872,55</b>

Heropleving van de wijken -Wijkcontract Sint-Denijs - Bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren - Goedkeuring van de aanhangsels 10, 13, 16b, 26, 27b, 29b, 30b, 34, 35, 37, 38, 40, 43, 45 tot 48, 51, 57, 59 en 60 - Toepassing van artikelen 236 van de NGW en 17§2 2° a) van de wet van 24 december 1993. #

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 06 december 2012 om de aanhangsels 10, 13, 16b, 26, 29b, 30b, 34, 35, 37, 38, 40, 43, 45 tot 48, 51, 57, 59 en 60 voor de opdracht « bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

dienstverlening en OCMW kantoren » voor het totale bijkomende bedrag van 75.872,55€ excl. BTW goed te keuren waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt:

<b>Referentie</b>	<b>Beschrijving</b>	<b>Type</b>	<b>E</b>	<b>Voorziene H</b>	<b>EP</b>	<b>Totaal Excl. BTW</b>
	[Aanhangsel 10] Bijkomende kosten voor installatie van de werf	FH	FF	1	€ 2.128,93	€ 2.128,93
	[Aanhangsel 13] Muur stepoc tegen grond	FH	FF	1	€ 7.912,00	€ 7.912,00
	[Aanhangsel 16b] Wijzigingen WC	FH	FF	1	€ 2.157,25	€ 2.157,25
	[Aanhangsel 26] Diverse aanpassingen volgend op aanvraag sibelga en Rgie	FH				
			FF	1	€ 3.571,35	€ 3.571,35
	[Aanhangsel 27b] aanpassing toebehoren sanitair	FH	FF	1	-€ 2.598,22	-€ 2.598,22
	[Aanhangsel 29b] Veiligheidsverankering	FH	FF	1	€ 2.321,74	€ 2.321,74
	[Aanhangsel 30b] Evacuatie schacht lift	FH	FF	1	€ 1.598,40	€ 1.598,40
	[Aanhangsel 34] Aan- en afvoer van buitenlucht	FH				
			FF	1	€ 2.465,70	€ 2.465,70
	[Aanhangsel 35] Afvoer lucht via tuin	FH	FF	1	€ 8.594,50	€ 8.594,50
	[Aanhangsel 37] Dak op buitentrap	FH	FF	1	€ 4.576,25	€ 4.576,25
	[Aanhangsel 38] Ventilatie van koker (blue kit)	FH				
			FF	1	€ 21.697,66	€ 21.697,66
	[Aanhangsel 40] Steunen op het dak voor zonnepanelen	FH				
			FF	1	€ 9.729,72	€ 9.729,72
	[Aanhangsel 43] Aansluiting afvoerputten terrassen	FH				
			FF	1	€ 1.074,00	€ 1.074,00
	[Aanhangsel 45] Bepleistering plafond overdekte doorgang	FH				
			FF	1	€ 2.856,60	€ 2.856,60
	[Aanhangsel 46b] Boringen technische koker	FH				
			FF	1	€ 162,00	€ 162,00
	[Aanhangsel 47b] Buitenlucht voor gemeenschapsruimte	FH				
			FF	1	€ 1.777,01	€ 1.777,01
	[Aanhangsel 48] Bijkomende bekledingen	FH				
			FF	1	€ 906,36	€ 906,36
	[Aanhangsel 51] Aansluitingen op gemeenschappelijke delen	FH				
			FF	1	€ 2.277,94	€ 2.277,94
	[Aanhangsel 57] Inox luiken toegang meter badkuipen	FH				
			FF	1	€ 259,00	€ 259,00
	[Aanhangsel 59] Houten verplaatsbare trappen	FH				
			FF	1	€ 770,00	€ 770,00
	[Aanhangsel 60] Inspectieluiken	FH	FF	1	€ 1.634,36	€ 1.634,36
	<b>TOTAAL</b>					<b>€ 75.872,55</b>

Gelet op artikelen 236 van de NGW en 17§2, 2° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van 06 december 2012 tot goedkeuring van de aanhangsels 10, 13, 16b, 26, 27b, 29b, 30b, 34, 35, 37, 38, 40, 43, 45 tot 48, 51, 57, 59 en 60 voor de opdracht « Bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren » voor het totale bijkomende bedrag van 75.872,55€ excl. BTW waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt:

<b>Referentie</b>	<b>Beschrijving</b>	<b>Type</b>	<b>E</b>	<b>Voorziene H</b>	<b>EP</b>	<b>Totaal Excl. BTW</b>
	[Aanhangsel 10] Bijkomende kosten voor installatie van de werf	FH	FF	1	€ 2.128,93	€ 2.128,93
	[Aanhangsel 13] Muur stepoc tegen	FH	FF	1	€ 7.912,00	€ 7.912,00

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

grond					
[Aanhangsel 16b] Wijzigingen WC	FH	FF	1	€ 2.157,25	€ 2.157,25
[Aanhangsel 26] Diverse aanpassingen volgend op aanvraag sibelga en Rgie	FH	FF	1	€ 3.571,35	€ 3.571,35
[Aanhangsel 27b] aanpassing toebehoren sanitair	FH	FF	1	-€ 2.598,22	-€ 2.598,22
[Aanhangsel 29b] Veiligheidsverankering	FH	FF	1	€ 2.321,74	€ 2.321,74
[Aanhangsel 30b] Evacuatie schacht lift	FH	FF	1	€ 1.598,40	€ 1.598,40
[Aanhangsel 34] Aan- en afvoer van buitenlucht	FH	FF	1	€ 2.465,70	€ 2.465,70
[Aanhangsel 35] Afvoer lucht via tuin	FH	FF	1	€ 8.594,50	€ 8.594,50
[Aanhangsel 37] Dak op buitentrap	FH	FF	1	€ 4.576,25	€ 4.576,25
[Aanhangsel 38] Ventilatie van koker (blue kit)	FH	FF	1	€ 21.697,66	€ 21.697,66
[Aanhangsel 40] Steunen op het dak voor zonnepanelen	FH	FF	1	€ 9.729,72	€ 9.729,72
[Aanhangsel 43] Aansluiting afvoerputten terrassen	FH	FF	1	€ 1.074,00	€ 1.074,00
[Aanhangsel 45] Beprestering plafond overdekte passage	FH	FF	1	€ 2.856,60	€ 2.856,60
[Aanhangsel 46b] Boringen technische koker	FH	FF	1	€ 162,00	€ 162,00
[Aanhangsel 47b] Buitenlucht voor gemeenschapsruimte	FH	FF	1	€ 1.777,01	€ 1.777,01
[Aanhangsel 48] Bijkomende bekledingen	FH	FF	1	€ 906,36	€ 906,36
[Aanhangsel 51] Aansluitingen op gemeenschappelijke delen	FH	FF	1	€ 2.277,94	€ 2.277,94
[Aanhangsel 57] Inox luiken toegang meter badkuipen	FH	FF	1	€ 259,00	€ 259,00
[Aanhangsel 59] Houten verplaatsbare trappen	FH	FF	1	€ 770,00	€ 770,00
[Aanhangsel 60] Inspectieluiken	FH	FF	1	€ 1.634,36	€ 1.634,36
<b>TOTAAL</b>					<b>€ 75.872,55</b>

*Article 58 – Artikel 58*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint Denis - Construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS - Approbation des avenants 19b, 33, 36, 64 à 67, 69 à 77 - Application des articles 236 NLC et 17§2 2° a) de la loi du 24 décembre 1993.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2012 d'approver les avenants 19b, 33, 36, 64 à 67, 69 à 77 pour le marché « Construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS » pour le montant total en plus de 25.219,11 € HTVA et dont la ventilation est reprise ci-dessous :

Description	Type	U	Q prévue	PU	Total Hors TVA
[Avenant 19b] Adaptation quantité fondations	QF	FF	1	€ 979,13	€ 979,13
[Avenant 33] Rehausse des linteaux	QF	FF	1	€ 720,00	€ 720,00
[Avenant 36] Pose luminaire sous passage couvert	QF	FF	1	€ 279,72	€ 279,72
[Avenant 64] Supplément pour peinture éco-label	QF	FF	1	€ 978,70	€ 978,70
[Avenant 65] Caissons/ faux plafonds CPAS	QF	FF	1	€ 1.500,00	€ 1.500,00
[Avenant 66] Grille de ventilation ascenseur	QF	FF	1	€ 850,00	€ 850,00
[Avenant 67] Enduits supplémentaires	QF	FF	1	€ 2.711,33	€ 2.711,33
[Avenant 69] Abords	QF	FF	1	€ 800,00	€ 800,00
[Avenant 70] HVAC sanitaire final	QF	FF	1	€ 5.798,19	€ 5.798,19
[Avenant 71] Electricité compléments après RP	QF	FF	1	€ 476,01	€ 476,01
[Avenant 72] Poignée à clef	QF	FF	1	€ 85,00	€ 85,00
[Avenant 73] Fermeture des logettes cuisine(appartement 1 ch)	QF	FF	1	€ 367,20	€ 367,20
[Avenant 74] Frais d'ouverture compteur	QF	FF	1	€ 375,00	€ 375,00
[Avenant 75] Modifications coffrets compteurs (demande de Sibelga)	QF	FF	1	€ 5.866,21	€ 5.866,21
[Avenant 76] Changement eau pluviale	QF	FF	1	€ 1.395,87	€ 1.395,87
[Avenant 77] Restitution installation chantier sur les modifications des postes forfaitaires	QF	FF	1	€ 2.036,75	€ 2.036,75
<b>TOTAL :</b>					<b>€ 25.219,11</b>

Vu les articles 236 NLC et 17§2, 2° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de construction, de services et de fournitures ;

DECIDE :

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2012 approuvant les avenants 19b, 33, 36, 64 à 67, 69 à 77 pour le marché « Construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS » pour le montant total en plus de 25.219,11 € HTVA suivant la ventilation:

Description	Type	U	Q prévue	PU	Total Hors TVA
[Avenant 19b] Adaptation quantité fondations	QF	FF	1	€ 979,13	€ 979,13
[Avenant 33] Rehausse des linteaux	QF	FF	1	€ 720,00	€ 720,00
[Avenant 36] Pose luminaire sous passage couvert	QF	FF	1	€ 279,72	€ 279,72

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Avenant 64] Supplément pour peinture éco-label	QF	FF	1	€ 978,70	€ 978,70
[Avenant 65] Caissons/ faux plafonds CPAS	QF	FF	1	€ 1.500,00	€ 1.500,00
[Avenant 66] Grille de ventilation ascenseur	QF	FF	1	€ 850,00	€ 850,00
[Avenant 67] Enduits supplémentaires	QF	FF	1	€ 2.711,33	€ 2.711,33
[Avenant 69] Abords	QF	FF	1	€ 800,00	€ 800,00
[Avenant 70] HVAC sanitaire final	QF	FF	1	€ 5.798,19	€ 5.798,19
[Avenant 71] Electricité compléments après RP	QF	FF	1	€ 476,01	€ 476,01
[Avenant 72] Poignée à clef	QF	FF	1	€ 85,00	€ 85,00
[Avenant 73] Fermeture des logettes cuisine(appartement 1 ch)	QF	FF	1	€ 367,20	€ 367,20
[Avenant 74] Frais d'ouverture compteur	QF	FF	1	€ 375,00	€ 375,00
[Avenant 75] Modifications coffrets compteurs(demande de Sibelga)	QF	FF	1	€ 5.866,21	€ 5.866,21
[Avenant 76] Changement eau pluviale	QF	FF	1	€ 1.395,87	€ 1.395,87
[Avenant 77] Restitution installation chantier sur les modifications des postes forfaitaires	QF	FF	1	€ 2.036,75	€ 2.036,75
<b>TOTAL :</b>					<b>€ 25.219,11</b>

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Denijns - Bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren - Goedkeuring van de aanhangsels 19b, 33, 36, 64 tot 67, 69 tot 77 - Toepassing van artikelen 236 van de NGW en van 17§2 2° van de wet van 24 december 1993.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2012 om de aanhangsels 19b, 33, 36, 64 tot 67, 69 tot 77 voor de opdracht « bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren » voor het totale bijkomende bedrag van 25.219,11 € excl. BTW goed tekeuren waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt:

Beschrijving	Type	E	Voorziene H	EP	Totaal Excl. BTW
[Aanhangsel 19b] Aanpassing hoeveelheid funderingen	FH	FF	1	€ 979,13	€ 979,13
[Aanhangsel 33] Verhoging van de bovendrempels	FH	FF	1	€ 720,00	€ 720,00
[Aanhangsel 36] Plaatsing verlichting onder overdekte doorgang	FH	FF	1	€ 279,72	€ 279,72
[Aanhangsel 64] Supplement voor eco-label verf	FH	FF	1	€ 978,70	€ 978,70
[Aanhangsel 65] Vakken/valse plafonds OCMW	FH	FF	1	€ 1.500,00	€ 1.500,00
[Aanhangsel 66] Ventilatierooster lift	FH	FF	1	€ 850,00	€ 850,00
[Aanhangsel 67] Bijkomende bepleistering	FH	FF	1	€ 2.711,33	€ 2.711,33
[Aanhangsel 69] Omgeving	FH	FF	1	€ 800,00	€ 800,00
[Aanhangsel 70] Finaal sanitair HVAC	FH	FF	1	€ 5.798,19	€ 5.798,19
[Aanhangsel 71] Elektriciteit toeslag na RP	FH	FF	1	€ 476,01	€ 476,01
[Aanhangsel 72] Hendel met sleutel	FH	FF	1	€ 85,00	€ 85,00
[Aanhangsel 73] Sluiting van de keukenhokjes (appartement 1 k)	FH	FF	1	€ 367,20	€ 367,20
[Aanhangsel 74] Kosten voor opening van de meter	FH	FF	1	€ 375,00	€ 375,00

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Aanhangsel 75] Wijzigingen kastjes meters (vraag van Sibelga)	FH	FF	1	€ 5.866,21	€ 5.866,21
[Aanhangsel 76] Wijziging regenwater	FH	FF	1	€ 1.395,87	€ 1.395,87
[Aanhangsel 77] Teruggave werfinstallatie op de wijzigingen van de forfaitaire posten	FH	FF	1	€ 2.036,75	€ 2.036,75
<b>TOTAAL :</b>					<b>€ 25.219,11</b>

Gelet op artikelen 236 van de NGW en 17§2, 2° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2012 tot goedkeuring van de aanhangsels 19b, 33, 36, 64 tot 67, 69 tot 77 voor de opdracht « bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren » voor het totale bijkomende bedrag van 25.219,11 € excl. BTW volgens de verdeling:

<b>Beschrijving</b>	<b>Type</b>	<b>E</b>	<b>Voorziene H</b>	<b>EP</b>	<b>Totaal Excl. BTW</b>
[Aanhangsel 19b] Aanpassing hoeveelheid funderingen	FH	FF	1	€ 979,13	€ 979,13
[Aanhangsel 33] Verhoging van de bovendrempels	FH	FF	1	€ 720,00	€ 720,00
[Aanhangsel 36] Plaatsing verlichting onder overdekte doorgang	FH	FF	1	€ 279,72	€ 279,72
[Aanhangsel 64] Supplement voor eco-label verf	FH	FF	1	€ 978,70	€ 978,70
[Aanhangsel 65] Vakken/valse plafonds OCMW	FH	FF	1	€ 1.500,00	€ 1.500,00
[Aanhangsel 66] Ventilatierooster lift	FH	FF	1	€ 850,00	€ 850,00
[Aanhangsel 67] Bijkomende bepleistering	FH	FF	1	€ 2.711,33	€ 2.711,33
[Aanhangsel 69] Omgeving	FH	FF	1	€ 800,00	€ 800,00
[Aanhangsel 70] Finaal sanitair HVAC	FH	FF	1	€ 5.798,19	€ 5.798,19
[Aanhangsel 71] Elektriciteit toevoegingen na RP	FH	FF	1	€ 476,01	€ 476,01
[Aanhangsel 72] Hendel met sleutel	FH	FF	1	€ 85,00	€ 85,00
[Aanhangsel 73] Sluiting van de keukenhokjes (appartement 1 k)	FH	FF	1	€ 367,20	€ 367,20
[Aanhangsel 74] Kosten voor opening van de meter	FH	FF	1	€ 375,00	€ 375,00
[Aanhangsel 75] Wijzigingen kastjes meters (vraag van Sibelga)	FH	FF	1	€ 5.866,21	€ 5.866,21
[Aanhangsel 76] Wijziging regenwater	FH	FF	1	€ 1.395,87	€ 1.395,87
[Aanhangsel 77] Teruggave werfinstallatie op de wijzigingen van de forfaitaire posten	FH	FF	1	€ 2.036,75	€ 2.036,75
<b>TOTAAL :</b>					<b>€ 25.219,11</b>

*Article 59 – Artikel 59*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Denis - Construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS (rue de Liège, 58) - Coût global - Transmission à l'AATL - Prise pour information.

**LE CONSEIL**

Considérant que le délai imposé par l'AATL, pour ce qui concerne le suivi des chantiers 2010/2012 pris fin le 17 décembre 2012 et qu'il convenait de transmettre à cette administration régionale le coût global du dossier « rue de Lège » afin de lui permettre de déterminer les sommes encore dues à la commune de Forest ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27 décembre 2012 d'approuver après examen les tableaux reprenant les détails des ventilations des dépenses et recettes dans ce dossier ;

Considérant que pour une meilleure compréhension, les tableaux dont question ont été annexés à la présente délibération ;

Considérant que les coûts globaux des tableaux s'y présentent comme suit :

1/ coût global des études et frais annexes : **306.990,67€ TVAC**

2/ coût de la construction :

Etats d'avancement 1 à 24 et final : sous-totaux : **2.797.749,15€TVAC**  
(dont avenants 149.135,65€ TVAC)

**Coût global du projet (1+2) : 3.104.739,82 € TVAC**

Considérant que le subside régional attendu sur les postes 1 et 2 s'élève à 90%, les 10% restants étant à charge de la commune ;

Considérant que les sommes dues pour les modifications du marché demandées par le CPAS s'élèvent à 26.868,21€ HTVA ;

Considérant que les primes attendues de l'IBGE s'élèvent à **245.973,50€** et sont ventilées comme suit :

1/ Bâtiment exemplaire : **138.960,00€**

2/ Bâtiment passif : **107.013,50€**

**DECIDE :**

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27 décembre 2012 d'approuver les tableaux reprenant les coûts globaux engendrés par la construction d'un immeuble de logement, d'un espace communautaire et/ou de service public et de bureaux CPAS, rue de Liège, 58, ainsi que les primes attendues de l'IBGE et de transmettre le dossier à l'AATL.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Denijs - Bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren (Luikstraat, 58)- Globale kost - Overdracht aan het BROH - Kennisneming.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Overwegende dat de termijn opgelegd door het BROH voor wat betreft de opvolging van de werven 2010/2012 beëindigd werd op 17 december 2012 en dat de globale kost van het dossier « Luikstraat » aan dit gewestelijk bestuur overgemaakt moest worden teneinde het in staat te stellen de bedragen die nog verschuldigd zijn aan de gemeente Vorst te bepalen ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 december 2012 om na onderzoek de tabellen met vermelding van de details van de verdeling van de uitgaven en ontvangsten in dit dossier goed te keuren;

Overwegende dat voor een beter begrip de tabellen waarvan sprake opgenomen werden in de bijlage bij huidige beraadslaging;

Overwegende dat de globale kosten van de tabellen als volgt voorgesteld worden:

1/ globale kost van de studies en bijbehorende kosten : 306.990,67€ incl. BTW

2/ kost van de bouw :

Vorderingsstaten 1 tot 24 en eindvorderingsstaat : subtotalen : **2.797.749,15€ incl. BTW**  
(waarvan aanhangsels 149.135,65€ incl. BTW)

**Globale kost van het project (1+2) : 3.104.739,82 €incl. BTW**

Overwegende dat de verwachte gewestelijke subsidies voor de posten 1 en 2 90% bedragen, en dat de 10% die overblijft ten laste van de gemeente is ;

Overwegende dat de sommen verschuldigd voor de wijzigingen van de opdracht, gevraagd door het OCMW, 26.868,21€ excl. BTW bedragen;

Overwegende dat de verwachte premies van het BIM **245.973,50€** bedragen en als volgt verdeeld worden:

1/ Voorbeeldgebouw: **138.960,00€**

2/ Passief gebouw : **107.013,50€**

BESLIST :

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 december 2012 om de tabellen met vermelding van de globale kosten volgend op de bouw van een woongebouw, een gemeenschapsruimte en/of ruimte voor openbare dienstverlening en OCMW kantoren, Luikstraat, 58, alsook de premies verwacht van het BIM goed te keuren en het dossier aan het BROH over te maken.

*Article 60 – Artikel 60*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Denis - rue de la Station, 17 - Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS+ crèche communale - Approbation avenants 15, 16, 22, à 27, 29 à 31, 33, et 35 - Application des articles 236 NLC et 17§2, 2, 2° a) de la loi du 24 décembre 1993.

LE CONSEIL,

Vu la décision du collège du 15 novembre 2012 approuvant les avenants 15, 16, 22, 25 à 27, 29 à 31, 33 et 35 du marché « Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + crèche communale d'un montant total de 43.351,14€ HTVA, et dont la ventilation est reprise ci-dessous :

N°	Description	Type	U	Q prévue	PU	Total Hors TVA
	[Avenant 15] Percement non repris en stabilité	QF	ff	1	€ 2.842,69	€ 2.842,69
	[Avenant 16] Sanitaires (pompe d'eau pluviale)	QF	ff	1	€ 19.575,46	€ 19.575,46
	[Avenant 22] Récupération des eaux de ruissellement	QF	ff	1	€ 5.520,80	€ 5.520,80
	[Avenant 25] Modification pour local compteur	QF	ff	1	€ 5.189,47	€ 5.189,47
	[Avenant 26] Cloisonnements et finitions	QF	ff	1	€ 9.182,25	€ 9.182,25
	[Avenant 27] Sanitaires	QF	ff	1	€ 9.139,45	€ 9.139,45
	[Avenant 29] Biberonnerie H+1	QF	ff	1	€ 2.214,15	€ 2.214,15
	[Avenant 30] Protection Pompe à chaleur au rez	QF	ff	1	€ 1.469,25	€ 1.469,25
	[Avenant 31] Modification terrasse bois-acrotère	QF	ff	1	€ 1.129,18	€ 1.129,18
	[Avenant 33] Postes non exécutés	QF	ff	1	-€ 13.776,78	-€ 13.776,78
	[Avenant 35] Local technique	QF	ff	1	€ 865,22	€ 865,22
	<b>TOTAL :</b>					<b>€ 43.351,14</b>

Vu les articles 236 NLC et 17 §2, 2° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de construction, de fournitures et de services ;

DECIDE :

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins approuvant les avenants 15, 16, 22, 25 à 27, 29 à 31, 33 et 35 d'un montant total de 43.351,14€ HTVA, dont la ventilation est reprise ci-dessous :

N°	Description	Type	U	Q prévue	PU	Total Hors TVA
----	-------------	------	---	----------	----	----------------

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Avenant 15] Percement non repris en stabilité	QF	ff	1	€ 2.842,69	€ 2.842,69
[Avenant 16] Sanitaires (pompe d'eau pluviale)	QF	ff	1	€ 19.575,46	€ 19.575,46
[Avenant 22] Récupération des eaux de ruissellement	QF	ff	1	€ 5.520,80	€ 5.520,80
[Avenant 25] Modification pour local compteur	QF	ff	1	€ 5.189,47	€ 5.189,47
[Avenant 26] Cloisonnements et finitions	QF	ff	1	€ 9.182,25	€ 9.182,25
[Avenant 27] Sanitaires	QF	ff	1	€ 9.139,45	€ 9.139,45
[Avenant 29] Biberonnerie H+1	QF	ff	1	€ 2.214,15	€ 2.214,15
[Avenant 30] Protection Pompe à chaleur au rez	QF	ff	1	€ 1.469,25	€ 1.469,25
[Avenant 31] Modification terrasse bois-acrotère	QF	ff	1	€ 1.129,18	€ 1.129,18
[Avenant 33] Postes non exécutés	QF	ff	1	-€ 13.776,78	-€ 13.776,78
[Avenant 35] Local technique	QF	ff	1	€ 865,22	€ 865,22
<b>TOTAL :</b>					<b>€ 43.351,14</b>

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Denijns - Stationstraat, 17 - Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + Gemeentelijk kinderdagverblijf - Goedkeuring van de aanhangsels 15, 16, 22 tot 27, 29 tot 31, 33 en 35 - Toepassing van artikelen 236 van de NGW en 17§2 2° a) van de wet van 24 december 1993.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het college van 15 november 2012 tot goedkeuring van de aanhangsels 15, 16, 22, 25 tot 27, 29 tot 31, 33 en 35 van de opdracht « Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + gemeentelijk kinderdagverblijf » voor een totaalbedrag van 43.351,14€ excl. BTW, en waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt:

Nr	Beschrijving	Type	E	Voorziene H	EP	Totaal Excl. BTW
	[Aanhangsel 15] Niet opgenomen stabiliteitsboringen	FH	ff	1	€ 2.842,69	€ 2.842,69
	[Aanhangsel 16] Sanitair (regenwaterpomp)	FH	ff	1	€ 19.575,46	€ 19.575,46
	[Aanhangsel 22] Opvang van het afstromend water	FH	ff	1	€ 5.520,80	€ 5.520,80
	[Aanhangsel 25] Wijziging voor lokaal meter	FH	ff	1	€ 5.189,47	€ 5.189,47
	[Aanhangsel 26] Plaatsen van wanden en afwerkingen	FH	ff	1	€ 9.182,25	€ 9.182,25

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

[Aanhangsel 27] Sanitair	FH	ff	1	€ 9.139,45	€ 9.139,45
	FH				
[Aanhangsel 29] Melkkeuken H+1	FH	ff	1	€ 2.214,15	€ 2.214,15
[Aanhangsel 30] Bescherming Warmtepomp op de benedenverdieping	FH	ff	1	€ 1.469,25	€ 1.469,25
[Aanhangsel 31] Wijziging terras hout-dakrandopstand	FH	ff	1	€ 1.129,18	€ 1.129,18
	FH				
[Aanhangsel 33] Niet uitgevoerde posten	FH	ff	1	-€ 13.776,78	-€ 13.776,78
	FH	ff	1	€ 865,22	€ 865,22
<b>TOTAAL :</b>					<b>€ 43.351,14</b>

Gelet op artikelen 236 van de NGW en 17§2, 2° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen tot goedkeuring van de aanhangsels 15, 16, 22, 25 tot 27, 29 tot 31, 33 en 35 voor een totaalbedrag van 43.351,14€ excl. BTW, waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt :

Nr	Beschrijving	Type	E	Voorziene H	EP	Totaal Excl. BTW
	[Aanhangsel 15] Niet opgenomen stabiliteitsboringen	FH	ff	1	€ 2.842,69	€ 2.842,69
	[Aanhangsel 16] Sanitair (regenwaterpomp)	FH	ff	1	€ 19.575,46	€ 19.575,46
		FH				
	[Aanhangsel 22] Opvang van het afstromend water	FH	ff	1	€ 5.520,80	€ 5.520,80
		FH				
	[Aanhangsel 25] Wijziging voor lokaal meter	FH	ff	1	€ 5.189,47	€ 5.189,47
	[Aanhangsel 26] Plaatsen van wanden en afwerkingen	FH	ff	1	€ 9.182,25	€ 9.182,25
		FH				
	[Aanhangsel 27] Sanitair	FH	ff	1	€ 9.139,45	€ 9.139,45
		FH				
	[Aanhangsel 29] Melkkeuken H+1	FH	ff	1	€ 2.214,15	€ 2.214,15
	[Aanhangsel 30] Bescherming Warmtepomp op de benedenverdieping	FH	ff	1	€ 1.469,25	€ 1.469,25
	[Aanhangsel 31] Wijziging terras hout-dakrandopstand	FH	ff	1	€ 1.129,18	€ 1.129,18
		FH				
	[Aanhangsel 33] Niet uitgevoerde posten	FH	ff	1	-€ 13.776,78	-€ 13.776,78
		FH	ff	1	€ 865,22	€ 865,22
<b>TOTAAL :</b>						<b>€ 43.351,14</b>

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

**Article 61 – Artikel 61**

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Denis - rue de la Station, 17 - Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + crèche communale - Approbation des avenants 23, 24, 28, 32, 34 et 37 - Application des articles 236 NLC et 17§2 2° a) de la loi du 24 décembre 1993.

**LE CONSEIL,**

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 20 décembre 2012 d'approuver les avenants 23, 24, 28, 34 et 37 du marché « Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + crèche communale » pour le montant total en plus de 13.267,53€ HTVA et dont la ventilation est reprise ci-dessous :

[Avenant 23] Eclairage encastré dans panneau rockfon	QF	ff	1	€ 9.228,45	€ 9.228,45
[Avenant 24] Modification mobilier crèche	QF	ff	1	-€ 2.789,99	-€ 2.789,99
[Avenant 28] Electricité	QF	ff	1	€ 1.957,76	€ 1.957,76
[Avenant 34] Modifications ventilations dans locaux techniques	QF	ff	1	€ 6.083,50	€ 6.083,50
[Avenant 37] Décompte final	QF	ff	1	-€ 1.212,19	-€ 1.212,19
<b>TOTAL :</b>				<b>€ 13.267,53</b>	

Vu les articles 236 NLC et 17§2 2° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de construction, de fournitures et de services;

**DECIDE :**

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins d'approuver les avenants 23, 24, 28, 34 et 37 du marché « Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + crèche communale » pour le montant total en plus de 13.267,53 € HTVA.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Denijns - Stationstraat, 17 - Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + gemeentelijk kinderdagverblijf - Goedkeuring van de aanhangsels 23, 24, 28, 32, 34 en 37 - Toepassing van artikelen 236 van de NGW en 17§2 2° a) van de wet van 24 decembre 1993.

**DE RAAD,**

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 20 december 2012 om de aanhangsels 23, 24, 28, 34 en 37 van de opdracht « Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + gemeentelijk kinderdagverblijf » voor het totale

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

bijkomende bedrag van 13.267,53€ excl. BTW goed tekeuren waarvan de verdeling hieronder vermeld wordt :

[Aanhangsel 23] Verlichting ingebouwd in rockfon paneel	FH	ff	1	€ 9.228,45	€ 9.228,45
[Aanhangsel 24] Wijziging meubilair kinderdagverblijf	FH	ff	1	-€ 2.789,99	-€ 2.789,99
[Aanhangsel 28] Elektriciteit	FH	ff	1	€ 1.957,76	€ 1.957,76
[Aanhangsel 34] Wijzigingen ventilatie in technische lokalen	FH	ff	1	€ 6.083,50	€ 6.083,50
[Aanhangsel 37] Eindafrekening	FH	ff	1	-€ 1.212,19	-€ 1.212,19
<b>TOTAAL :</b>				<b>€ 13.267,53</b>	

Gelet op artikelen 236 van de NGW en 17§2, 2° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

**BESLIST :**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen om de aanhangsels 23, 24, 28, 34 en 37 van de opdracht « Bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + gemeentelijk kinderdagverblijf » voor het totale bijkomende bedrag van 13.267,53 € excl. BTW goed te keuren.

*Article 62 – Artikel 62*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Denis - Rue de la Station, 17 - Construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + Crèche communale - Coût global du dossier - Transmission à l'AATL - Prise pour information.

.LE CONSEIL,

Considérant que le délai imposé par l'AATL, pour ce qui concerne le suivi des chantiers 2010/2012 a pris fin le 17 décembre 2012 et qu'il convenait de transmettre à cette administration régionale le coût global du dossier « M2E » afin de lui permettre de déterminer les sommes encore dues à la commune de Forest ;

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27 décembre 2012 approuvant les tableaux reprenant les coûts globaux engendrés par la construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + Crèche communale ainsi que les primes et subsides attendus de l'IBGE et du PLAN CRECHE, et de transmettre le dossier à l'AATL ;

Considérant que pour une meilleure compréhension, les tableaux détaillés des coûts ont été annexés à la présente délibération ;

Considérant que les coûts globaux des tableaux s'y présentent comme suit :  
1/ coût global des études et frais annexes : 459.002,59€ TVAC

2/ coût de la construction :

Etats d'avancement 1 à 22 et final : sous-totaux : **3.428.009,21€ TVAC**  
(dont avenants : 229.178,25 € HTVA)

**Coût global du projet (1+2) : 3.887.011,80 TVAC**

Considérant que le subside régional attendu sur les postes 1 et 2 s'élève à 90%, les 10% restants étant à charge de la commune ;

Considérant que les primes attendues de l'IBGE et du « PLAN CRECHE » s'élèvent à **694.321,50€** et sont ventilées comme suit :

1/ Bâtiment exemplaire : **125.541,00€**  
2/ Bâtiment passif : **68.780,50 €**  
3/ Plan crèche : **500.000,00 €**

DECIDE :

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 27 décembre 2012 approuvant les tableaux reprenant les coûts globaux engendrés par la construction de la Maison de l'Emploi et de l'Entreprise + Antenne décentralisée ACTIRIS + crèche communale ainsi que les primes et subsides attendus de l'IBGE et du PLAN CRECHE, et de transmettre le dossier à l'AATL.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Denijns - Stationstraat, 17 - Bouw van het Tewerkstellings en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + Gemeentelijk kinderdagverblijf - Globale kost van het dossier - Overdracht aan het BROH - Kennisneming.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

DE RAAD,

Overwegende dat de termijn opgelegd door het BROH voor wat betreft de opvolging van de werven 2010/2012 beëindigd werd op 17 december 2012 en dat de globale kost van het dossier « TOH » aan dit gewestelijk bestuur overgemaakt moet worden teneinde het in staat te stellen de bedragen die nog verschuldigd zijn aan de gemeente Vorst te bepalen ;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 december 2012 tot goedkeuring van de tabellen met vermelding van de globale kosten volgend op de bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + Gemeentelijk kinderdagverblijf alsook de premies en subsidies verwacht van het BIM en van het KINDERKRIBBENPLAN, en om het dossier aan het BROH over te maken;

Overwegende dat voor een beter begrip de gedetailleerde tabellen met de kosten opgenomen werden in de bijlage bij huidige beraadslaging;

Overwegende dat de globale kosten van de tabellen als volgt voorgesteld worden:

**1/ globale kost van de studies en bijbehorende kosten : 459.002,59€ incl. BTW**

**2/ kost van de bouw :**

Vorderingsstaten 1 tot 22 en eindvorderingsstaat : subtotalen : **3.428.009,21€ incl. BTW**  
(waarvan aanhangsels: 229.178,25 € excl. BTW)

**Globale kost van het project (1+2) : 3.887.011,80 incl. BTW**

Overwegende dat de verwachte gewestelijke subsidies voor de posten 1 en 2 90% bedragen, en dat de 10% die overblijft ten laste van de gemeente is ;

Overwegende dat de verwachte premies van het BIM en van het « KINDERKRIBBENPLAN » **694.321,50€** bedragen en als volgt verdeeld worden :

1/ Voorbeeldgebouw : **125.541,00€**

2/ Passief gebouw: **68.780,50 €**

3/ Kinderkrachtenplan: **500.000,00 €**

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 27 december 2012 tot goedkeuring van de tabellen met vermelding van de globale kosten volgend op de bouw van het Tewerkstellings- en Ondernemingshuis + Gedecentraliseerd ACTIRIS kantoor + Gemeentelijk kinderdagverblijf alsook de premies en subsidies verwacht van het BIM en van het KINDERKRIBBENPLAN, en het dossier aan het BROH over te maken.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 63 – Artikel 63**

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Réaménagement du jardin de l'Espoir et construction d'un équipement local rue de l'Imprimerie n°5 à 1190 Forest - Raccordements Sibelga pour l'approvisionnement en gaz et en électricité de la parcelle Espoir - Prise pour information.

**LE CONSEIL,**

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 08 novembre 2012 :  
d'inscrire la dépense de 4.204,75€ TVAC 21% pour leraccordement à l'électricité de la parcelle « Espoir » à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2012 ;  
d'inscrire la dépense de 1.455,63€ TVAC 21% pour leraccordement au gaz de la parcelle « Espoir » à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2012 ;  
de financer les deux dépenses par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale ;  
d'informer le conseil communal de sa décision ;

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

**DECIDE :**

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins d'inscrire – pour la parcelle « Espoir » les dépenses de 4.024,75€ TVAC21% pour le raccordement à l'électricité et de 1.455,63€ TVAC 21% pour le raccordement au gaz, à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2012 ; les dépenses seront financées par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Heraanleg van de tuin Espoir en bouw van een plaatselijke voorziening in de Drukkerijstraat nr. 5 te 1190 Vorst - Aansluitingen Sibelga voor de levering van gas en elektriciteit van het perceel Espoir - Kennisneming.

**DE RAAD,**

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 08 novembre 2012 :  
om de uitgave van 4.204,75€ 21% BTW inbegrepen voorde aansluiting op de elektriciteit van het perceel « Espoir » in te schrijven op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ;  
om de uitgave van 1.455,63€ 21% BTW inbegrepen voorde aansluiting op het gasnet van het perceel « Espoir » in te schrijven op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ;  
om de twee uitgaven te financieren door subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;  
om de gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing ;

Gelet op artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;

**BESLIST :**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen om voor het perceel « Espoir » de uitgaven van 4.024,75€ 21% BTW inbegrepen voor de aansluiting op de elektriciteit en van 1.455,63€ 21% BTW inbegrepen voor de aansluiting op het gasnet in te schrijven op artikel

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 ; de uitgaven zullen worden gefinancierd door subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Article 64 – Artikel 64**

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint-Antoine - Projet l'Espoir sis rue de l'Imprimerie n°5 à 1190 Forest - Assainissement des terres polluées - Marché public de travaux - Approbation des conditions et du mode de passation du marché - Consultation d'entreprises spécialisées - Prise pour information.  
**LE CONSEIL,**

Vu la décision du collège des bourgmestre et échevins du 08 novembre 2012 :

D'approuver le marché de travaux relatif à l'assainissement des terres polluées lors de l'excavation des terres nécessaire à la construction de bâtiment de logements, sis rue de l'Imprimerie n°5 à 1190 Forest ;

De lancer un marché public par procédure négociée sans publicité en application de l'article 17§2 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics de construction, de fournitures et de services ;

D'approuver le cahier spécial des charges régissant ce marché ;

De consulter les dix firmes suivantes : BENVITEC SA, DEEP GREEN SA, ECOTERRES SA, ENVISAN INTERNATIONAL SA, GALERE SA, MOURIK SA, SANIFOX SPRL, SITA REMEDIATION SA, SOL ET VAL SA, SOLAZ SA ;

Vu les articles 234 et 236 NLC ;

**DECIDE :**

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 08 novembre 2012 approuvant le marché de travaux relatif à l'assainissement des terres polluées ; de lancer un marché public par procédure négociée sans publicité en application de l'article 17§2 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 ; d'approuver le cahier spécial des charges régissant ce marché et de consulter les dix firmes ci-dessus mentionnées.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Project Espoir gelegen Drukkerijstraat nr. 5 te 1190 Vorst - Sanering van de vervuilde bodem - Overheidsopdracht voor aanneming van werken - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze - Raadpleging van gespecialiseerde ondernemingen - Kennisneming.

**DE RAAD,**

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 08 november 2012:

Om de opdracht voor aanneming van werken betreffende de sanering van de vervuilde bodem tijdens het uitgraven van de grond nodig voor het oprichten van woongebouwen, gelegen Drukkerijstraat nr 5 te 1190 Vorst, goed te keuren;

Om een overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te lanceren in toepassing van artikel 17§2 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Het bijzondere bestek van toepassing op deze opdracht goed te keuren;

De volgende tien firma's te raadplegen : BENVITEC NV, DEEP GREEN NV, ECOTERRES NV, ENVISAN INTERNATIONAL NV, GALERE NV, MOURIK NV, SANIFOX BVBA, SITA REMEDIATION NV, SOL ET VAL NV, SOLAZ NV;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;

**BESLIST :**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 08 november 2012 tot goedkeuring van de opdracht voor aanneming van werken betreffende de sanering van de vervuile bodem; een overheidsopdracht via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking te lanceren in toepassing van artikel 17§2 1° a) van de wet van 24 december 1993; het bijzondere bestek van toepassing op deze opdracht goed te keuren en de tien hierboven vermelde firma's te raadplegen.

*Article 65 – Artikel 65*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Saint Antoine – Rénovation de la Maison de quartier Saint-Antoine et de son jardin et construction de trois logements – marché public de travaux – Attribution – Modification budgétaire n°9 – Prise pour information.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 24 janvier 2012 :

De choisir l’adjudication publique comme mode de passation du marché

D’approuver le cahier spécial des charges ayant pour objet la rénovation de la Maison de quartier Saint Antoine, de son jardin et la construction de trois logements ;

De financer la dépense à 100% par le subside de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu’à l’époque, le montant estimé du marché était estimé à 1.248.663,11€

TVAC ;

Vu la décision du 06 septembre 2012 du collège des bourgmestre et échevins – sous réserve de l’approbation par la tutelle de la modification : budgétaire n°9 - :

D’approuver le procès-verbal d’ouverture des offres et le rapport d’analyse des offres ;

De sélectionner sur base de l’analyse de sélection qualitative deux entreprises, à savoir :

Société anonyme ROOSEN –av. Einstein, 2A 1348 Louvain-la-Neuve

Société anonyme BRUDEX – rue Pierre Gassée, 14 – 1080 Bruxelles ;

De sélectionner sur base de l’analyse des offres régulières : la société anonyme BRUDEX, sis à 1080 Bruxelles, rue Pierre Gassée, 14, pour un montant de 1.895.401,20€ TVAC ;

D’attribuer le marché à la SA BRUDEX, rue Pierre Gassée, 14 – 1080 Bruxelles, pour le montant d’offre contrôlé de 1.846.990,05 TVAC ;

D’inscrire la dépense à l’article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2012 et de la financer à 100% par le subside régional ;

Considérant que la modification budgétaire n°9, pour le contrat de quartier Saint-Antoine, concernait la modification du programme d’investissement à l’intérieur de l’article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2012 :

	Avant modification n°9	Après modification n°9
Travaux MQSA + jardin	2.031.690,00€	1.881.690,00€
Travaux Fierlant, 80	900.002,20€	950.022,20€
Travaux Espoir + jardin	346.632,07€	446.632,07€
	3.278.344,27€	3.278.344,27€

Considérant que la modification n°9 a été approuvée par l’autorité de tutelle ;

Considérant que la dépense de 1.846.990,05€ ne dépasse pas le crédit de 1.881.690,00€ prévu à l’article 9302/722-60 pour ce dossier ;

Considérant que la dépense est subsidiée à 100% par la région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Prendre pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins du 06 septembre 2012 :

D’approuver le procès-verbal d’ouverture des offres et le rapport d’analyse des offres ;

De sélectionner sur base de l’analyse de sélection qualitative deux entreprises, à savoir :

Société anonyme ROOSEN –av. Einstein, 2A 1348 Louvain-la-Neuve

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Société anonyme BRUDEX – rue Pierre Gassée, 14 – 1080 Bruxelles ;

De sélectionner sur base de l'analyse des offres régulières : la société anonyme BRUDEX, sise à 1080 Bruxelles, rue Pierre Gassée, 14, pour un montant de 1.895.401,20€ TVAC ;

D'attribuer le marché à la SA BRUDEX, rue Pierre Gassée, 14 – 1080 Bruxelles, pour le montant d'offre contrôlé de 1.846.990,05 TVAC ;

D'inscrire la dépense à l'article 9302/722-60 du service extraordinaire du budget 2012 ;

De financer la dépense à 100% par le subside régional.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Sint-Antonius - Renovatie van het Wijkhuis Sint-Antonius en van zijn tuin en bouw van drie woningen - Overheidsopdracht voor aanneming van werken - Gunning - Begrotingswijziging nr. 9 - Kennisneming.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 24 januari 2012 herzien:

Om te kiezen voor de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht;

Om het bijzondere bestek met als voorwerp de renovatie van het Wijkhuis Sint-Antonius, van zijn tuin en de bouw van drie woningen goed te keuren;

Om de uitgave voor 100% te financieren door subsidies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de opdracht destijds geraamd werd op 1.248.663,11€ incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 06 september 2012 – onder voorbehoud van goedkeuring van de begrotingswijziging nr. 9 door de toezichthoudende overheid - :

Om het proces-verbaal van opening van de offertes en het analyseverslag van de offertes goed te keuren;

Om op basis van de analyse van de kwalitatieve selectie twee ondernemingen te raadplegen, namelijk:

Naamloze vennootschap ROOSEN – av. Einstein, 2A 1348 Louvain-la-Neuve

Naamloze vennootschap BRUDEX – Pierre Gasséestraat, 14 – 1080 Brussel;

De naamloze vennootschap BRUDEX, gelegen 1080 Brussel, Pierre Gasséestraat 14, voor een bedrag van 1.895.401,20€ incl. BTW te selecteren op basis van de analyse van de regelmatige offertes;

De opdracht te gunnen aan de NV BRUDEX, Pierre Gasséestraat, 14 – 1080 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.846.990,05 incl. BTW ;

De uitgave in te schrijven op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012 en ze voor 100% te financieren door gewestelijke subsidies;

Overwegende dat de begrotingswijziging nr. 9, voor het wijkcontract Sint-Antonius, betrekking had op de wijziging van het investeringsprogramma binnen artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012:

	Voor wijziging nr. 9	Na wijziging nr 9
Werken WHSA + tuin	2.031.690,00€	1.881.690,00€
Werken Fierlant, 80	900.002,20€	950.022,20€
Werken Espoir + tuin	346.632,07€	446.632,07€
	3.278.344,27€	3.278.344,27€

Overwegende dat de wijziging nr. 9 goedgekeurd werd door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat de uitgave van 1.846.990,05€ het krediet van 1.881.690,00€ voorzien voor dit dossier op artikel 9302/722-60 niet overschrijdt;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Overwegende dat de uitgave voor 100% gesubsidieerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;  
Gelet op de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST:**

Kennis te nemen van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 06 september 2012:

Om het proces-verbaal van opening van de offertes en het analyseverslag van de offertes goed te keuren;

Om op basis van de analyse van de kwalitatieve selectie twee ondernemingen te raadplegen, namelijk:

Naamloze vennootschap ROOSEN – av. Einstein, 2A 1348 Louvain-la-Neuve

Naamloze vennootschap BRUDEX – Pierre Gasséestraat, 14 – 1080 Brussel;

Om de naamloze vennootschap BRUDEX, gelegen 1080 Brussel, Pierre Gasséestraat 14, voor een bedrag van 1.895.401,20€ incl. BTW te selecteren op basis van de analyse van de regelmatige offertes;

Om de opdracht te gunnen aan de NV BRUDEX, Pierre Gasséestraat, 14 – 1080 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.846.990,05 incl. BTW;

Om de uitgave in te schrijven op artikel 9302/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2012;

Om de uitgave voor 100% te financieren door gewestelijke subsidies.

*Article 66 – Artikel 66*

Monsieur Spapens demande de barrer l'article 4 qui fixe le prix du cahier des charges ; si on fait le calcul selon le tarif du règlement communal, on arrive pour les 28 plans à 350 € ce qui risque de faire fuir beaucoup d'entrepreneurs. On proposera au conseil communal du mois prochain une dérogation pour être à prix coutant afin d'avoir un prix plus attractif pour les entrepreneurs.

Mijnheer Spapens vraagt om artikel 4 te doorstrepken dat de prijs van het bestek vastlegt ; indien we de berekening maken volgens het tarief van het gemeentelijk reglement, komen we voor de 28 plannen op 350 € wat veel ondernemers dreigt te doen vluchten. We zullen aan de gemeenteraad van volgende maand een afwijking voorstellen om enkel de kostprijs aan te rekenen zodat we een meer aantrekkelijke prijs hebben voor de ondernemers.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre - DIVERCITY : Construction d'un complexe d'équipements de proximité dans le cadre d'un Contrat de Quartier à Forest - Marché de travaux - Approbation des conditions et du mode de passation.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1 ;

Vu le cahier général des charges, annexe de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'Arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 décembre 2009 octroyant un subside de 10.898.662 € pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 13 octobre 2011 décidant l'attribution du marché de service « Divercity : mission d'auteur de projet pour la construction d'un

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

complexe d'équipements de proximité dans le cadre d'un Contrat de Quartier à Forest » de la tranche ferme portant sur la mise en œuvre du complexe d'équipements à l'association momentanée V+/MSA pour un montant de 501.601,62 € TVAC,

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 24/08/2012 :

- D'approuver les plans du Permis d'Urbanisme pour le projet « Divercity : construction d'un complexe d'équipements de proximité dans le cadre d'un Contrat de Quartier à Forest » ;
- D'approuver le principe d'inclure le parc dans les parcs publics de la commune ;
- D'approuver le paiement de la phase relative au « dépôt du dossier de permis d'urbanisme » pour un montant de 50.160,16 €.
- D'inscrire la dépense d'un montant de 2.000 € TVAC pour l'avis de prévention incendie du SIAMU à l'article 9303/125-06 « Prestations de tiers pour les bâtiments » en modification budgétaire n°7 du service ordinaire du budget 2012.
- De financer la dépense à 90% par un subside de la Région de Bruxelles-Capitale, soit un montant de 1.800 € TVAC, inscrits à l'article des recettes 9308/994-01 « prélèvements sur le fonds de réserves ordinaires », et par un emprunt pour le solde.
- De commander la phase suivante de la mission : élaboration du dossier d'adjudication.

Considérant que lors de la CLDI du 6 juin 2012, les membres présents ont émis un avis favorable sur l'avant-projet présenté par l'association momentanée V+/MSA ;

Considérant le cahier spécial des charges N° 2012-CQPPL-003 relatif au marché “DIVERCITY : marché de travaux” joint au dossier.

Considérant qu'il est proposé de choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 5.707.748 €, 21% TVA comprise + 10% de révision de prix (570.775 €) = 6.278.523 € TVAC ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par BELIRIS, Rue du Gouvernement Provisoire, 9-15 à 1000 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 728.633 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par FEDER / EFRO, Rue du Progrès, 80, bte 1 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 726.316 € ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée à 90% par la Région de Bruxelles-Capitale, rue du Progrès, 80 bte1 à 1035 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 4.062.356 € et que le solde restant à financer sera complété par un emprunt communal d'un montant de 761.218 € ;

Considérant que pour diminuer le montant à emprunter, il est attendu d'obtenir courant de l'année 2013 :

- les primes énergies à hauteur de 80.000 € subsidiées à 100%,
- un subside BATEX à hauteur de 240.000 € subsidié à 100%,
- un subside pour la crèche auprès de la COCOF à hauteur de 400.000 €.

**DECIDE :**

**Art 1er : D'approuver le cahier spécial des charges N° 2012-CQPPL-003 du marché “DIVERCITY : marché de travaux”, joint au dossier, pour la construction d'un complexe d'équipements de proximité dans le cadre d'un Contrat de Quartier à Forest.**

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Art 2 : De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché.

Art 3 : D'inscrire la dépense à l'article 9303/722-60 du service extraordinaire du budget 2013.

Art 4 : De financer la dépense par une subvention pour ce marché de l'autorité subsidiaire BELIRIS, Rue du Gouvernement Provisoire, 9-15 à 1000 Bruxelles et que cette partie est estimée à 728.633 € ;

Art 5 : De financer la dépense par une subvention pour ce marché - de l'autorité subsidiaire FEDER / EFRO, Rue du Progrès, 80, bte 1 à 1035 Bruxelles et que cette partie est estimée à 726.316 €

Art 6 : De financer la dépense par une subvention pour ce marché de l'autorité subsidiaire Région de Bruxelles-Capitale, rue du Progrès, 80 bte1 à 1035 Bruxelles à 90% pour un montant estimé à 4.062.356 € et par un emprunt pour le solde estimé à 761.218 € ;

Art 7 : De financer le solde par emprunt, tout en tenant compte que le montant à emprunter va éventuellement être diminué par :

- les primes énergies à hauteur de 80.000 € subsidiées à 100%,
- un subside BATEX à hauteur de 240.000 € subsidié à 100%,
- un subside pour la crèche auprès de la COCOF à hauteur de 400.000 € subsidié à 90% et 10% par un emprunt.

Art 8: De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Art 9 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - DIVERCITY : Bouw van een buurtvoorzieningencomplex in het kader van een Wijkcontract te Vorst - Opdracht voor aanneming van werken - Goedkeuring van de lastvoorwaarden en van de gunningswijze.

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur ;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en latere wijzigingen ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld besluit van 26 september 1996, en latere wijzigingen;

Gelet op het Besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 10 december 2009 dat een subsidie van 10.898.662 € toekent voor de uitvoering van de projecten die ingeschreven zijn in het basisdossier van het Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug ;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 13 oktober 2011 waarin beslist werd de opdracht voor diensten « Divercity : opdracht van projectontwerper voor de bouw van een buurtvoorzieningencollectief in het kader van een Wijkcontract te Vorst » te gunnen voor wat betreft de vaste schijf die betrekking heeft op de uitvoering van het voorzieningencollectief aan de tijdelijke vereniging V+/MSA voor een bedrag van 501.601,62 € incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen in zitting van 24/08/2012 om :

- De plannen van de Stedenbouwkundige Vergunning voor het project « Divercity : bouw van een buurtvoorzieningencollectief in het kader van een Wijkcontract te Vorst » goed te keuren.
- Het principe goed te keuren om het park op te nemen in de openbare parken van de gemeente.
- De betaling van de fase met betrekking tot de « indiening van het dossier van stedenbouwkundige vergunning » voor een bedrag van 50.160,16 € goed te keuren.
- De uitgave voor een bedrag van 2.000 € incl. BTW voor het advies voor brandpreventie van de DBDMH in te schrijven op artikel 9303/125-06 « Prestaties van derden voor de gebouwen » in begrotingswijziging nr 7 van de gewone dienst van de begroting 2012.
- De uitgave voor 90% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij een bedrag van 1.800 € incl. BTW, ingeschreven op artikel van ontvangsten 9303/994-01 « heffingen op het gewone reservefonds », en door een lening voor het saldo.
- De volgende fase van de opdracht te bestellen : uitwerking van het aanbestedingsdossier.

Overwegende dat tijdens de PCGO van 6 juni 2012 de aanwezige leden een gunstig advies hebben uitgebracht over het voorontwerp voorgesteld door de tijdelijke vereniging V+/MSA ;

Overwegende het bijzondere bestek met nr 2012-CQPPL-003 betreffende de opdracht “DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken” toegevoegd aan het dossier.

Overwegende dat voorgesteld wordt te kiezen voor de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht ;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 5.707.748 €, 21% BTW inbegrepen + 10% prijsherziening (570.775 €) = 6.278.523 € incl. BTWbedraagt ;

Overwegende dat een deel van de kosten gesubsidieerd wordt door BELIRIS, Voorlopig Bewindstraat, 9-15 te 1000 Brussel, en dat dit deel geraamd wordt op 728.633 € ;

Overwegende dat een deel van de kosten gesubsidieerd wordt door FEDER / EFRO, Vooruitgangstraat, 80, bus 1 te 1035 Brussel, en dat dit deel geraamd wordt op 726.316 € ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD**  
**29/01/2013**

Overwegende dat een deel van de kosten voor 90% gesubsidieerd wordt door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vooruitgangstraat, 80, bus 1 te 1035 Brussel, en dat dit deel geraamd wordt op 4.062.356 € en dat het overblijvende te financierensaldo aangevuld zal worden door een lening van de gemeente voor een bedrag van 761.218 € ;

Overwegende dat, teneinde het te lenen bedrag te beperken, verwacht wordt om in de loop van het jaar 2013 de volgende bedragen te ontvangen :

- de energiepremies voor een bedrag van 80.000 € voor 100% gesubsidieerd,
- een BATEX subsidie voor een bedrag van 240.000 € voor 100% gesubsidieerd,
- een subsidie van de COCOF voor het kinderdagverblijf voor een bedrag van 400.000 € voor 90% gesubsidieerd en 10% door een lening.

**BESLIST :**

Art 1 : Het bijzondere bestek met Nr 2012-CQPPL-003 van de opdracht “DIVERCITY : opdracht voor aanneming van werken”, toegevoegd aan het dossier, voor de bouw van een buurtvoorzieningencomplex in het kader van een Wijkcontract te Vorst, goed te keuren.

Art 2 : Te kiezen voor de openbare aanbesteding als gunningswijze van de opdracht.

Art 3 : De uitgave in te schrijven op artikel 9303/722-60 van de buitengewone dienst van de begroting 2013.

Art 4 : De uitgave voor deze opdracht te financieren door een subsidie van de subsidiërende overheid BELIRIS, Voorlopig Bewindstraat, 9-15 te 1000 Brussel, en dat dit deel geraamd wordt op 728.633 € ;

Art 5 : De uitgave voor deze opdracht te financieren door een subsidie van de subsidiërende overheid FEDER / EFRO, Vooruitgangstraat, 80, bus 1 te 1035 Brussel, en dat dit deel geraamd wordt op 726.316 € ;

Art 6 : De uitgave voor deze opdracht voor 90% te financieren door een subsidie van de subsidiërende overheid Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Vooruitgangstraat, 80, bus 1 te 1035 Brussel, voor een bedrag geraamd op 4.062.356 € en door een lening voor het saldo geraamd op 761.218 € ;

Art 7 : Het saldo te financieren door een lening, rekening houdend met het feit dat het te lenen bedrag eventueel verlaagd zal worden door :

- de energiepremies voor een bedrag van 80.000 € voor 100% gesubsidieerd,
- een BATEX subsidie voor een bedrag van 240.000 € voor 100% gesubsidieerd,
- een subsidie van de COCOF voor het kinderdagverblijf voor een bedrag van 400.000 € voor 90% gesubsidieerd en 10% door een lening.

Art 8 : Het standaard publicatieformulier in te vullen en te versturen op nationaal niveau ;

Art 9 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

*Article 67 – Artikel 67*

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre - Aménagement des espaces publics du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre - Marché de travaux - Désignation de l'adjudicataire - Prise pour information.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 11 juin 2012 relative à l'approbation des conditions, de l'estimation et du mode de passation du présent marché public de travaux (adjudication publique) ;

Vu la délibération du 8 novembre 2012 du collège des bourgmestre et échevins décidant de :

Art 1 : D'approuver le procès-verbal d'ouverture des offres et le rapport d'analyse des offres joint à la présente délibération

Art 2 : De ne pas sélectionner qualitativement les soumissionnaires P.P.R – VIBED n.v. et LES ENTRPRISES MELIN s.a.

Art 3 : De sélectionner les soumissionnaires WEBEGO n.v., DE DENDER n.v., KEMBO n.v. et KRINKELS n.v. pour avoir joint toutes les pièces exigées par la sélection qualitative.

Art 4 : De considérer les offres de WEBEGO n.v., DE DENDER n.v., KEMBO n.v. et KRINKELS n.v. comme complètes et régulières.

Art 5 : D'approuver la proposition d'attribution pour le marché « Aménagement des espaces publics du contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre », rédigée par le Contrat de Quartier Primeurs-Pont de Luttre.

Art 6 : D'approuver, au terme de l'analyse arithmétique, la proposition d'attribution telle que précisée dans le rapport d'analyse des offres à KEMBO n.v., Goormansdijk, 9 à 2480 Dessel, pour le montant d'offre contrôlé de 333.434,25 € hors TVA ou 403.455,44 €, 21% TVA comprise ayant remis l'offre régulière la plus basse.

Art 7 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire KEMBO n.v., Goormansdijk, 9 à 2480 Dessel, pour le montant d'offre contrôlé de 333.434,25 € hors TVA ou 403.455,44 € TVAC.

Art 8 : L'exécution du marché doit répondre aux conditions fixées par le cahier spécial des charges N°2012-CQPPL-002.

Art 9 : D'inscrire la dépense d'un montant total de 443.800,99 €TVAC (montant de l'offre contrôlé TVAC + 10% d'imprévus) à l'article 9303/731-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012.

Art 10 : De financer cette dépense à 90% par un subside de la Région Bruxelles-Capitale inscrit à l'article des recettes 9303/995-52 « Prélèvement sur le fond de subside extraordinaire » où un montant de 5.075.161,00 € est prévu et par un emprunt pour le solde ;

Art 11 : De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Vu la nouvelle loi communale, et notamment l'article 236 relatif aux compétences du conseil et du collège des bourgmestre et échevins ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**DECIDE :**

En application de l'article 236 de la nouvelle loi communale, de prendre pour information la décision du 8 novembre 2012 du collège des bourgmestre et échevins d'attribuer le marché public de travaux au soumissionnaires KEMBO n.v., Goormansdijk, 9 à 2480 Dessel, pour le montant d'offre contrôlé de 333.434,25 € hors TVA ou 403.455,44 € TVAC.

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - Inrichting van de openbare ruimten van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - Opdracht voor aanneming van werken - Aanstelling van de opdrachtnemer - Kennisneming.

**DE RAAD,**

Zijn beslissing van 11 juni 2012 herzien betreffende de goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de raming en van de gunningswijze van huidige overheidsopdracht voor aanneming van werken (openbare aanbesteding) ;

Gelet op de beraadslaging van 8 november 2012 van het college van burgemeester en schepenen waarin beslist werd om :

Art 1 : Het proces-verbaal van opening van de offertes en het analyseverslag van de offertes toegevoegd aan huidige beraadslaging goed te keuren.

Art. 2 : De inschrijvers P.P.R. - VIBED n.v. en LES ENTREPRISES MELIN n.v. niet te selecteren omwille van kwaliteitscriteria.

Art 3 : De inschrijvers WEGEBO n.v., DE DENDER n.v., KEMBO n.v. en KRINKELS n.v. te selecteren aangezien ze alle stukken vereist door de kwalitatieve selectie voorgelegd hebben.

Art 4 : De offertes van WEGEBO n.v., DE DENDER n.v., KEMBO n.v. en KRINKELS n.v. als volledig en regelmatig te beschouwen.

Art 5 : Het voorstel tot gunning voor de opdracht "Inrichting van de openbare ruimten van het wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug", opgesteld door het Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug goed te keuren.

Art 6 : Aan het einde van de rekenkundige analyse, het voorstel tot gunning goed te keuren, zoals vermeld in het analyseverslag van de offertes, aan KEMBO n.v., Goormansdijk, 9 te 2480 Dessel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 333.434,25 € excl. BTW of 403.455,44 €, 21% BTW inbegrepen aangezien deze de laagste regelmatige offerte ingediend heeft.

Art. 7 : Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver KEMBO n.v., Goormansdijk, 9 te 2480 Dessel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 333.434,25 € excl. BTW of 403.455,44 €, incl. BTW.

Art 8 : De uitvoering van de opdracht moet beantwoorden aan de voorwaarden vastgelegd door het bijzondere bestek met Nr 2012-CQPL-002.

Art 9 : De uitgave voor een totaalbedrag van 443.800,99 € incl. BTW (bedrag van de gecontroleerde offerte incl. BTW + 10% onvoorzien uitgaven) in te schrijven op artikel 9303/731-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Art 10 : Deze uitgave voor 90% te financieren door een subsidie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingeschreven op artikel van ontvangsten 9303/995-52 « heffingen op het fonds voor buitengewone subsidies » waar een bedrag van 5 075.161,00 € voorzien is en door een lening voor het saldo.

Art 11 : Deze beraadslaging over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, en inzonderheid artikel 236 betreffende de bevoegdheden van de raad en van het college van burgemeester en schepenen ;

**BESLIST :**

In toepassing van artikel 236 van de nieuwe gemeentewet, kennis te nemen van de beslissing van 8 november 2012 van het college van burgemeester en schepenen om de overheidsopdracht voor aanneming van werken te gunnen aan de inschrijver KEMBO n.v., Goormansdijk, 9 te 2480 Dessel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 333.434,25 € excl.BTW of 403.455,44 € incl. BTW

*Article 68 – Artikel 68*

Monsieur Chapelle fait un commentaire positif sur le dossier : les services ont prouvé dans ce dossier qu'ils sont proactifs, ils anticipent, ils décident de gérer ce projet en direct, alors que ça aurait été plus facile de tout laisser faire par Beliris. Il trouve qu'il faut aussi féliciter les services quand ils sont efficaces.

Mijnheer Chapelle geeft een positieve commentaar over het dossier : in dit dossier hebben de diensten bewezen dat ze proactief zijn, dat ze anticiperen, dat ze beslissen om dit project rechtstreeks te beheren, terwijl het veel makkelijker zou zijn geweest om alles te laten doen door Beliris. Hij vindt dat de diensten ook gefeliciteerd moeten worden wanneer ze doeltreffend werken.

Revitalisation des quartiers - Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre - Volet 5a - DIVERCITY/Espace public - Approbation du protocole 4.1.41.2.1 « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre : Espace Public DIVERCITY ».

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale du 26 mai 1989 ;

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation des quartiers du 7.10.1993 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'intervention de l'Accord de Coopération BELIRIS dans le Contrat de quartier « 4.1.41.2.1. Contrat de Quartier Primeurs- Pont de Luttre : espace public DIVERCITY » (programme élaboré par la commune de Forest et approuvé par la Région de Bruxelles-Capitale) s'élevant à 728.632,75 € ;

Considérant qu'au vu du nombre de projets « Contrat de quartier » financés par l'Accord de Coopération, Beliris est dans l'impossibilité d'assurer la maîtrise d'ouvrage de tous les marchés concernés ;

Considérant que la commune dispose du personnel et de l'expertise suffisante pour en assurer la direction ;

Considérant qu'il est donc indiqué d'organiser la coopération entre la commune et Beliris sous forme d'une subvention ;

Considérant que l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises a créé un comité de coopération chargé de délibérer des initiatives que peuvent prendre en commun l'Etat et la Région de Bruxelles-Capitale en vue de favoriser et de promouvoir le rôle international et la fonction de capitale de Bruxelles (« Beliris »), lesdites initiatives pouvant être financées en tout ou partie par le budget de l'Etat fédéral ;

Considérant que l'Accord de coopération du 15 septembre 1993 détermine les modalités générales de financement des initiatives décidées de concert, que le présent protocole a dès lors pour seul objet de préciser la manière dont l'Etat fédéral financera les travaux relatifs au contrat de quartier 2009 – Primeurs – Pont de Luttre : espace public DIVERCITY; qu'il ne crée donc pas pour les parties de droits ou obligations réciproques et ne doit dès lors pas être considéré comme un contrat à titre onéreux ;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**DECIDE :**

D'approuver le protocole d'accord soumis par BELIRIS (voir document annexe) ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer le Protocole d'accord 4.1.41.2.1 « Contrat de quartier Primeurs-Pont de Luttre : Espace Public DIVERCITY ».

Heropleving van de wijken - Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug - Luik 5a - DIVERCITY/Openbare ruimte - Goedkeuring van het protocol 4.1.41.2.1 « Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug : Openbare Ruimte DIVERCITY ».

**DE RAAD,**

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 26 mei 1989 ;

Gelet op de ordonnantie houdende organisatie van de herwaardering van de wijken van 7.10.1993 ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken ;

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 tot organisatie van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de tussenkomst van het Samenwerkingsakkoord BELIRIS in het Wijkcontract « 4.1.41.2.1. Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug : openbare ruimte DIVERCITY » (programma uitgewerkt door de gemeente Vorst en goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) voor een bedrag van 728.632,75 € ;

Overwegende dat na inzage van het aantal projecten « Wijkcontract » gefinancierd door het Samenwerkingsakkoord, het voor Beliris onmogelijk is om het bouwheerschap van alle betrokken opdrachten te verzekeren ;

Overwegende dat de gemeente over voldoende personeel en deskundigheid beschikt om er de leiding van te verzekeren ;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is om de samenwerking tussen de gemeente en Beliris te organiseren in de vorm van een subsidie ;

Overwegende dat artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen een samenwerkingscommissie opgericht heeft belast met het beraadslagen over initiatieven die de Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest samen kunnen nemen tot uitbouw en bevordering van de internationale rol en de hoofdstedelijke functie van Brussel (« Beliris »), waarbij bovengenoemde initiatieven geheel of gedeeltelijk gefinancierd kunnen worden door de staatsbegroting ;

Overwegende dat het Samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 de algemene financieringsmodaliteiten bepaalt van de initiatieven waarover gezamenlijk beslist werd, dat huidig protocol bijgevolg als enig doel heeft het nader bepalen van de wijze waarop de federale Staat de werken van het wijkcontract 2009 – Vroege Groenten-Luttrebrug : openbare ruimte DIVERCITY zal financieren; dat het

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

dus voor de partijen geen wederzijdse rechten en plichten creëert en bijgevolg niet beschouwd moet worden als een contract onder bezwarende titel ;

**BESLIST :**

Het protocolakkoord voorgelegd door BELIRIS (zie document in bijlage) goed te keuren ;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om het Protocolakkoord 4.1.41.2.1 « Wijkcontract Vroege Groenten-Luttrebrug : Openbare Ruimte DIVERCITY » te ondertekenen.

Propriétés communales : comptes 2010 et 2011 : Les groupes MR et CDH s'abstiennent et Monsieur Rongé vote contre .

Gemeente-eigendommen : rekeningen 2010 en 2011 : De groepen MR en CDH onthouden zich en Mijnheer Rongé stemt tegen.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 69 – Artikel 69**

Propriétés communales - Asbl communale « Forest, centre culturel » - Solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2011 - Comptes de l'année 2010 - Prise d'acte

**LE CONSEIL,**

Vu la convention entre la commune de Forest et l'asbl communale « Forest, centre culturel », approuvée par décision du conseil communal en sa séance du 24 juin 2008, devenue exécutoire suivant lettre datée du 14 août 2008 du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale, et signée en date du 25 août 2008 ; en son article IV, cette convention prévoit que le versement du solde des subsides de fonctionnement et de personnel se fera, e.a. sur présentation des comptes et bilan de l'année précédente ;

Vu la demande de l'asbl communale « Forest, centre culturel » sollicitant, via sa déclaration de créance du 12 novembre 2012, la liquidation par la commune du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2011 ; que cette déclaration était accompagnée de justificatifs, dont les comptes de l'année 2010 et le rapport du réviseur (B.S.T. scprl) au Conseil d'administration ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la nouvelle loi communale ;

**DECIDE :**

en vue de la liquidation du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2011 à l'asbl communale « Forest, centre culturel », de prendre acte de ses comptes annuels pour l'année 2010, tels que approuvés par son assemblée générale, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprises.

**DE RAAD,**

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 juni 2008, uitvoerbaar verklaard bij brief d.d. 14 augustus 2008 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en ondertekend op 25 augustus 2008; in haar artikel IV voorziet deze overeenkomst dat de overschrijving van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies o.a. gebeurt na voorlegging van de rekeningen en balans van het voorgaande jaar;

Gelet op de aan de gemeente, door de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel” gerichte vraag, waarbij zij d.m.v. haar schuldverklaring d.d. 12 november 2012, om de uitbetaling van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2011 verzoekt; dat deze verklaring gestaafd werd door documenten, waaronder de rekeningen van het jaar 2010 et het verslag van de revisor (B.S.T. bbva) aan de beheerraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op het toekennen en aanwenden van bepaalde toelagen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**BESLIST :**

met het oog op de uitbetaling van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2011 aan de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, akte te nemen van haar jaarrekeningen 2010, zoals die aangenomen werden door haar algemene vergadering, alsook van het verslag van de bedrijfsrevisor.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

**Article 70 – Artikel 70**

**LE CONSEIL,**

Vu la convention entre la commune de Forest et l'asbl communale « Forest, centre culturel », approuvée par décision du conseil communal en sa séance du 24 juin 2008, devenue exécutoire suivant lettre datée du 14 août 2008 du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale, et signée en date du 25 août 2008 ; en son article IV, cette convention prévoit que le versement du solde des subsides de fonctionnement et de personnel se fera, e.a. sur présentation des comptes et bilan de l'année précédente ;

Vu la demande de l'asbl communale « Forest, centre culturel » sollicitant, via sa déclaration de créance du 12 novembre 2012, la liquidation par la commune du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2012 ; que cette déclaration était accompagnée de justificatifs, dont les comptes de l'année 2011 et le rapport du réviseur (B.S.T. scprl) au Conseil d'administration ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la nouvelle loi communale ;

**DECIDE :**

en vue de la liquidation du solde des subsides de fonctionnement et de personnel pour l'année 2012 à l'asbl communale « Forest, centre culturel », de prendre acte de ses comptes annuels pour l'année 2011, tels que approuvés par son assemblée générale, ainsi que du rapport du réviseur d'entreprises.

**DE RAAD,**

Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Vorst en de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 24 juni 2008, uitvoerbaar verklaard bij brief d.d. 14 augustus 2008 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en ondertekend op 25 augustus 2008; in haar artikel IV voorziet deze overeenkomst dat de overschrijving van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies o.a. gebeurt na voorlegging van de rekeningen en balans van het voorgaande jaar;

Gelet op de aan de gemeente, door de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel” gerichte vraag, waarbij zij d.m.v. haar schuldverklaring d.d. 12 november 2012, om de uitbetaling van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2012 verzoekt; dat deze verklaring gestaafd werd door documenten, waaronder de rekeningen van het jaar 2011 en het verslag van de revisor (B.S.T. bbva) aan de beheerraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op het toekennen en aanwenden van bepaalde toelagen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

**BESLIST :**

met het oog op de uitbetaling van het saldo van de werkings- en personeelssubsidies voor het jaar 2012 aan de gemeentelijke vzw “Forest, centre culturel”, akte te nemen van haar jaarrekeningen 2011, zoals die aangenomen werden door haar algemene vergadering, alsook van het verslag van de bedrijfsrevisor.

**SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL COMMUNAL – OPENBARE ZITTING VAN DE GEMEENTERAAD  
29/01/2013**

Madame van Zeeland expose sa motion concernant la présidence du conseil communal.  
Mevrouw van zeeland zet haar motie in verband het voorzitterschap van de gemeenteraad uiteen.

**La séance publique est levée à 21h.37  
Le conseil se constitue à huis-clos.**

**De openbare zitting wordt geheven om 21u.37  
De raad vergadert besloten**

Le Secrétaire communal f.f.

Le Bourgmestre - Président,

Betty MOENS.

Marc-Jean GHYSSELS.